

صناديق الاموال



Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE



QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14384 - 6 F

MERCREDI 8 MAI 1991

FONDATEUR : HUBERT BELVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Tout va mal

Des dizaines de morts en quelques jours

M. Gorbatchev justifie l'intervention des parachutistes en Arménie

Contrastes soviétiques

LA situation soviétique nous a habitués depuis plusieurs années aux contradictions, mais l'exercice auquel se livre ce jour-ci M. Gorbatchev est à cet égard plus spectaculaire que les autres. D'un côté, le président soviétique affiche une brutale fermeté dans le Caucase, approuvant totalement une intervention de ses militaires, qui se soldent par plusieurs dizaines de morts. De l'autre, en transférant à la Russie l'autorité fédérale sur les principales houillères du pays, il fait à son rival M. Boris Eltsine une concession de taille, et amorce peut-être, enfin pour de bon, l'inévitable dévolution des pouvoirs du « centre » vers les Républiques soviétiques.

Il est vrai que M. Gorbatchev peut se dire conséquent avec le principe de légalité dont il se réclame en matière nationale. Face aux affrontements nationalistes dans le Caucase, qui ont presque toujours été violents, l'armée soviétique peut revendiquer dans cette région, à la différence de ce qui se passe par exemple dans les Républiques baltes, un rôle pacificateur.

MAIS c'est aussi un fait qu'en invoquant les torts de la seule partie arménienne, Moscou, qui a toujours refusé de traiter au fond le problème du Karabakh, donne à nouveau l'impression de pencher d'un seul côté : qui pourra prétendre que l'Azerbaïdjan a complètement désarmé ses propres milices, alors que des forces de cette République ont été signalées aux côtés des troupes fédérales dans les opérations de ces derniers jours ? M. Ter-Petrosian, le président arménien, est en tout cas mal récompensé de la grande modération dont il avait fait preuve jusqu'à présent.

Le contraste avec les concessions que le président soviétique vient de faire à M. Eltsine n'en est que plus grand. Il est vrai qu'à court terme M. Gorbatchev se débarrasse ainsi sur son rival d'un grand fardeau : les mineurs lui avaient déjà causé beaucoup d'ennuis lors de leur grève de 1989. Ils sont restés particulièrement difficiles à « gérer ». Mais leurs revendications étaient devenues de plus en plus politiques : elles allaient de la liquidation de la tutelle du « centre » à l'élimination du rôle du Parti communiste sur les lieux de travail. Les voici pratiquement acceptées, au grand dam de l'administration fédérale, notamment de son chef de file le plus connu, M. Rykov, l'ancien chef du gouvernement qui a décidé de se présenter le mois prochain contre M. Eltsine à la présidence de Russie, avec le soutien... du PC soviétique dont M. Gorbatchev est le chef.

C'EST ce second Gorbatchev M. Mitterrand lors de sa visite à Moscou : l'homme qui, dans un nouveau virage, et sans doute pour échapper au carcan de plus en plus pesant que lui imposaient les « durs » du parti et de l'armée, a décidé de faire un pas en direction des « réformateurs ». M. Eltsine a obtenu, dans la foulée, de créer son propre KGB, et il devrait pouvoir élargir la brèche dans le domaine économique : on voit mal comment le pétrole de Sibérie, voire l'énergie nucléaire, ne tomberaient pas, après le charbon, dans son escarcelle.

M0147 - 0508 0 - 6,00 F



M. Gorbatchev a justifié, lundi 6 mai, les interventions des parachutistes soviétiques contre des villages arméniens, qui ont fait depuis la semaine dernière plusieurs dizaines de morts, par la nécessité de désarmer les milices. « Sinon, a-t-il dit, nous assisterions à une véritable guerre (...) La loi doit être respectée. » De son côté, le président de la République d'Arménie, M. Levon Ter-Petrosian, a estimé que l'URSS avait « virtuellement déclaré la guerre à l'Arménie ». A Erevan, le parlement arménien a lancé un appel à l'aide à l'ONU.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

La situation intérieure soviétique, et singulièrement les événements d'Arménie, ont occupé une grande place dans les entretiens de M. Gorbatchev et de M. Mitterrand. Le président soviétique a été amené à commenter à chaud l'assaut donné lundi par des troupes obéissant à Moscou contre un village arménien proche de la frontière avec l'Azerbaïdjan. Il s'agit d'un des plus graves affrontements de ces derniers mois dans le Cau-

case puisqu'il aurait fait « des dizaines de morts », selon M. Levon Ter-Petrosian, le président arménien.

M. Gorbatchev a évoqué longuement cette affaire en donnant l'impression qu'il avait lui-même donné l'ordre de cette intervention musclée des parachutistes contre le village arménien de Voskepar.

DOMINIQUE DHOMBRES

Lire la suite page 3 ainsi que l'article de CLAIRE TREAN : « M. Mitterrand a apporté un soutien sans réserve à M. Gorbatchev »

Les violences en Yougoslavie

Belgrade annonce la « mobilisation partielle » de l'armée... page 4

Les dominos au tiroir

par André Fontaine

La tragédie kurde, les malheurs du Koweït libéré, le Bangladesh une fois de plus englouti, le choléra qui le menace en même temps qu'il s'étend en Amérique du Sud, la famine qui revient en Afrique, l'expansion inexorable du sida, le bilan, qui ne cesse de s'alourdir, de Tchernobyl et la menace

que fait planer l'état de son sinistre « sarcophage », la guerre civile qui montre le bout de son nez dans le Caucase et en Yougoslavie, la montée du chômage et celle, corrélatrice, de la criminalité, dans la plupart des pays du monde : les mauvaises nouvelles, ces temps-ci, se ramassent à la pelle, et l'on comprend que le cœur du président des Etats-Unis lui donne du fil à retordre. Comme de surcroît le temps

Le schéma Universités 2000 en conseil des ministres

Le gouvernement veut multiplier les IUT

M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, devait présenter, mardi 7 mai, devant le conseil des ministres, une communication sur le schéma Universités 2000. La création de sept nouvelles universités (quatre en région parisienne, deux dans le Pas-de-Calais et une à La Rochelle) est confirmée. Mais le gouvernement a surtout opté pour un développement massif des formations techniques courtes, avec la création de cinquante mille places dans les instituts universitaires de technologie (IUT) en cinq ans.

Il y a tout juste un an, le gouvernement s'engageait à consacrer un peu plus de 16 milliards de francs, entre 1991 et 1995, au développement du système universitaire français. Depuis, le ministre de l'éducation nationale s'efforce de résoudre une équation à multiples paramètres : comment répartir ces investissements, dans quelles formations, au profit de quelles régions et de quelles villes et dans le cadre de quel partenariat, notamment financier, avec les collectivités territoriales ?

M. Jospin apporte, avec quel retard sur le calendrier initialement prévu, une première série de réponses. Ce cadrage à la fois quantitatif et qualitatif du plan Universités 2000 comporte

quelques confirmations et bon nombre de surprises. Ainsi, la volonté ministérielle de favoriser, à terme, l'émergence d'une dizaine de pôles universitaires européens est confirmée : dès cette année, Grenoble, Lille, Montpellier, Strasbourg et Toulouse bénéficieront de ce statut. Le site d'Orsay, initialement envisagé, n'est plus retenu dans l'immédiat.

De même, se trouve réaffirmée la décision gouvernementale de créer quatre nouvelles universités dans la région parisienne autour des villes nouvelles de Cergy-Pontoise, Evry, Marne-la-Vallée et Saint-Quentin-en-Yvelines-Versailles.

GÉRARD COURTOIS

Lire la suite page 10

Un pas vers l'Europe sans frontières

Le conseil des ministres devait approuver, mardi 7 mai, un projet de loi portant ratification de la convention de Schengen. Signée entre les pays du Benelux, l'Allemagne et la France en juin 1990, cette convention, paraphée depuis par l'Italie, énumère les mesures destinées à compenser la suppression des contrôles aux frontières.

page 4

Les secours au Bangladesh

Une économie naufragée. Lire page 10 l'article de notre envoyé spécial ROGER CANS

Un entretien avec le président de la Mauritanie

Normalisation de la vie politique « avant la mi-92 » page 5

SCIENCES & MÉDECINE

● Swaziland, un royaume face au sida. ● Le ciel troué de noir. ● Les Celtes, ces premiers Européens. ● Jacques-Louis Lions, lauréat du prix du Japon. pages 15 et 16

« Sur le rif » et le sommaire complet se trouvent page 24

Réorganisation du renseignement militaire

Joze tire les leçons de la guerre



Lire nos informations page 22

M. Mitterrand, modernisateur du capitalisme

En dix ans, le chef de l'Etat a rompu à la fois avec le pseudo-libéralisme de la droite et avec le volontarisme de la gauche

par Erik Izraelewicz

L'économie française n'aurait sans doute jamais été, depuis la fin de la seconde guerre mondiale au moins, aussi libérale qu'après dix années de « socialisme ». Le paradoxe est sans doute l'un des plus inattendus de ceux produits par la décennie Mitterrand. Faut-il, pour autant, en conclure que les socialistes français ont, au cours des dix années écoulées, découvert les vertus de l'économie de marché, mais oublié le socialisme ? Les choses ne sont pas aussi simples.

La reconnaissance par les socialistes de la supériorité du marché n'est qu'un aspect d'une révolution plus large : la fin de l'exception française dans le

domaine économique. La France n'a pas pu échapper à la vague libérale qui a inondé le monde à partir de la fin des années 70. Elle s'est banalisée. Dans ces conditions, au « socialisme à la française », M. François Mitterrand a habilement substitué l'ambition européenne. Les multiples reniements auxquels la gauche a dû procéder, avec l'abandon du volontarisme étatique et du dirigisme, ne signifient pourtant pas une conversion totale et aveugle au marché.

Malgré un apparent consensus sur la politique conjoncturelle, en particulier - entre la gauche et la droite, subsistent des conceptions différentes. La décennie a rendu caduques les controverses entre socialisme et capitalisme pour leur substituer un débat sur

le type de capitalisme souhaité. De nouveaux clivages apparaissent à ce sujet ; ils ne recouvrent pas nécessairement les frontières actuelles des partis.

Est-il nécessaire de le rappeler ? Au cours de la décennie Mitterrand, mars 1983 a été un mois décisif. Après deux années de réformes sociales importantes, les caisses de la France sont vides. A l'issue d'une période tendue d'intenses discussions, le président de la République décide un retour à l'orthodoxie. La France reste dans le système monétaire européen et en accepte toutes les contraintes. La décision est historique.

Lire la suite page 8

ainsi qu'un portrait de M. Elisabeth Guigou par THIERRY BRÉHIER et nos informations page 9.

Le livre blanc.

demain, les retraites
Un contrat entre les générations

Préface de Michel Rocard

23,50 F

Folio Inédit

Folio. Inédit.

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 SCh ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 S CAN ; Danemark, 9 F ; États-Unis, 466 F CFA ; Espagne, 140 PTA ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 Fl. ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 Fl. ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Santé

Une médecine encore libérale

par Pierre Castagnou

DIRE que l'exercice libéral de la médecine est en voie d'extinction parce qu'on instaure le tiers-payant et les forfaits de biologie relève soit de l'incompétence, soit de la polémique pure.

Confondrait-on soudain un système de santé avec ses modalités pratiques ou les outils dont il dispose ? Est modalité la façon d'honorer son médecin paiement direct ou tiers-payant ; est outil la forfaitisation de certaines dépenses. Cesserait-on d'être un professionnel libéral parce qu'on ne perçoit pas directement ses honoraires ? Le forfait de soins, le contrat de santé entraînent-ils la fonctionnarisation du médecin ? Non. Le prétendre témoigne d'un raisonnement partisan.

En effet, ce qui caractérise l'exercice libéral, je dirai même l'éthique libérale, c'est tout à la fois l'indépendance, la technicité, la personnalisation, la responsabilité et la déontologie. Autant de caractéristiques qui ne sont nullement remises en cause par le tiers-payant et le forfait. Les médecins, biologistes ou kinésithérapeutes qui les ont acceptés contractuellement ne l'ont-ils pas compris ainsi ?

Dogmatisme ou pragmatisme, immobilisme ou réformisme, là est le vrai débat. Repenser les modalités d'un système pour pallier ses insuffisances ou corriger ses effets négatifs équivaut à le redynamiser face à des situations nouvelles, non à le faire basculer du côté opposé.

La réforme de certaines professions juridiques et judiciaires et la possibilité pour toutes les professions libérales réglementées d'exercer sous forme de sociétés de capitaux, adoptées par le Parlement à la fin de 1990, traduisent bien cette nécessité d'aller de l'avant dans un monde qui bouge de plus en plus vite. Les professions libérales ne pourront pas échapper à l'harmonisation de certaines de leurs règles déontologiques ou de leurs pratiques, une fois le marché unique européen réalisé.

A camper en effet sur leurs seules traditions, peu de professions survivront aux mutations nécessaires de cette fin de millénaire. Ce n'est pas parce que leurs règles, leurs modes d'exercice se diversifient, évoluent, se modernisent que les professionnels libéraux vont pour autant perdre leur âme.

Nos amis allemands ne s'y sont

pas trompés, qui ont vécu avec moins d'angoisse que nous les effets d'une médecine toujours plus performante et coûteuse les engageant récemment dans la voie d'une autorégulation des dépenses. Se sont-ils pour autant sentis fonctionnarisés ? Ont-ils aliéné leur liberté parce qu'ils n'étaient plus directement honorés par leurs malades ? Se sont-ils sentis démotivés et désresponsabilisés ? Outre-Rhin, à cette occasion, point de conflit idéologique ni de guerre de religion !

Plus personne ne doute aujourd'hui de la nécessité de maîtriser les dépenses de santé. Plus personne ne nie les gaspillages, les abus, les prescriptions inutiles, qui reflètent souvent la demande de patients mal informés. Dans ces conditions, est-il anormal de vouloir adapter notre système de soins ? Les attitudes d'immobilisme, l'absence de courage politique n'auraient-elles pas, au contraire, pour effet de précipiter l'exercice libéral vers une mort certaine ou vers une médecine à deux vitesses ?

► Pierre Castagnou est délégué interministériel aux professions libérales.

Médias

Les leçons de Télé Free-DOM

par Cathodon

Ceux qui reprochent au CSA son action à la Réunion et la saisie de Télé Free-DOM feraient bien de se demander : qu'aurions-nous fait à la place de l'autorité de régulation de l'audiovisuel ? Un minimum d'honnêteté intellectuelle et d'attachement à l'Etat de droit les conduirait alors à répondre : nous aussi nous aurions demandé la saisie.

1) La liberté d'expression s'exerce dans le cadre des lois qui la réglementent. « Tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sous la réserve de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi » (article XI de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789). La liberté d'expression, surtout dans le secteur audiovisuel, ce n'est pas la licence de faire n'importe quoi : occuper l'espace hertzien en jouant des coudes, brouiller autrui, diffuser son semblable, piller la propriété intellectuelle, déverser à toute heure violence ou pornographie, inciter à l'émeute. Aussi la loi française est-elle légitimement exigeante à l'égard des diffuseurs : sélection à l'issue d'un appel aux candidatures rigoureux, obligations en matière de pluralisme, quotas de diffusion et de production, réglementation de la publicité et du parrainage, respect du droit de réponse et de la législation sur la presse, etc.

A quoi bon avoir institué toutes ces règles, à quoi bon entretenir un organisme comme le CSA pour veiller à leur application, à quoi bon tant insister, à Bruxelles, pour que nos voisins européens nous suivent dans nos exigences légales, si nous admettons qu'une télévision pirate puisse n'être jamais saisie ? En assurant l'impunité à celui qui s'affranchit de toute obligation, on avante le tricheur, on pénalise le vertueux, on décrédibilise la règle du droit. On tombe dans le travers constant de la politique audiovisuelle nationale : l'inconséquence.

2) Bien sûr, le bras séculier ne

doit pas s'abstenir sans discernement. Le CSA en est profondément convaincu : toute sa politique est fondée sur l'idée que la sanction est un ultime recours. A la Réunion, sa décision n'a été ni hâtive ni brutale. Il n'a rien négligé pour réinsérer Télé Free-DOM dans la légalité. Au reste, la solution commode, pour le Conseil, eût été d'autoriser Télé Free-DOM à l'issue de l'appel aux candidatures lancé dans l'île en mai 1989. Mais, comme les élus locaux (conseil régional en tête), il a dû se rendre à trois évidences : la première était la supériorité du projet Antenne Réunion ; la deuxième était l'intransigeance de C. Sudre, qui a toujours voulu faire cavalier seul et toujours brandi la menace de troubles à l'ordre public ; la troisième était l'incompatibilité du fonctionnement de Télé Free-DOM - fondé sur le pillage et la programmation bas de gamme - avec les normes de qualité et de légalité les plus élémentaires. C'est dans ce contexte que le Conseil a donné son feu vert au parquet pour saisir le matériel d'émission, tout en laissant aux magistrats le soin de fixer le moment opportun.

3) La spécificité de l'outre-mer, si souvent invoquée par les détracteurs du CSA, poussait non à la mollesse, mais à la fermeté.

D'abord parce que les DOM-TOM, sociétés fragiles, travaillaient par de multiples tensions internes, ont un besoin particulier de l'autorité de l'Etat.

Ensuite parce que tolérer indéfiniment Télé Free-DOM aurait donné droit de cité aux télévisions pirates aux Antilles et, par contagion, multiplié les vocations flibustières outre-mer. Il devenait alors impossible d'offrir à nos concitoyens de Saint-Denis, de Basse-Terre, de Papéete et d'ailleurs les vraies télévisions de proximité auxquelles ils ont droit. Une édition locale respectueuse de la légalité et proposant au public une programmation digne de ce nom a déjà du mal à équilibrer ses comptes, du fait de l'exiguïté du marché publicitaire local et des restrictions réglementaires. Cela devient franchement impossible si elle doit subir la concurrence déloyale d'un ou de plusieurs pirates qui, eux, peuvent tout se permettre.

4) Certains voudraient pourtant, au nom des désertés d'outre-mer, que l'outre-mer soit marginalisé, que la loi républicaine ne s'y applique pas pleinement. A l'entendre, Télé Free-DOM, malgré tous ses défauts, était chérie par la population du Chaudron. En l'en privant, on a mal agi. Cette vision des choses est à la fois erronée et injurieuse.

Elle est erronée, car elle méconnaît que l'audience de Télé Free-DOM a toujours été limitée. Selon les sondages disponibles, Télé Free-DOM est toujours arrivée troisième derrière les deux chaînes de service public RFO1 et RFO2 (1).

Il est également faux de prétendre que tout un peuple soit descendu

dans la rue en février pour défendre « sa » télévision. Le noyau dur des manifestants était en fait constitué d'une phalange bien organisée d'une trentaine de desperados. La foule qui affronte les CRS n'excède pas trois cents personnes : jeunes en difficulté d'insertion venus crier leur mal de vivre, se défouler ou... profiter de l'absence de magasins éteints. Ce carnaval insurrectionnel a fini tragiquement. Ce n'était pas pour autant une révolution.

5) Et la casse ? Là encore l'argument militait dans le sens de la rigueur. Comme l'a bien mis en lumière le rapport d'information de l'Assemblée nationale, présenté par M. Sapin, C. Sudre et les siens ont exercé une influence décisive sur le déclassement de la violence.

Cette circonstance aggravante, révélatrice de la capacité de nuisance que peut acquérir un démagogue lorsque la démocratie connaît l'étourderie de lui abandonner la maîtrise des ondes, a dissipé les derniers états d'âme des pouvoirs locaux. Elle a souligné crûment les effets contreproductifs de la tolérance dont Télé Free-DOM avait bénéficié jusque-là, particulièrement entre 1986 et 1989.

Il n'empêche que nombre de bons esprits retiennent précisément cette violence comme atténuation des torts de Télé Free-DOM. Marqué au fer rouge de la culpabilité collective, toujours prêt à conseiller, leur raisonnement est à peu près le suivant : si, au Chaudron comme dans les banlieues chaudes de métropole, il existe des casseurs, c'est qu'il existe aussi des laissés-pour-compte ; s'il existe des laissés-pour-compte, c'est que la société n'a pas fait son devoir : la casse est un cri de détresse ; en y répondant par le maintien de l'ordre, la société aggrave son cas et refuse d'entendre le SOS qui lui est adressé. Cette attitude « compréhensive », moralement respectable, est politiquement très dangereuse car elle légitime la casse comme moyen d'expression de l'insatisfaction.

Il faut, à la Réunion, combattre le sous-développement, l'analphabétisme, l'alcoolisme, mettre en place des filières de formation appropriées, attirer des capitaux extérieurs...

Cela ne sera ni facile ni immédiat. Cela devrait se faire même si Télé Free-DOM n'avait jamais existé.

En attendant, ce n'est pas en légalisant une drogue audiovisuelle sous la pression de la rue que l'on fera avancer les choses... à compter sur la drogue pour faire prendre en patience le sous-développement.

(1) Quant à la situation actuelle, elle est caractérisée par une offre audiovisuelle qui, sans être aussi riche qu'en métropole, n'est pas pour autant négligeable : trois chaînes et quatre chaînes (RFO1, RFO2, Antenne Réunion, Canal Réunion).

► Cathodon est le pseudonyme d'un groupe de hauts fonctionnaires.

Sécurité routière

L'Europe et les morts de la route

par Christian Gerondeau

Chaque jour, les accidents de la route sont à l'origine de cent trente-cinq morts et quatre mille blessés sur le territoire de la Communauté européenne. Chaque année, ils y tuent, sans que l'on en parle, cinquante mille personnes et en blessent un million et demi d'autres. Depuis la signature du traité de Rome, ce sont - chiffres incroyables - deux millions d'êtres humains qui ont laissé leur vie sur les différents réseaux routiers des douze pays membres et quarante millions d'autres qui y ont été blessés, avec les conséquences souvent dramatiques que chacun sait. Ce sont autant de familles qui ont vu briser le cours de leur destin, à tel point qu'il n'existe plus guère d'Européens qui ne connaissent de victimes parmi leurs proches ou leurs amis.

On pourrait penser que, devant ce drame d'une ampleur telle que les chiffres sont incapables d'en rendre vraiment compte, l'Europe se soit organisée pour faire front, conjuguant les efforts et le savoir-faire de ceux - trop peu nombreux au demeurant - qui ont appris, sinon à supprimer les accidents de la route, du moins à en limiter le nombre et la gravité. Il n'en est rien encore, et cela pour deux raisons d'ordre différent.

La première découle de l'histoire même de la Communauté. Il a fallu que celle-ci existe dans les domaines économique, industriel, agricole, alimentaire, politique, avant de pouvoir porter ses regards sur le secteur des transports, qui n'a pas revêtu jusqu'à présent de caractère prioritaire à ses yeux. Un rapport du Parlement européen a pu relever qu'un seul fonctionnaire ayant rang de chef de service s'occupait à Bruxelles des dossiers de la sécurité routière, et encore à temps partiel, alors que la sécurité routière ne bénéficie que de 1 % du budget du secteur des transports.

Mais la seconde cause de l'inaction est beaucoup plus profonde. Elle tient à l'idée, universellement répandue, qu'il n'y a rien à faire contre les accidents de la route et qu'il convient donc de les accepter comme une fatalité de notre civilisation et de notre époque.

Or cette idée est fautive. Un récent rapport (1) d'un groupe d'experts européens a mis en évidence que les risques par kilomètre parcouru s'élevaient de un à sept selon les pays de la Communauté. Il a montré que, pour des pays voisins en tous points par la population, le tempérament national, la langue, le niveau de vie, la motorisation, le taux d'accidents variait du simple au double selon l'intensité avec laquelle le fléau était attaqué. Il a montré enfin qu'une action déterminée, conduite au niveau communautaire avec les moyens voulus et notamment les structures nécessaires, permettrait en mettant en commun le savoir-faire et l'expérience de tous les pays de réduire de moitié le nombre

(1) Rapport du groupe d'experts à haut niveau pour une politique européenne de sécurité routière. Commission des Communautés européennes, DG7, Bruxelles.

des morts et des blessés graves en Europe d'ici à l'an 2000.

Fort heureusement, il est permis d'espérer. Un dynamisme nouveau souffle sur le secteur des transports, dont les crédits ont été doublés cette année. Ce sont ses responsables qui ont pris l'initiative, pour la première fois, de commanditer une étude européenne globale sur la sécurité routière.

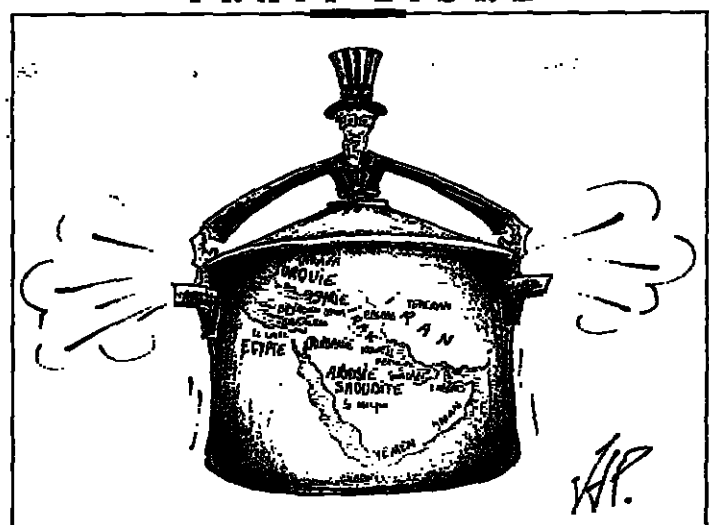
Il reste à tous à prendre conscience de ce qu'a l'évidence, s'il n'y avait qu'une action à privilégier au sein de la politique communautaire des transports, ce serait celle qui a pour objet de tout faire pour limiter le nombre des drames de la route.

Il est sans doute important de gagner quelques dizaines de minutes sur les liaisons entre grandes villes européennes. Mais cet objectif ne revêtirait-il pas un caractère dérisoire si, comme c'est le cas aujourd'hui, plusieurs milliers d'Européens continuaient d'être tués ou blessés dans un accident de la route ? Oui, la Communauté européenne a eu raison de se porter au secours du peuple kurde. Elle s'honore d'avoir pris, parmi les nations du monde développé, l'initiative des secours. Le moment est venu pour elle de s'attaquer avec le même courage et la même détermination à

un drame qui n'est pas moindre et dont ses citoyens sont victimes sans propre soit. Si elle le fait, le succès dépassera ses espérances.

► Christian Gerondeau est président du groupe d'experts européens en sécurité routière.

TRAIT LIBRE



Bibliographie

Sujets et citoyens

LE RAS-LE-BOL DES ADMINISTRÉS
de Jean-Claude Delarue.
Calmann-Lévy, 216 p., 89 F.

DANS la famille des écologistes, Jean-Claude Delarue a une position singulière. Il trouve Antoine Waechter trop doctrinaire et Brice Lalonde financièrement trop peu armé pour que son action ait des retombées concrètes. Or ce sont des résultats immédiats que veut enregistrer Jean-Claude Delarue. Ce qui l'a conduit à créer en 1985 l'Association des usagers de l'administration et des services publics (ADUA). Pour lui, en effet, l'administration est la première responsable de la dégradation de l'environnement et de la qualité de la vie.

N'y a-t-il pas là une pétition de principe ? Faut-il s'étonner que l'on ait trouvé sa position quelque peu « poujadiste » ? Il est tellement facile depuis que la France est France de désigner les fonctionnaires comme boucs émissaires. Comme si nos compatriotes dans nos rues, sur nos plages, dans nos forêts n'étaient pas les premiers salisseurs, les industriels, les grands pollueurs et les bureaux privés accessibles au public, toujours

des modèles d'accueil. Comme si l'autodiscipline n'était pas la meilleure garantie contre les carences de l'administration.

Cela dit, l'association de Jean-Claude Delarue a eu l'avantage de constituer, face aux pouvoirs publics, un organisme de pression efficace et de rassembler des témoignages parfois incroyables. Ce sont ces histoires où la bureaucratie transforme les citoyens en sujets qui nous sont ici contées. Leur intérêt est de couvrir un champ qui dépasse de loin l'écologie. Ainsi, on démarre sur ces formes abusives de biaisages dans certains établissements d'enseignement pour enchaîner sur les spoliations dont sont victimes les « petites gens », locataires ou propriétaires sous prétexte d'opérations d'intérêt public qui se révèlent détournées au profit d'un « puissant ».

Le chapitre sur les remboursements autoritaires est peut-être celui qui attirera le plus l'attention parce que l'opinion publique ignore tout de cette « machine infernale à voler les propriétaires ruraux ». Sous prétexte de remédier au morcellement de la propriété paysanne, on procède trop souvent à de véritables spoliations avec l'aide d'huissiers et de gendarmes. Après un coup de patte à la FNSEA

délaissent les petits paysans. Jean-Claude Delarue passe au laxisme de l'administration à l'égard des installations les plus polluantes et des transports de matières dangereuses ainsi que des producteurs de déchets traumatiques. La désinvolture des PTT vis-à-vis des erreurs de facturation de téléphone ou de Minitel est moins vraie aujourd'hui, il le reconnaît. Mais le ton est sévère sur les bavures médicales à l'hôpital et les difficultés d'obtenir réparation ainsi que sur l'attitude des « bureaux » face aux pauvres et aux étrangers. Des pages fort bien venues. Egalement celles qui sont consacrées au quartier du Sentier, centre privilégié de la surexploitation de la main-d'œuvre et des magouilles en tout genre.

On ne parlera jamais assez des abus. Le livre de Jean-Claude Delarue, malgré les réserves que nous avons soulignées au début, s'ajoute ainsi efficacement aux pierres apportées par la Cour des comptes, le médiateur ou parfois le Conseil économique et social. Il a l'avantage, lui, d'être accessible au grand public, d'autant plus qu'il fourmille d'anecdotes plus démonstratives que n'importe quel discours.

PIERRE DROUIN

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

Vous n'êtes pas abonné : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte Bleue.
Vous êtes déjà abonné : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonnement.

| DURÉE | FRANCE | ÉTRANGER* (voie normale) | Nbre de n° |
|------------|--------|--------------------------|------------|
| 2 semaines | 115 F | 165 F | 13 |
| 3 semaines | 170 F | 245 F | 19 |
| 1 mois | 210 F | 310 F | 26 |
| 2 mois | 330 F | 550 F | 52 |
| 3 mois | 460 F | 790 F | 78 |

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 49-60-32-90

« LE MONDE » ABONNEMENTS
1 place, Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine
Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

►

• VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE

du _____ au _____

• VOTRE ADRESSE DE VACANCES :

NOM _____ PRÉNOM _____

CODE POSTAL _____ RUE _____ VILLE _____

PAYS _____

• VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHEQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE

• N° CB _____

Expire à fin _____ Signature _____

• VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

111 MCM 04

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

سكنا بن الامال

صوتنا من الداخل

ÉTRANGER

Le Monde • Mercredi 8 mai 1991 • 3

Télé Free-Don

URSS : au cours de sa visite à Moscou

M. Mitterrand a apporté un soutien sans réserve à M. Gorbatchev

Lors d'une visite de quelques heures lundi 6 mai à Moscou, M. Mitterrand a réaffirmé le soutien de la France à M. Gorbatchev. Les deux présidents se sont aussi entretenus des questions du Moyen-Orient et de la situation intérieure en URSS.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

« Je compte bien, en France et ailleurs, continuer de plaider pour qu'un aide le président Gorbatchev et la perestroïka. Je ne vois pas pourquoi je changerais d'avis. » C'est un soutien sans réserve que M. François Mitterrand est allé apporter, lundi 6 mai à Moscou, à son homologue soviétique, un soutien qui ne fut pas même tempéré au vu de la dramatique aggravation des affrontements en Arménie qui faisait le même jour, selon les dirigeants de cette République, « plusieurs dizaines de morts ».

Quelles que soient les méthodes auxquelles le président soviétique estime devoir recourir pour faire face aux difficultés qu'il assaillent, la position de M. Mitterrand à son égard est sans ambiguïté : il reste « courage » de changer la face du monde, mais le seul interlocuteur soviétique sur lequel puissent à ce jour miser les Occidentaux.

Les quelques heures d'entretien qu'ont eues, lundi, les deux présidents dans une datcha proche de Moscou s'inscrivent dans le cadre régulier de leurs rendez-vous semestriels, mais il n'était pas fortuit, ni pour l'un ni pour l'autre, que la rencontre eût lieu à ce moment précis. M. Gorbatchev, accablé à l'heure de la conférence de presse conjointe, — que c'est bien lui qui « tient la barre » dans la tourmente soviétique, avait bien besoin d'un renfort extérieur

dont M. Mitterrand le gratifia sans parcimonie. Quant au président de la République, il voulait démontrer qu'il reste dans le jeu de l'après-guerre du Golfe et de la recherche d'un règlement au conflit israélo-palestinien et venait afficher sa convergence de vues avec Moscou.

Contrairement à ce que laissait entendre lundi un commentaire de Tass, la France ne se demande pas qui sera l'homme fort de l'Union soviétique demain, et le chef de l'Etat français a rejeté comme « fantaisistes » les interprétations qui avaient été faites de la visite de M. Eltsine le mois dernier à Paris. Expliquant aux journalistes, sans le moindre embarras, qu'il avait reçu le président de Russie comme il convenait à une personnalité de son rang (il a eu avec lui à l'Elysée un échange de vues d'une vingtaine de minutes dont il avait informé M. Gorbatchev), M. Mitterrand conclut : « En m'interrogeant sur cette rencontre aujourd'hui, vous lui accordez une importance qu'elle n'avait pas. »

M. Eltsine se voyait ainsi remis à son exacte place et M. Gorbatchev buvait du petit lait.

Rentrer dans le jeu au Moyen-Orient

Mais est-il raisonnable de continuer de miser sur un président soviétique confronté à tant de déboires et de périls, demanda-t-on à M. Mitterrand. Objection elle aussi écartée sans appel : « Que le président soviétique ait des difficultés, cela paraît évident à tous, et en particulier à lui-même. On n'amorce pas une révolution aussi profonde sans s'exposer à de multiples conséquences. La loi de la liberté apparaît, elle se fait très vite très exigeante. » Et M. Mitterrand de dire encore une fois son « admiration » pour le « courage de celui qui a pris la responsabilité d'un tel changement tout en restant fidèle à ses convictions ».



M. Gorbatchev ne pouvait en espérer davantage. Quand une question fut posée aux deux présidents sur le Moyen-Orient, il donna ostensiblement la parole à M. Mitterrand comme si elle lui revenait sur ce sujet légitime. Si le président soviétique a pour l'heure bien d'autres chats à fouetter, son ministre des affaires étrangères s'attèle en revanche activement au problème israélo-arabe, qui occupe l'essentiel de ses entretiens de lundi avec M. Roland Dumas.

M. Bessmertnykh est sur le point d'entreprendre une tournée au Moyen-Orient dont on sait peu de choses sinon qu'il est attendu le 10 mai à Jérusalem. Toutefois, selon un conseiller du président soviétique, M. Andreï Gratchev, il envisagerait de visiter, outre Israël, la Syrie, l'Egypte et la Jordanie.

soit les quatre mêmes étapes annoncées lundi par le département d'Etat au programme de la quatrième tournée que M. James Baker doit effectuer dans la région au même moment. Le département d'Etat a d'ailleurs précisé que M. James Baker avait l'intention de rencontrer au cours de ce nouveau périple son homologue soviétique.

La visite en Israël sera, en toute hypothèse, un des temps forts de ce voyage de M. Bessmertnykh. Le seul fait qu'il se rende à Jérusalem est en lui-même un élément de normalisation des relations de l'URSS avec l'Etat hébreu, soulignait M. Gratchev : « Il est normal de supposer que la reprise des relations diplomatiques sera annoncée sinon pour le jour même du moins pour le lendemain », ajoutait-il en précisant qu'il n'y avait plus du côté

soviétique de « condition préalable ».

L'URSS entre donc au Proche-Orient dans un jeu que menait seul jusqu'à M. James Baker, et la France compte apparemment sur elle pour s'y immiscer. M. Mitterrand et Gorbatchev n'ont guère fait, lors de leur conférence de presse conjointe, que rappeler une position commune déjà connue sur les plus grandes vertus d'une conférence internationale. Ils ne l'ont pas fait tout à fait de la même manière. Le président français tint à souligner une fois de plus que, de toute façon, c'est lui qui avait raison : « De toute manière la conférence régionale dont parle M. Shamir est en fait une conférence internationale, avec seulement un peu moins de participants que ce que M. Gorbatchev et moi avions préconisé. » En moins, effectivement, l'Europe, dont l'URSS appuie la participation. M. Gorbatchev, comme pour souligner au contraire que les approches françaises et soviétiques d'une part, américaine de l'autre étaient complémentaires. Il fit référence à un « processus », à une conférence qui pourrait « changer de format » en cours de route et de régionale au départ devenir internationale sur la fin.

On ne cachait pas dans la délégation française, préalablement aux entretiens de Moscou, que la France, pour répondre à « l'attente des pays arabes », devait désormais se manifester, dit-elle, ce faisant avoir l'air de conclure à l'impuissance de M. James Baker. La récente rencontre de M. Dumas avec M. Yasser Arafat, comme les entretiens de Moscou, participent de cette entreprise, d'une approche française plutôt compétitive par rapport à la démarche américaine, alors que celle de l'URSS semble davantage s'appuyer sur la coopération avec Washington.

CLAIRE TRÉAN

Le transfert du contrôle des houillères

Les mineurs attendent les détails de l'accord pour décider la fin des grèves

L'accord intervenu lundi 6 mai entre le Kremlin et la fédération de Russie, aux termes duquel l'URSS transfère à la Russie le contrôle des mines de charbon de Sibérie (le Monde du 7 mai) constitue la première mesure concrète de la « déclaration commune » signée le 23 avril par M. Gorbatchev et neuf dirigeants de Républiques, dont celui de Russie, M. Boris Eltsine. Si cet accord entre véritablement dans les faits, il pourrait signifier le début d'un nouveau partage des compétences entre le centre et les Républiques.

Peu de détails avaient filtré, mardi, du contenu concret de l'accord. On ignore par exemple si Moscou continuera à percevoir des revenus des houillères désormais sous contrôle russe et, si oui, quelle partie de ces revenus.

D'autre part, s'il paraît établi que les mineurs pourront disposer d'une partie des recettes en devises de l'exportation de leur charbon, afin d'acheter notamment des biens de consommation importés, on ignore de quelle proportion exactement des recettes il s'agit. M. Eltsine avait indiqué aux grévistes qu'ils pourraient disposer de près de 80 % des recettes d'exportation.

Les mineurs encore en grève — environ un tiers des puits du Koubass, second bassin houiller d'URSS après celui de Donetsk, en Ukraine, ainsi que quelques puits de Vorkouta — attendent visiblement de voir les détails de l'accord avant de voter la fin du mouvement, vieux de neuf semaines.

Les comités de grève devaient se réunir mardi matin, à averti un représentant du comité de Novokouznetsk, M. Alexandre Smirnov, certains mineurs sont déterminés à ne reprendre le travail que lorsqu'ils verront les premières applications concrètes de l'accord.

Vers un KGB russe ?

Annonçant l'accord au Parlement russe, M. Eltsine s'est abstenu de tout triomphalisme. L'accord peut en effet se révéler à double tranchant : s'il accroît les compétences de la fédération de Russie par rapport au centre, il transfère aussi aux dirigeants russes toute la somme de problèmes que comporte la gestion des bassins houillers.

Mais d'un autre côté, cet accord peut provoquer une réaction en chaîne à la fois des autres secteurs de l'industrie russe, et des autres Républiques de l'URSS : ainsi, les travailleurs du pétrole, du gaz et des mines d'or peuvent désormais eux aussi revendiquer d'être placés sous le contrôle de la fédération de Russie, et non plus de l'URSS. Ce genre de revendications est d'ailleurs déjà formulé dans la métallurgie, où des négociations sont en cours sur le transfert de souveraineté.

De même, les mines de charbon d'Ukraine et du Kazakhstan ont-elles déjà fait l'objet d'accords plus ou moins formels et plus ou moins précis avec les directions de ces deux Républiques.

Autres aspect du transfert de souveraineté : M. Eltsine a annoncé lundi qu'il était parvenu à un accord avec le chef du KGB d'URSS, M. Vladimir Krioutchikov, sur la création d'un KGB russe. Là aussi, la mesure paraît revêtir une importance hautement symbolique, mais les détails de ce protocole d'accord sont encore largement inconnus et l'on voit mal, à ce stade, quelle marge d'autonomie aura ce KGB russe.

S. K.

L'intervention des parachutistes en Arménie

Suite de la première page

Il a déclaré qu'« il avait pris la décision d'appliquer jusqu'au bout le décret présidentiel » de juillet 1990 sur le désarmement des milices. « Sinon, nous assisterions à une véritable guerre. Je sais que cela ne plait pas à tout le monde, mais la situation est devenue intolérable. La loi doit être respectée », a-t-il déclaré.

Le président soviétique s'est livré à un calcul assez étonnant qui consiste, si l'on comprend bien, à établir lequel des deux camps a eu ces derniers temps le plus grand nombre de victimes à déplorer. Il y a eu, selon lui, au seul mois de mars, vingt Azeris tués, contre dix Arméniens. M. Gorbatchev n'avait visiblement, lundi, aucunement l'intention de s'excuser pour l'assaut donné quelques heures plus tôt contre le village arménien de Voskepar.

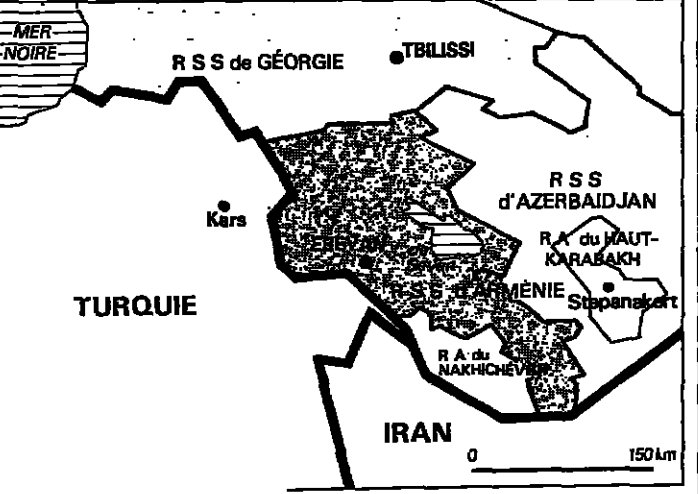
Pour le président soviétique, « il n'y aura pas de règlement pacifique » des conflits interethniques dans le Caucase tant que les milices locales n'auront pas été désarmées. Il s'agit certes d'une « tragédie », mais le respect de la Constitution soviétique, au moins telle qu'elle existe actuellement, passe avant toute autre considération. Les Arméniens doivent se prononcer en septembre par référendum sur l'indépendance de leur République. M. Gorbatchev n'a fait aucune allusion à cette échéance, qu'il n'approuve pas, mais qui lui paraît sans doute moins inquiétante que d'autres, dans la mesure où elle est encore relativement lointaine. Le problème des nationalités est géré au jour le jour en URSS.

Le statut du Haut-Karabakh

« Toute tentative de conciliation est considérée comme une trahison, aussi bien par les Arméniens que par les Azeris », a affirmé M. Gorbatchev. Cette remarque à elle seule montre à quel point la tâche du pouvoir central est devenue difficile. M. Gorbatchev a révélé au passage que les deux camps disposaient d'« armes lourdes, y compris des blindés ». Son leitmotiv est simple : il faut désarmer les milices qui se sont formées un peu partout dans le Caucase.

La situation sur le terrain a beaucoup changé ces derniers mois, selon M. Gorbatchev. Il n'y a

pratiquement plus un seul Azeri sur le territoire de la République arménienne. De l'autre côté, le nombre des Arméniens installés en Azerbaïdjan est passé de 500 000 à environ 300 000. On va donc, sans le dire, vers une délimitation de fait entre les deux nationalités, qui ressemble de plus en plus au tracé décidé par Staline des frontières des deux Républiques. La grande question reste celle de l'« enclave du Haut-Karabakh ». M. Gorbatchev n'a visiblement pas l'intention de



modifier le statut actuel de celle-ci. L'exode des Arméniens vivant au Haut-Karabakh devrait donc se poursuivre.

Les circonstances des affrontements de Voskepar ont un goût de déjà vu. Selon des informations recueillies à Moscou, des unités de la 4^e armée soviétique basée dans le Caucase, appuyées par des policiers azéris fortement armés, ont attaqué lundi ce village qui ne compte que six cents habitants. Les miliciens arméniens de Voskepar ont riposté ; le bilan est de douze morts, tous apparemment du côté arménien. Le village lui-même est totalement détruit.

Le président arménien, M. Ter-Petrosian, parle de son côté de « dizaines de morts » et estime que « l'Union soviétique a déclaré une guerre de fait contre l'Arménie ». Le Parlement arménien a lancé lundi un appel à l'ONU demandant l'envoi d'observateurs sur place.

Les dominos au tiroir

Suite de la première page

En Angola, où une lutte fratricide opposait depuis trente ans les communistes actuellement au pouvoir et leur coriace ennemi, l'UNITA de Jonas Savimbi, ouvertement soutenue par Pretoria et par Washington, l'accord conclu le 1^{er} mai à Lisbonne prévoit l'arrêt des hostilités dès le 15 de ce mois, et l'organisation d'élections libres contrôlées par les deux camps. Il constitue l'aboutissement d'une longue période de détente en Afrique australe, marquée notamment par l'accord sur l'indépendance de la Namibie, le départ des Cubains d'Angola, la libération de Nelson Mandela, devenu désormais l'interlocuteur du pouvoir blanc, et l'abolition de l'apartheid.

Si l'on ajoute à cela que les principaux milices libanaises ont soudainement commencé à rendre leurs armes à l'armée nationale, laquelle contrôle désormais tout Beyrouth, que Saddam Hussein a serré dans ses bras sans l'écarter le grand chef des Kurdes, auquel il a promis rien de moins que de leur donner l'autonomie qu'il leur avait promise... en 1970. Que les Iraniens se réconcilient avec le diabolique français au point de nous envoyer depuis dix-sept ans catholiques et protestants d'Irlande du Nord ont accepté de se réunir autour d'une même table. Que le président du Sénégal a fait entrer le principal chef de l'opposition dans son gouvernement. Que celui du Bénin, après avoir abjuré le marxisme-léninisme, s'est démocratiquement incliné devant le verdict d'un corps électoral qui l'avait manifestement assez vu, on se dit qu'il y a décidément des phases de l'Histoire où les hommes sont plus raisonnables qu'à d'autres.

Toute guerre qui se prolonge sans que se concrétise un espoir de victoire engendre la lassitude : ce facteur joue certainement dans toutes les négociations que l'on voit aujourd'hui se nouer ou aboutir : c'est manifestement le cas, entre autres, du Liban et de l'Ulster. Mais il y a aussi, bien souvent, l'influence d'un contexte général qui, avec la disparition de la guerre froide, a changé du tout au tout.

Aussi longtemps qu'elle durait, tout conflit local, même si ses causes profondes étaient tout à fait étrangères au choc des idéologies, était porté de quelque manière à se rattacher à elle. Ce temps-là est révolu, comme l'a montré de manière spectaculaire l'appui apporté par Moscou à Washington dans l'affaire du Koweït.

Désormais le comportement de certains pays, réputés amis, du tiers-monde, dont il découvrira qu'ils se servaient de l'URSS, dans leurs difficiles relations avec le « camp impérialiste », beaucoup plus qu'ils ne le servaient, Brejnev avait ouvert

DOMINIQUE DHOMBRES

Le Monde BONNEMENTS VACANCES

LE MONDE

5018 LEMOND

EUROPE

YUGOSLAVIE : après la mort d'un soldat à Split

Le ministère fédéral de la défense annonce la « mobilisation partielle » de l'armée

A la suite de la mort, lundi 6 mai, d'un soldat au cours d'une violente manifestation à Split, dans le sud de la Croatie, le ministre fédéral de la défense, le général Veljko Kadijevic, a déclaré que l'armée « prendra sur elle d'assurer la paix [dans le pays] si les autorités fédérales et républicaines ne le font pas ». Il s'agit là du plus sévère avertissement jamais lancé par l'armée depuis la détérioration de la situation politique en Yougoslavie, marquée ces cinq derniers jours par des affrontements inter-ethniques meurtriers. Le ministère de la défense a d'autre part ordonné la mise en état d'alerte de l'armée sur l'ensemble du territoire et la « préparation à la mobilisation partielle ». Enfin, une délégation de la CEE, représentée par sa présidence luxembourgeoise, a reporté une visite officielle prévue mercredi 8 et jeudi 9 mai en Yougoslavie, en raison des violences qui s'y déroulent.

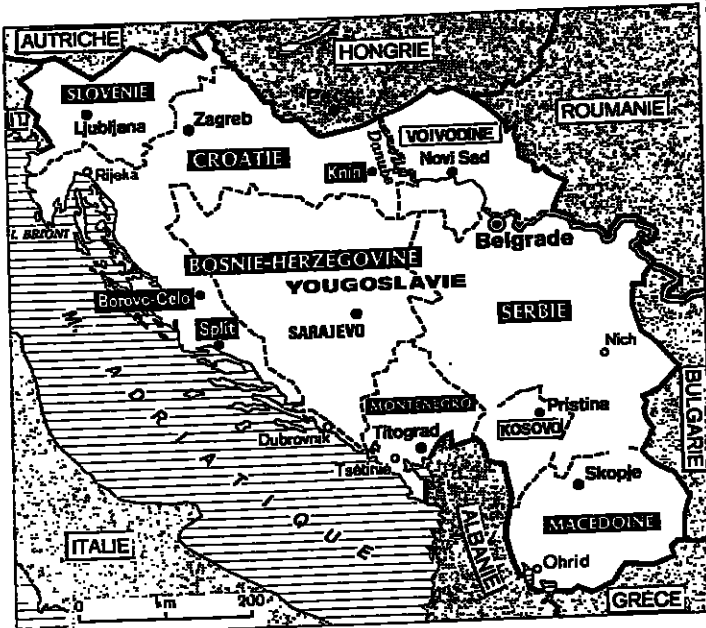
ZAGREB

de notre envoyée spéciale

La situation continue de se dégrader en Croatie. Hormis les routes quotidiennes entre civils armés serbes et policiers croates, les routes barrées et les explosions qui retentissent, chaque nuit depuis déjà plusieurs mois, la révolte des Croates de Split contre l'armée fédérale, qui, à leurs yeux, soutient les actions terroristes des Serbes, a causé la mort d'un jeune conscrit de dix-neuf ans, et fait plusieurs blessés. Ces événements surviennent après la mort d'un jeune soldat croate, dont douze autres personnes, dont douze policiers croates, à Borovo-Selo (le 7 mai).

Lundi, l'Union des syndicats indépendants de Dalmatie, région du sud de la Croatie, avait appelé les employés des usines portuaires de Split à descendre dans la rue pour protester contre les autorités militaires locales qui encerclaient depuis déjà une semaine le village croate de Kijevo, empêchant ainsi tout ravitaillement. L'armée fédérale y avait été envoyée pour prévenir d'éventuels heurts entre la milice parallèle serbe de Knin et les forces de l'ordre de Croatie, qui venaient d'installer un poste de police dans ce village peuplé exclusivement de Croates, mais situé dans l'« enclave » serbe de Krajina. Vers 10 heures, plusieurs dizaines de milliers de manifestants traversaient les rues de Split en direction du commandement de la région militaire. Ils furent vite rejoints par plusieurs autres milliers de personnes qui scandaient des slogans hostiles à l'armée, lui reprochant de laisser les indépendantistes serbes bloquer tout l'arrière-pays dalmate.

Ils étaient près de 100 000 lorsqu'ils se heurtèrent à un cordon de police, à proximité du commandement régional. Ce cordon fut rapidement forcé par la foule, qui se retrouva à l'entrée du bâtiment militaire face à deux blindés de l'armée. Des manifestants prirent d'assaut les deux véhicules. Plusieurs coups de feu retentirent. Les autorités militaires affirment



que l'armée n'a pas eu recours aux armes et que les balles avaient été tirées par un groupe de manifestants et de policiers croates. Toutefois, le quotidien croate *Vjesnik* de Zagreb affirme que l'armée a bel et bien ouvert le feu depuis le sous-sol de l'édifice et que plusieurs manifestants ont ensuite sorti des armes et tiré en l'air.

Entre-temps, le maire de Split, accompagné par quelques leaders politiques locaux, avait été reçu par les autorités militaires et avait obtenu que l'armée escorte jusqu'à Kijevo des camions de nourriture et de médicaments. Lorsque cette délégation quitta le siège du commandement militaire, un jeune soldat originaire de Macédoine avait été tué et un autre blessé.

A la suite de ces nouveaux incidents meurtriers, la présidence collégiale yougoslave (qui comprend notamment les représentants des six Républiques) s'est réunie d'urgence dans la soirée du lundi 6 mai à Belgrade. Aux termes d'un communiqué, la plus haute instance du pays a condamné cette attaque contre les forces armées yougoslaves et exigé que « les autorités fédérales livrent les coupables ». La présidence a assuré que, pendant les incidents de Split, l'armée yougoslave n'avait pas fait usage de ses armes.

Un appel du président croate

A la demande du haut commandement militaire, cette session extraordinaire de la présidence devait se poursuivre mardi 7 mai. A la sortie de la réunion de lundi, à laquelle il participait, le chef du gouvernement fédéral, M. Ante Markovic, et quatre membres de son cabinet se sont rendus à Zagreb pour y rencontrer le président de Croatie, M. Franjo Tudjman, qui avait, du fait des circonstances, annulé un voyage à Londres. A l'issue de ces discussions, M. Tudjman a confirmé son soutien au programme que le gouvernement Markovic a récemment présenté au Parlement fédéral et dont l'adoption devrait, selon lui, permettre un dénouement pacifique de la crise yougoslave et la poursuite des réformes économiques. En échange, le président

croate demande que les organes fédéraux se prononcent clairement – ce qu'ils n'ont pas fait jusqu'à présent – dans les conflits qui opposent les forces de l'ordre légitimes de Croatie et les détachements d'« extrémistes serbes armés », et l'aident à rétablir l'ordre dans la province de Krajina. A cette occasion, M. Tudjman a rappelé que, depuis l'éclatement des troubles en août dernier dans la province à majorité serbe, l'activité économique de la région est paralysée, ce qui peut être évalué à une perte d'au moins 3 milliards de dollars. Les Serbes de Croatie représentent environ 11 % de la population de cette République.

Le chef d'état-major des forces armées yougoslaves, le général Adzic, est également intervenu auprès du président de Croatie en réclamant la dispersion de la manifestation. Il a, par la même occasion, informé les autorités croates que le haut commandement militaire « avait élevé le niveau de préparation au combat des forces armées, décrété la mobilisation partielle et donné l'autorisation de faire usage des armes en cas d'agression contre elles ».

Dans un appel retransmis à plusieurs reprises par la radio croate le président Tudjman a demandé l'interdiction des manifestations. Il a assuré que les autorités croates prendraient toutes les mesures nécessaires pour assurer l'ordre et le calme sur l'ensemble du territoire de la République. Il a déclaré enfin que les conflits avec l'armée yougoslave étaient provoqués par ceux qui veulent porter atteinte à l'intégrité de la Croatie. Dans l'après-midi, la foule s'était dispersée et le calme était revenu dans le centre de Split.

En Macédoine, la situation s'est également aggravée. L'annonce de la mort d'un jeune conscrit macédonien a provoqué la révolte des habitants de cette République, qui se sont rassemblés dans la soirée dans les rues de leur capitale, Skopje. Des pétitions ont été signées, demandant aux autorités militaires de ne plus envoyer de jeunes recrues macédoniennes en Croatie.

FLORENCE HARTMANN

IRLANDE DU NORD

Les pourparlers multipartites ont été ajournés

La prochaine série de pourparlers sur l'avenir de l'Irlande du Nord a été reportée à la dernière minute en raison de divergences sur le lieu de la séance plénière prévue lundi 6 mai de source britannique autorisée. Le secrétaire à

l'Irlande du Nord, M. Peter Brooke, devait réunir mardi les dirigeants protestants unionistes et catholiques nationalistes d'Ulster pour tenter de mettre fin à vingt ans de conflit. Mais les dirigeants irlandais refusent de poursuivre les discussions tant qu'il n'y aura pas

eu d'accord sur le lieu des négociations générales de juin prochain auxquelles participera la République d'Irlande.

Selon l'agence britannique Press Association, ces discussions pourraient se dérouler en Europe continentale, notamment à Strasbourg, siège du Parlement européen, qui a été évoqué comme site possible.

Les chefs de la majorité protestante unioniste, MM. Ian Paisley et James Molyneux, souhaitent pour leur part que les pourparlers aient lieu à Londres. Mais les sociaux-démocrates et les travaillistes, qui ont l'appui des catholiques nationalistes, préconisent la tenue de discussions sur le sol irlandais.

Les autorités britanniques espèrent encore convoquer une réunion plénière d'ici la fin de la semaine pour résoudre le problème. Le premier ministre irlandais, M. Charles Haughey, s'est de son côté déclaré confiant dans l'issue des négociations. (Reuters.)

DIPLOMATIE

L'accord de Schengen au conseil des ministres

Six pays, un espace sans frontières

Le conseil des ministres devait approuver, mardi 7 mai, deux projets de loi portant ratification de la Convention d'application de l'accord de Schengen et de l'adhésion de l'Italie à cet accord. L'Assemblée nationale devait débattre de la question au cours de la semaine du 20 mai.

C'est sur un « pavé » de 142 articles que les parlementaires français vont devoir se prononcer. Un texte complexe, qui traite, entre autres, de l'attribution des visas, de l'extradition, de l'échange de données informatiques, des ventes d'armes, des demandes d'asile, du droit pour les polices de passer les frontières...

Signé dans le village luxembourgeois de Schengen le 19 juin 1990, ce texte – la convention de Schengen, qui complète l'accord du même nom du 14 juin 1985 – réunit un ensemble de mécanismes s'appliquant aux Etats qui ont décidé de supprimer leurs frontières communes. Ils étaient cinq signataires au départ (Allemagne, Belgique, France, Luxembourg, Pays-Bas), ils sont six aujourd'hui avec l'Italie, et seront sans doute huit d'ici à la fin de l'année avec l'Espagne et le Portugal.

Cinq années de laborieuses négociations ont été nécessaires aux cinq « fondateurs » pour se mettre d'accord sur les mesures à mettre en œuvre pour compenser la disparition des contrôles aux frontières. Comment, sans ces « filtres », préserver la sécurité des citoyens ? Comment faire face au trafic de drogue, à l'immigration clandestine, à l'augmentation des flux migratoires ? Et comment renforcer la sécurité sans attenter aux libertés ? Si la réponse à toutes ces questions est formulée dans un texte indigeste, l'esprit de la loi repose sur des principes : la coopération entre Etats et la confiance mutuelle, les frontières « intérieures » (c'est-à-dire communes) étant reportées aux frontières « extérieures » (celles qui ne sont pas partagées entre les signataires : par exemple : la frontière terrestre entre la France et la Suisse, l'aéroport de Rome en cas d'arrivée d'un vol en provenance d'un pays non signataire, le port de Rotterdam...).

Ayant valeur de traité international, la convention de Schengen – dont l'entrée en vigueur est prévue pour fin 1992 ou début 1993 – est à prendre ou à laisser, telle quelle. Les parlementaires français, qui seront les premiers à se prononcer sur la question, feront-ils l'effort de se pencher sur son contenu ? « Il n'y a pas, à l'heure actuelle, cinq parlementaires qui peuvent situer Schengen sur la carte de l'Europe », se lamente le sénateur Paul Masson (RPR), qui fut l'un des premiers à s'inquiéter pour la « sécurité intérieure de la France ». Mais, même si le reste obscur, le texte risque de provoquer quelques remous.

« Un débat difficile »

« Ce sera un débat difficile, nous a déclaré M. Elisabeth Guigou, qui s'apprête à défendre le projet. Ce n'est pas le contexte actuel qui est idéal, il y a un tel climat de passion aujourd'hui au Parlement... ». Excess de pessimisme ? Théoriquement, les voix (pro-européennes) de l'UDF devraient se joindre à celles des élus socialistes. « Schengen est tellement à la base de la relance de la construction européenne... », plaide le ministre chargé des affaires européennes, qui se méfie de la logique arithmétique depuis l'échec du projet de réforme hospitalière.

De leur côté, les communistes ont toujours été violemment opposés aux activités du groupe de Schengen. Le jour de la signature de la convention, l'*Humanité* écrivait que sa « lecture donne froid dans le dos », et tirait à la une : « Euro-liberté : la peau de chagrin ». Pris en état entre ce type d'inquiétudes (partagé par des associations de défense des droits de l'homme qui craignent notamment une atteinte au droit d'asile) et les réflexes de type « sécuritaire », le groupe de Schengen a été la cible de nombreuses attaques au cours des négociations, d'autant que leur caractère secret n'a pas manqué d'étonner.

Les critiques semblent aujourd'hui moins virulentes. M. Paul Masson, fer de lance de la contestation « sécuritaire », il y a deux ans, a mis de l'eau dans son vin.

M. Pierre Joxe (à l'époque ministre de l'intérieur) a musclé le texte, estime-t-il avec satisfaction. Aussi, pour M. Masson et ses amis du RPR, la ratification n'est-elle plus conditionnée que « par la perception que nous avons du sérieux avec lequel nos partenaires appliqueront la convention ». Une allusion à l'adhésion à venir de l'Espagne, soupçonnée de ne pas être capable de maîtriser les flux d'immigration en provenance du Maghreb. Problème prématuré, rétorque M. Guigou, puisque « chaque adhésion supplémentaire sera sanctionnée par un vote au Parlement » ; en temps voulu, les élus nationaux pourront donc débattre de l'adhésion de l'Espagne.

Côté associations, des réticences demeurent. Amnesty International, qui a diffusé en novembre dernier un document intitulé « Harmonisa-

tion de la politique d'asile : préoccupations d'Amnesty International », craint que les demandeurs d'asile pâtissent de la convention (lire notre encadré). Quant au Haut-Commissariat aux réfugiés qui, au grand dam des associations, n'avait pas été admis à la table des négociations, il a finalement été pris en compte puisque la convention de Schengen fait référence à la convention de Genève, du 28 juillet 1951, sur les réfugiés, et au protocole de New-York, du 31 janvier 1967. Les appréhensions ont été réfutées. Pour preuve, ces propos du délégué adjoint du HCR pour la France : « Veillons à ce qu'on ne dénature pas ce qui paraît d'une idée positive : faire l'Europe ».

MARIE-PIERRE SUBTIL

Les grandes lignes de la convention

– Coopération des polices. La police d'un Etat signataire pourra se rendre sur le territoire d'un autre Etat signataire, pour « observation », lors de filatures concernant des enquêtes sur des infractions importantes, et pour « poursuite », en cas de flagrant délit. La convention prévoit treize infractions à la suite desquelles le droit de poursuite sera autorisé (assassinat, viol, incendie, enlèvement, etc.). Ce droit s'exercera de manière différente dans chacun des six Etats. En France, il sera illimité dans l'espace, mais la police d'un autre Etat ne pourra pas procéder à une interpellation. En Italie, en revanche, la police française ne pourra poursuivre que sur dix kilomètres, mais pourra interpellier.

– Attribution des visas. L'objectif est, en termes, d'obtenir une liste commune des pays dont les ressortissants doivent être munis de visas. Ainsi, l'Italie et l'Espagne ont instauré le visa pour les ressortissants du Maghreb, afin de se rapprocher de la liste des cinq autres membres du groupe. L'effet a joué récemment dans l'autre sens : l'Allemagne a consulté ses partenaires du groupe de Schengen avant de supprimer les visas pour les Polonais ; la décision a finalement été prise à cinq. Une harmonisation des conditions de délivrance des visas de moins de trois mois est prévue. Enfin, les ressortissants des pays tiers devront obligatoirement se déclarer lorsqu'ils passeront d'un Etat signataire à un autre.

– Droit d'asile. La convention définit celui des Etats du groupe qui sera responsable d'une demande d'asile, un seul devant l'être. Il s'agit de l'Etat où réside déjà en qualité de réfugié des membres de la

famille du demandeur ; de l'Etat qui lui a délivré un titre de séjour ou un visa ; de celui qui a autorisé l'entrée sur son territoire sans exiger de visa ; ou encore du premier pays où le demandeur a pénétré, même irrégulièrement.

– Responsabilité des transporteurs. Si l'entrée d'un territoire est refusée à un étranger, le transporteur qui l'a amené sera tenu de le reprendre en charge. Cette disposition devra être régie par les différents droits nationaux. La France devra donc se doter d'une législation en ce sens. C'est l'une des préoccupations d'Amnesty International qui cite l'exemple de trois Sri-Lankais renvoyés de Londres dans leur pays par une compagnie aérienne, en avril 1990, alors qu'ils comptaient demander l'asile politique en Grande-Bretagne – où les compagnies aériennes sont condamnées à mille livres d'amendes par passager sans visa.

– Les échanges de données informatisées. La convention a prévu l'instauration d'un fichier informatisé commun aux pays signataires. Baptisé « système d'information Schengen » ou SIS, ce fichier est en cours d'installation à Strasbourg. Y figureront notamment « les personnes impliquées dans la grande criminalité » et « les étrangers devant faire l'objet d'un refus d'admission pour des motifs d'ordre public et de sécurité ». Chaque Etat signataire devra, dans la perspective de la protection du citoyen, se doter de l'équivalent de la CNIL française (Commission nationale informatique et libertés). La Belgique est en train de se doter d'une telle commission.

M.-P.S.

LE MONDE diplomatique

Mai 1991

- LE CRI DES CITÉS-BANLIEUES : Jennes sans avenir, par Denis Clerc. – Où donc apprendre encore à maîtriser le sort ? par Claude Lissau.
- PROCHE-ORIENT : La paix, sans les Palestiniens, par Samir Kassir. – A nouveau l'oubli sur les territoires occupés, par Florence Beaugé. – La Turquie réclame son dû... à Chypre, par Christophe Chiclet.

MÉDIAS, SOCIÉTÉS ET DÉMOCRATIE

un dossier de huit pages

- YUGOSLAVIE : La fédération est-elle menacée d'éclatement ? par Catherine Samary. – Les cicatrices de l'histoire, par Catherine Lutard.
- CUBA : Les exilés de Miami pour le dialogue avec la Havane, par Francis Pisan.
- ÉCONOMIE : Au nom du libre-échange, Washington à l'assaut du continent latino-américain, par James Petras et Morris Morley.
- CINÉMA : Des films pour croire en l'avenir de l'Afrique, par Thérèse-Marie Deffontaine.

En vente chez votre marchand de journaux - 18 F

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINTEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Adjudication en la chambre des notaires de Paris, place du Châtelet, mardi 21 mai 1991, à 14 h 30, EN UN SEUL LOT
23, RUE SOYER à NEUILLY-S-SEINE (92200)
3701 parts sociales de la SCI de 23, rue Soyer donnant vocation et jouissance d'un D'UN APPARTEMENT LIBRE DE 2 PCEs PPALES S/RUE
s.-deb., dégagement, CAVÉ au 1^{er} s.-s., et 1 EMPLACEMENT PARK. 1^{er} et 2^{es} s.-s.
Mise à Prix : 200 000 F S'adr. à M^{re} CHODX, notaire
2, rue de l'École-de-Mars, Neuilly-sur-Seine, Tél. : 47-36-11-02.
M^{re} NECTOUX, avocat, 9, rue A.-de-Vigny, Paris 9^e, Tél. : 47-66-18-34.
SUR PLACE LES 14 ET 16 MAI DE 10 heures A 12 h 30.

صكنا من الامل

صكيات الامم

OMATIE

AFRIQUE

ace sans frontières

Les grandes lignes de la convention

Les grandes lignes de la convention

La Convention de l'ANC pour l'organisation d'une conférence multi-partie sur la violence, dont le patronage échapperait ainsi au gouvernement. Il a révélé que le président De Klerk devrait bientôt faire une déclaration et rencontrer M. Mandela avant l'expiration de l'ultimatum de l'ANC, fixée au 9 mai. La solution à l'impasse sud-africain viendra-t-elle des Églises ? Il est encore trop tôt pour le dire. Mais il ne serait pas surprenant que, dans ce pays dévot où les pasteurs du Parti national, au pouvoir depuis 1948, se sont longtemps référés à la Bible pour justifier le bien-fondé de l'apartheid, elles jouent un rôle majeur dans le processus de négociation.

Le Monde diplomatique

LE MONDE diplomatique

INDIAS, SOCIÉTÉS ET DÉMOCRATIE

Un entretien avec le président mauritanien

Le processus de normalisation de la vie politique « sera achevé au plus tard à la mi-92 », nous déclare le colonel Maaouya Ould Taya

NOUAKCHOTT de notre envoyé spécial

Dans un an, la Mauritanie tournera à plein régime démocratique, annonce, dans un entretien accordé au Monde, le colonel Maaouya Ould Taya. Le processus de normalisation de la vie politique - adoption d'une Constitution, mise en place du multipartisme, organisation d'élections législatives et présidentielle - « sera achevé au plus tard à la mi-92 », a précisé le chef de l'Etat. A son avis, « la période de transition ne doit pas être trop longue pour éviter de faire languir les gens auxquels on a donné un espoir ».

A ceux qui lui reprochent de n'avoir engagé le pays sur la voie d'une complète démocratisation que le 15 avril dernier, dans son discours d'après-ramadan, le colonel Ould Taya réplique : « Il y a déjà plus de quatre ans que ce processus a démarré avec l'organisation d'élections communales pluralistes. Nous avons préféré commencer par la base plutôt que par le sommet, car il fallait familiariser le peuple au jeu démocratique. On ne jette pas à l'eau un homme qui ne sait pas nager... ».

« La Constitution sera rédigée par le Comité militaire de salut national assisté de juristes », indique le chef de l'Etat. Pas question d'associer à ce travail des « groupuscules qui distribuent des tracts. Si ce texte ne leur convient pas, ils pourront le repousser lors du référendum ou l'amender si les élections législatives leur sont favorables ». L'idée de réunir une conférence nationale pour débattre de l'avenir du pays, comme cela se fait ailleurs en Afrique, lui paraît, ici, « ridicule et antidémocratique », dans la mesure où ceux qui la défendent, « des chômeurs, des exilés ou des brailleurs », ne représentent qu'eux-mêmes.

« Mai préparé », la brève expérience, faite en décembre 1980, de mise en place d'un régime civil « avait failli aboutir à de graves

désordres, raconte le colonel Ould Taya, arrivé au pouvoir en décembre 1984 à la faveur d'un putsch. Mais, aujourd'hui, nous maîtrisons mieux les choses ». A l'entendre, il est « évident » que ce processus de démocratisation doit conduire, in fine, au retour des militaires dans leurs casernes.

« La population est méritée »

L'avènement de la démocratie permettra-t-il de réduire les tensions entre les arabo-berbères qui sont installés au pouvoir et les négro-africains qui s'irritent d'en être exclus ? « Je me refuse à diviser mon pays en communautés ethniques », répond le colonel Ould Taya. Je ne tiens pas ce genre de complaisance. Ceux qui se livrent à ces calculs sont contre l'unité nationale. « Racisme de couleur ? Cela n'a aucun sens car, souligne-t-il, la population est méritée ».

Il n'empêche que des témoignages concordants ont fait état d'une répression très dure contre des négro-africains, essentiellement des militaires, et de plusieurs centaines de morts. Ces exactions ont suivi la découverte, fin novembre, de ce que le colonel Ould Taya qualifie de « tentative de coup d'Etat minutieusement préparé et doublée d'une élimination de populations civiles ».

Selon le chef de l'Etat qui se réfère notamment au rapport d'Amnesty International, le bilan de ces violences a été « terriblement exagéré ». A l'en croire, « personne n'a été tué de sang-froid ». Mais, il n'exclut pas « qu'il ait pu y avoir des bavures » et attend, à cet égard, le rapport d'une commission d'enquête militaire. Pas question d'associer à ces investigations des personnalités indépendantes, car il s'agit d'une affaire dans laquelle, selon lui, seule l'armée est impliquée. Au reste, tous ceux qui avaient été arrêtés ont été libérés. « On a remis le compteur à zéro », affirme-t-il. Il n'y a plus de détenus

politiques dans les prisons mauritaniennes ».

Quant à la brouille avec le voisin sénégalais qui dure depuis deux ans, elle est « en voie de règlement ». Les relations diplomatiques pourraient être rétablies, avant la fin de l'année, assure le chef de l'Etat qui se montre aussi optimiste que son homologue de Dakar. A-t-on reproché à la Mauritanie d'avoir trop ouvertement affichée des sympathies pro-irakiennes pendant la crise du Golfe ? « Impossible de prendre une autre position », affirme le colonel Ould Taya. « Nous avons dénoncé l'annexion du Koweït. On ne pouvait pas nous en demander plus ».

Le chef de l'Etat, qui a reçu, début avril, la visite de M. Roland Dumas, souhaite une « relance de la concertation politique » avec la France. Il regrette que son pays soit un peu le parent pauvre du dialogue que Paris entretient avec le Maghreb et a encore du mal à oublier la « position partisane » que l'ancienne métropole a prise dans le conflit mauritano-sénégalais. La crise du Golfe, pendant laquelle Nouakchott a manifesté des sympathies pro-irakiennes, n'a pas arrangé les choses. Et de conclure, désabusé : « ces derniers temps, nous n'avons été ni très bien compris, ni très bien traités ».

Propos recueillis par JACQUES DE BARRIN

AFRIQUE DU SUD : le rôle des Eglises

Quand le président De Klerk en appelle aux pentecôtistes

Comme l'avait fait son prédécesseur, M. Pieter Botha, en 1985, en allant au-devant de la puissante église chrétienne de Zion, le président Frederik De Klerk s'est lancé, dimanche 5 mai, à la conquête d'une congrégation concurrente, l'Eglise internationale pentecôtiste. Accompagné de son épouse Mariette, il s'est employé à séduire quelque vingt mille fidèles, rassemblés pour l'inauguration de l'imposante église de Silt, bâtie sur la commune de Zuurbeekom, à une quarantaine de kilomètres de Johannesburg.

JOHANNESBURG de notre correspondant

Il ne manquait pas un bouton doré aux blazers bleu horizon des messieurs. Les croyantes arboraient toutes des tenues mariant le bleu, le rouge et le blanc - les trois couleurs de cette Eglise indépendante. La première dame d'Afrique du Sud avait sacrifié au protocole pentecôtiste et portait une jupe bleu marine, un spencer vermillon et un chapeau blanc.

Le chef de l'Etat a parlé dans un style clair et direct en expliquant que, si Dieu avait assigné à chacun un rôle sur cette Terre, le sien était, implicitement, d'être le président de « tous » les

Sud-Africains. N'hésitant pas à comparer l'église de Silt à un bureau de poste recevant le courrier du paradis, M. De Klerk a prôné l'amour du prochain et la responsabilité de chacun pour construire une nouvelle Afrique du Sud, incitant les fidèles à porter la bonne parole dans les townships, les cités noires.

Evangelie et propagande

Cette opération de charme devrait porter ses fruits. Comme l'Eglise de Zion, l'Eglise internationale pentecôtiste est riche, puissante, et ses membres ne sont pas les plus farouches opposants de l'apartheid. Et puis, comme l'a rappelé leur pasteur, le révérend Modise, ils ne fument pas, ne boivent pas d'alcool et obéissent au doigt et à l'œil... La rôle modérateur que les pentecôtistes pourraient jouer dans le climat actuel de violence et d'insécurité n'a pas échappé au pouvoir. Eux, au moins, ne sont pas sous l'influence d'autres « hommes d'Eglise qui s'occupent de politique et sèment leur propagande en guise d'évangile », a remarqué M. De Klerk, visant ainsi le Conseil sud-africain des églises (SACC), compagnon de route du Congrès national africain (ANC).

Le secrétaire général du SACC, le révérend Frank Chikane, qui fut, pendant plusieurs années, vice-président du Front démocratique uni (UDF) - un mouvement-parapluie sous lequel s'abritaient l'ANC pendant sa clandestinité, - use pourtant de son influence pour raviver le dialogue entre le gouvernement et le mouvement nationaliste. M. Chikane, qui avait auparavant rencontré MM. Nelson Mandela et Mangosuthu Buthezi, le chef du parti Inkatha à dominante zouloue, s'est récemment entretenu avec M. De Klerk.

M. Chikane a obtenu le soutien de l'ANC pour l'organisation d'une conférence multi-partie sur la violence, dont le patronage échapperait ainsi au gouvernement. Il a révélé que le président De Klerk devrait bientôt faire une déclaration et rencontrer M. Mandela avant l'expiration de l'ultimatum de l'ANC, fixée au 9 mai. La solution à l'impasse sud-africain viendra-t-elle des Églises ? Il est encore trop tôt pour le dire. Mais il ne serait pas surprenant que, dans ce pays dévot où les pasteurs du Parti national, au pouvoir depuis 1948, se sont longtemps référés à la Bible pour justifier le bien-fondé de l'apartheid, elles jouent un rôle majeur dans le processus de négociation.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

cortèges de manifestants ont parcouru les rues de la capitale et plusieurs échauffourées ont eu lieu avec la police, notamment aux abords de l'université où des véhicules ont été endommagés. Le mot d'ordre a été lancé après l'annonce, par le gouvernement, de mesures d'austérité. - (AFP)

Des prix à vous faire partir !

| | |
|---------------|-------|
| NEW YORK | 2700* |
| SAN FRANCISCO | 3600* |
| LOS ANGELES | 3700* |

* Prix à partir de + taxes

Tél. : 40 53 07 11 • 181, bd Pereire, 75017 PARIS

Nouvelle imprimante laser IBM 4019 confiez-lui vos impressions, elle ne vous trahira pas.



Dernière née de la génération, l'imprimante laser IBM 4019 est unique. Décidée à gagner votre confiance, elle multiplie les paradoxes pour vous séduire. Compacte, elle ne tardera pourtant pas à occuper une place importante dans votre vie professionnelle.

Rapide, elle prend tout de même le temps de s'entretenir et dure ainsi de nombreuses années. Silencieuse, elle ne peut empêcher ses performances de parler pour elle : résolution de 300 x 300 points au pouce carré, capacité de traitement simultanée de 700 feuilles.

Pour en savoir plus, n'hésitez pas à nous appeler. Point info 1-40-01-09-09.

LEXMARK

An IBM alliance company

Lexmark International Inc., la nouvelle compagnie alliée d'IBM, spécialisée dans le développement, la fabrication et la commercialisation d'imprimantes personnelles, de machines à écrire et de fournitures dans le monde entier.

PROCHE-ORIENT

Le projet de conférence régionale parrainée par Washington et Moscou

Tensions politiques en Israël avant les visites de M. Bessmertnykh et de M. Baker

JÉRUSALEM

de notre correspondant

L'atmosphère politique se réchauffe, alors que se profile la reprise de l'activité diplomatique : le ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, est attendu, vendredi 10 mai, à Jérusalem, et le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, au début de la semaine prochaine. Si les efforts de médiation des Etats-Unis sont jusqu'à présent restés assez vains, ils n'en ont pas moins accéléré certains bouleversements du paysage politique intérieur en Israël.

C'est surtout vrai à droite, où les tensions sont fortes au sein du Likoud, la formation au pouvoir. Le grand parti de la droite nationaliste vit de nouveau à l'heure des redressements et affrontements pour la succession de son chef, le premier ministre, M. Itzhak Shamir - une succession pourtant loin d'être

ouverte. On se « positionne » autour de la question du processus de paix et de la proposition américaine de réunir une conférence régionale - israélo-arabe - sous les auspices des Etats-Unis et de l'URSS.

Ces derniers jours, les mouvements les plus intéressants ont été enregistrés du côté du ministre des Affaires étrangères, M. David Lévy. Celui-ci a dominé l'actualité politique en donnant, de manière répétée, plusieurs signes d'ouverture en direction des propositions de M. Baker, au grand dam d'une bonne partie du Likoud qui freine des quatre fers devant l'initiative américaine. M. Lévy n'a jamais eu la réputation de figurer parmi les « durs » du parti ; il passe plutôt pour un modéré, plus pragmatique qu'idéologue, plus pragmatique que dogmatique. S'adressant cette semaine à la commission de politique étrangère du parti, il a assuré qu'Israël ne pouvait se permettre un conflit ouvert avec les

Etats-Unis. Il a encore estimé qu'il n'y aurait de réponse que politique à l'intifada, en Cisjordanie et à Gaza.

Enfin, il a relevé que la politique du pays ne saurait être dictée par les petits partis de l'extrême droite, alliés au Likoud au sein de la majorité gouvernementale, qui menacent d'en sortir chaque fois que le gouvernement donne l'impression d'accepter les propositions de M. Baker. Autant de propos que ne renient pas les dirigeants de l'opposition travailliste.

Ariel Sharon, héros et martyr

Si l'on en croit les comptes-rendus de la presse, M. Lévy aurait encore vivement dénoncé les prises de position de son collègue Ariel Sharon, sans le désigner nommément, et, en critiquant les petits partis d'extrême droite, il aurait également contesté à demi-mots certains des choix de M. Shamir. Le ministre des Affaires étrangères s'est évidemment empressé de démentir, de peur de passer pour un « colombe » au sein d'un parti aujourd'hui replié sur des positions défensives : rien qui puisse laisser penser qu'on est prêt au moindre compromis sur la question de Jérusalem ou des territoires occupés.

M. Lévy est d'autant plus prudent que M. Ariel Sharon, le ministre du logement et de la construction, autre prétendant à la succession et autre poids lourd du parti, mène au pas de charge l'opposition aux suggestions de M. Baker et entend prendre la tête d'une large coalition de députés - les « durs » du Likoud plus ceux des trois groupes d'extrême droite, Moleket, Tsomet et Teyha. Boycotté par le gouvernement américain lors d'un récent voyage aux Etats-Unis, M. Sharon est revenu à Jérusalem auréolé d'une image de « martyr ». Claironnant chaque jour plus fort son intention de poursuivre les implantations dans les territoires occupés, en dépit de la colère des Etats-Unis, il a été accueilli à l'aéroport par des dizaines de colons en liesse.

Héros du jour, il en a profité pour qualifier de « bande de mouchards juifs » plusieurs députés de la gauche partis en tournée aux Etats-Unis, où ils entendent dénoncer la poursuite de la « colonisation » des territoires occupés et expliquer qu'une majorité d'Israéliens seraient à certaines conditions, partisans d'un compromis territorial. Coïncidence ? Comme à chaque visite de M. Baker, ou presque, une « extension » d'une implantation va être inaugurée en Cisjordanie, dans la région de Hébron.

Fidèle à son habitude, M. Shamir se tait, observant ces batailles sans un froncement de sourcil. A peine

a-t-il bronché dimanche soir, lorsque le célèbre violoniste Sir Yehudi Menuhin, en sa présence, lors d'une cérémonie à la Knesset, a appelé Israël à mettre un terme à une occupation « indigne de son grand peuple, les Juifs, qui se sont évertués à respecter un code de rectitude morale pendant près de 5000 ans ».

Profil bas, le premier ministre a émis le souhait que la visite de M. Bessmertnykh soit l'occasion d'une normalisation des relations entre les deux pays : Israël entend qu'elles soient élevées au niveau des ambassadeurs avant d'accepter que l'URSS puisse co-parrainer avec les Etats-Unis une éventuelle conférence de paix régionale. Jusqu'à présent, le Kremlin a limité les relations diplomatiques avec Israël à l'échange de délégations consulaires.

Comme indifférente à ces péripéties politico-diplomatiques, l'actualité dans les territoires occupés est toujours faite de couvre-feux répétés et d'affrontements intermittents : trois Palestiniens ont été tués lundi par l'armée en Cisjordanie, cependant qu'un quatrièmement était assassiné par d'autres Palestiniens au nom de la lutte contre les « collaborateurs » ou prétendus tels.

ALAIN FRACHON

Les Etats-Unis protestent contre un projet de vente de chars tchécoslovaques à la Syrie

Les Etats-Unis ont protesté officiellement à Prague, lundi 6 mai, contre le projet de vente de chars tchécoslovaques à la Syrie et à l'Irak (le Monde du 7 mai). L'ambassadeur américain en Tchécoslovaquie, M. Shirley Temple-Black, a remis une note de protestation en ce sens au vice-ministre des Affaires étrangères Martin Palous, a annoncé l'agence CTX.

Dans cette note, le gouvernement américain souligne qu'il a conscience du problème posé par la reconversion des industries d'armement, secteur important de l'économie de la Tchécoslovaquie. Une délégation d'experts américains conduite par le secrétaire adjoint à la défense, M. Donald Atwood, se rendra en Tchécoslovaquie pour étudier sur place les possibilités concrètes de reconversion de ces industries. Selon *Rule Pravo*, l'ancien quotidien du Parti communiste, la Tchécoslovaquie aurait décidé de vendre à la Syrie 300 chars soviétiques T 72, fabriqués sous licence en Slovaquie. (AFP)

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : les ennuis de santé du président

M. George Bush a regagné la Maison Blanche

WASHINGTON

de notre correspondant

L'incident est clos. M. Bush a regagné dès lundi matin 6 mai la Maison Blanche et repris immédiatement ses activités, tandis que son cœur retrouvait un rythme normal. L'alerte est donc passée, mais il en restera quelque chose, un nuage dans un ciel serein, une modification du climat politique washingtonien.

Dimanche soir, le porte-parole de la Maison Blanche avait préparé l'opinion à un épisode toujours délicat : une passation temporaire des pouvoirs, au cas où le président aurait dû se soumettre à une anesthésie générale et à un choc électrique destiné à rétablir son rythme cardiaque. Lundi, au petit matin, après s'être longuement consultés, les médecins qui soignent M. Bush estiment que les médicaments suffiront. Le président pouvait quitter l'hôpital naval de Bethesda où il avait passé un peu moins de quarante heures.

En fait, la « fibrillation » - battements désordonnés des oreillettes du cœur - n'avait pas tout à fait cessé quand M. Bush, arborant un immense sourire et salué et applaudi par tout le personnel de la Maison Blanche, regagna le Bureau ovale. Mais, quelques heures plus tard, tout rentrerait dans l'ordre.

M. Bush s'est conformé à l'emploi du temps prévu pour la journée - une infirmière vérifiant seulement le rythme cardiaque après chaque entretien. Son premier interlocuteur fut Edouard Chevardnadze, ancien ministre soviétique des Affaires étrangères et homme très apprécié à Washington, qui se fit un devoir de trouver à M. Bush une meilleure mine que lors du sommet de Malte, en 1989. Au passage, M. Chevardnadze plaça aussi pour la tenue du sommet américano-soviétique théorique prévu avant la fin du premier semestre de cette année, mais pour lequel les responsables de l'administration ne montrent guère d'enthousiasme.

Tout est donc rentré dans l'ordre, mais la cascade de commentaires et de supputations déclenchée par ce petit incident de santé n'a pas fini de couler, et le plus éclaboussé est bien entendu toujours le vice-président Quayle. Des sondages tout frais ont confirmé qu'une majorité d'Américains pensaient toujours aussi mal dans des habits de président, et une nouvelle salve de commentaires désobligeants lui a sifflé aux oreilles. Mais il est clair que plus la presse et les démocrates souligneront ses insuffisances, moins le

président sera disposé à remplacer l'homme dont le choix a constitué sa première grande décision personnelle.

Si M. Bush ne connaît pas de nouvelle alerte, et s'il se contente, pour un temps, de ralentir un peu le rythme intense de ses activités physiques, les inquiétudes pour sa santé et donc l'avenir de sa présidence devraient repasser rapidement à l'arrière-plan. Mais il subsistera une impression nouvelle de vulnérabilité. Certains démocrates ont déjà manifesté leur impatience de tirer argument de l'affaire - visant directement M. Dan Quayle. Mais le seul candidat déclaré à ce jour, Paul Tsongas, ex-sénateur du Massachusetts, a mis en garde contre une telle solution de facilité, qui donnerait selon lui la désastreuse impression que les démocrates n'ont rien de plus intéressant à dire.

JAN KRAUZE

Émeute dans une banlieue de Washington

De jeunes émeutiers ont incendié six véhicules de police et ont blessé dix policiers, dimanche 5 mai à Mount Pleasant, banlieue de Washington située à seulement 5 kilomètres de la Maison Blanche, a déclaré un porte-parole de la police. Ces émeutes ont constitué les pires affrontements à connotations raciales qu'ait connus la capitale des Etats-Unis depuis celles qui avaient suivi l'assassinat du pasteur Martin Luther King, à Memphis en 1968.

Elles ont été déclenchées dimanche par une femme-policier qui a blessé d'une balle dans la poitrine un homme d'origine hispanique qui refusait de se laisser interpellé. Selon les autorités, l'agent de police concerné n'aurait ouvert le feu qu'en état de légitime défense. Mais de nombreux habitants du quartier sont rapidement descendus dans la rue pour réclamer justice. D'autant que depuis la publication accordée à une « bavure » policière particulièrement criante à Los Angeles au début du mois de mars (le Monde du 7 mars) les minorités raciales sont très nerveuses. Pendant cinq heures, des bandes de jeunes gens ont harcelé la police dans les rues de Mount Pleasant, banlieue habitée par une majorité d'Hispaniques et de Noirs. Selon le porte-parole de la police, les émeutiers ont attaqué et pillé des magasins. Huit d'entre eux ont été arrêtés. (Reuters)

CHILI

Le général Pinochet veut faire la tournée des fournisseurs européens de l'armée de terre

SANTIAGO

de notre correspondant

Le général Pinochet a-t-il l'intention d'inclure la France dans le périple européen qu'il envisage d'entreprendre d'ici à la fin du mois de mai ? C'est du moins ce qu'affirment le quotidien *la Epoca* et l'hebdomadaire *Hoy*, tous deux proches du pouvoir, selon lesquels le voyage du commandant en chef aurait pour objectif de resserrer les liens entre l'armée de terre et ses fournisseurs et de régler certains contentieux.

Un litige oppose justement l'armée chilienne et les autorités françaises : alors qu'en 1980 Santiago et Paris avaient signé un contrat portant sur l'acquisition de cinquante chars AMX-30, vingt-et-un engins seulement ont été livrés. En effet, en 1982, le gouvernement français, après l'élection de M. François Mitterrand, décida de ne pas donner suite à la commande. On imagine cependant mal que le général Pinochet puisse avoir la naïveté de penser qu'il est le mieux placé pour faire avancer les négociations entre les deux parties. L'ambassade de France à Santiago affirme d'ailleurs « ne rien savoir » des projets supposés de l'ancien dictateur. Même son de cloche au Quai d'Orsay à Paris où on ajoute même « qu'aucune demande de visa au nom de M. Pinochet n'a été déposée ».

Quoi qu'il en soit, la première étape de ce mystérieux voyage devrait être la Grande-Bretagne, où le général désire visiter les installations de la compagnie Royal Ordnance, une filiale de British Aerospace, qui transfère à l'armée

chilienne la technologie nécessaire à la fabrication d'un missile de courte portée. Mais les autorités britanniques ont déjà fait savoir que le voyage du commandant en chef n'aurait aucun caractère officiel. De son côté le ministre porte-parole du gouvernement, M. Enrique Correa, rappelle que le général Pinochet est un dignitaire de l'Etat « envers lequel les gouvernements étrangers ne doivent pas utiliser de qualificatifs désobligeants ». Fort de ce soutien officiel, le « vieux soldat » veut-il ses vœux exaucés ? En posant le pied sur le continent européen, sans que personne ne l'y ait formellement invité, il entend surtout faire la preuve qu'il a cessé d'être un paria.

GILLES BAUDIN

o SALVADOR : la plus importante panne de courant électrique en onze ans de guerre civile. - Le Salvador a connu lundi 6 mai la panne de courant la plus importante en onze ans de guerre civile. Elle a été provoquée par des sabotages, dimanche, de la guérilla du Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN). Le colonel Sigifredo Ochao, président de la commission exécutive hydro-électrique du Rio Lempa (CEL), a précisé que la panne de lundi avait affecté environ la moitié du territoire et que le sabotage de trente-cinq tours et postes électriques avait créé des dégâts dans 85 % du système électrique. (AFP)

ASIE

CHINE : la visite du sous-secrétaire d'Etat américain

Washington pose ses conditions au maintien du statut de la nation la plus favorisée

Le sous-secrétaire d'Etat américain Robert Kimmitt a achevé mardi 7 mai une visite de trois jours à Pékin au cours de laquelle il a mis en garde les responsables chinois sur les dossiers qui provoquent actuellement de vives tensions entre la Chine et les Etats-Unis.

M. Kimmitt a déclaré mardi que Washington prendrait en considération, pour le maintien de la clause de la nation la plus favorisée en faveur de la Chine - qui doit être décidée en juin prochain - les efforts de Pékin dans trois domaines essentiels : « les droits de l'homme, la non-prolifération nucléaire et le commerce ». Il a toutefois laissé une marge de manœuvre à la Chine : « Je pense que nous devrions juger les résultats pas nécessairement aujourd'hui mais dans les semaines et les mois à venir ».

Lundi, le ministre chinois des Affaires étrangères, M. Qian Qichen, avait laissé entendre à M. Kimmitt que son pays était prêt à faire des concessions, à condition que Washington en fasse aussi. Ces propos étaient repris mardi par la presse chinoise, qui avait dénoncé la semaine dernière le « bushisme » et « le nouvel ordre mondial sous domination américaine ».

Au cours de sa visite, M. Kimmitt

s'est montré insistant sur les droits de l'homme, notamment au Tibet. Il a demandé l'annulation des dissidents. En ce qui concerne le commerce, il a critiqué les pratiques déloyales de la Chine (violation des quotas sur le textile et non-respect de la propriété industrielle). Enfin, les Etats-Unis

o INDE : au moins cinquante insurgés musulmans tués par l'armée au Cachemire. - Au moins cinquante insurgés musulmans venant du Pakistan ont été tués dimanche 5 mai dans une embuscade tendue par l'armée indienne, après s'être infiltrés au Cachemire, a annoncé lundi l'agence indienne PTI. L'affrontement s'est déroulé dans la zone de Chowkibal (district de Kupwara), près de la frontière avec le Pakistan. D'autre part, M. Ajmer Singh, candidat du parti sikh Akali Dal (Panthic) aux élections à l'Assemblée du Pendjab qui doivent avoir lieu le 22 juin, a été assassiné près de son village par plusieurs hommes armés. (AFP)

o CAMBODGE : mission militaire de l'ONU pour contrôler le cessez-le-feu. - Une mission militaire des Nations unies se rendra prochainement en Thaïlande et au Cambodge pour discuter de l'application du cessez-le-feu au Cam-

n'appréciaient guère la vente par la Chine de technologies nucléaires et de missiles à certains pays du tiers-monde (Algérie, Pakistan...).

Pékin dément bien entendu les accusations américaines, en particulier sur l'utilisation de détenus pour la fabrication de produits destinés à l'exportation, pratique proscrite par la législation américaine. L'organisation américaine de défense des droits de l'homme, Asia Watch, vient toutefois de publier des documents tirés de revues « internes » au régime vantant les avantages du travail forcé.

Le bimensuel *Etudes théoriques sur la réforme et la rééducation par le travail* a ainsi fait valoir les avantages d'un personnel « 10 à 20 % moins onéreux » : « Un grand nombre de prisonniers sont devenus producteurs de biens de consommation. Ils sont bon marché et concentrés. Ils fabriquent des produits nécessitant beaucoup de main-d'œuvre (...) destinés au marché international ». « Chaque province dispose d'un contingent substantiel d'entreprises de réforme par le travail (...) Ce qui coïncide avec la demande du marché international : de petites quantités d'une large gamme de produits ».

En avril 1989, un article de cette revue notait que « les prisonniers qui ont fini leur temps et restent employés dans les camps (...) ne peuvent se syndiquer, ne bénéficient pas d'une retraite et leur salaire est bas ». Parmi eux, ajoutait la revue, se trouvent « un petit nombre qui ont purgé leur peine et qui conservent obstinément leur point de vue réactionnaire ».

o PHILIPPINES : seize morts lors d'affrontements entre l'armée et les rebelles communistes. - Onze rebelles de l'Armée communiste du peuple nouveau ont été tués, lundi 6 mai, au cours d'affrontements avec les troupes gouvernementales à Sipalay (Negros occidentale), à 360 kilomètres au nord de la capitale, selon des sources militaires philippines. D'autre part, cinq soldats de l'armée gouvernementale ont été tués dimanche à Cananigan (Cagayan), située à 400 kilomètres au nord de Manille, selon les militaires. (UPI)

سونا بن الامال

هكذا من الامل

AMÉRIQUES

LES ÉTATS-UNIS

M. George Bush a gagné la Maison Blanche

WASHINGTON

Le candidat républicain

George Bush a été élu président des États-Unis. Il a battu son adversaire démocrate, Bill Clinton, à la surprise de beaucoup de monde. Bush a été élu avec 306 voix électrices contre 227 pour Clinton. Il a été inauguré le 20 janvier 1989.

Bush a promis de mener une politique étrangère plus ferme que celle de Clinton. Il a également promis de réduire le déficit budgétaire et de renforcer la sécurité intérieure. Il a été élu avec le soutien de nombreux électeurs républicains et de nombreux électeurs indépendants.

Bush a été élu avec le soutien de nombreux électeurs républicains et de nombreux électeurs indépendants. Il a été élu avec le soutien de nombreux électeurs républicains et de nombreux électeurs indépendants.

Bush a été élu avec le soutien de nombreux électeurs républicains et de nombreux électeurs indépendants. Il a été élu avec le soutien de nombreux électeurs républicains et de nombreux électeurs indépendants.

Bush a été élu avec le soutien de nombreux électeurs républicains et de nombreux électeurs indépendants. Il a été élu avec le soutien de nombreux électeurs républicains et de nombreux électeurs indépendants.

Bush a été élu avec le soutien de nombreux électeurs républicains et de nombreux électeurs indépendants. Il a été élu avec le soutien de nombreux électeurs républicains et de nombreux électeurs indépendants.

Le général Pinochet a-t-il été élu président européen

BRUXELLES

Le général Pinochet a-t-il été élu

président européen

Le général Pinochet a-t-il été élu président européen. Il a été élu avec le soutien de nombreux électeurs républicains et de nombreux électeurs indépendants.

Le général Pinochet a-t-il été élu président européen. Il a été élu avec le soutien de nombreux électeurs républicains et de nombreux électeurs indépendants.

Le général Pinochet a-t-il été élu président européen. Il a été élu avec le soutien de nombreux électeurs républicains et de nombreux électeurs indépendants.

Le général Pinochet a-t-il été élu président européen. Il a été élu avec le soutien de nombreux électeurs républicains et de nombreux électeurs indépendants.

Le général Pinochet a-t-il été élu président européen. Il a été élu avec le soutien de nombreux électeurs républicains et de nombreux électeurs indépendants.

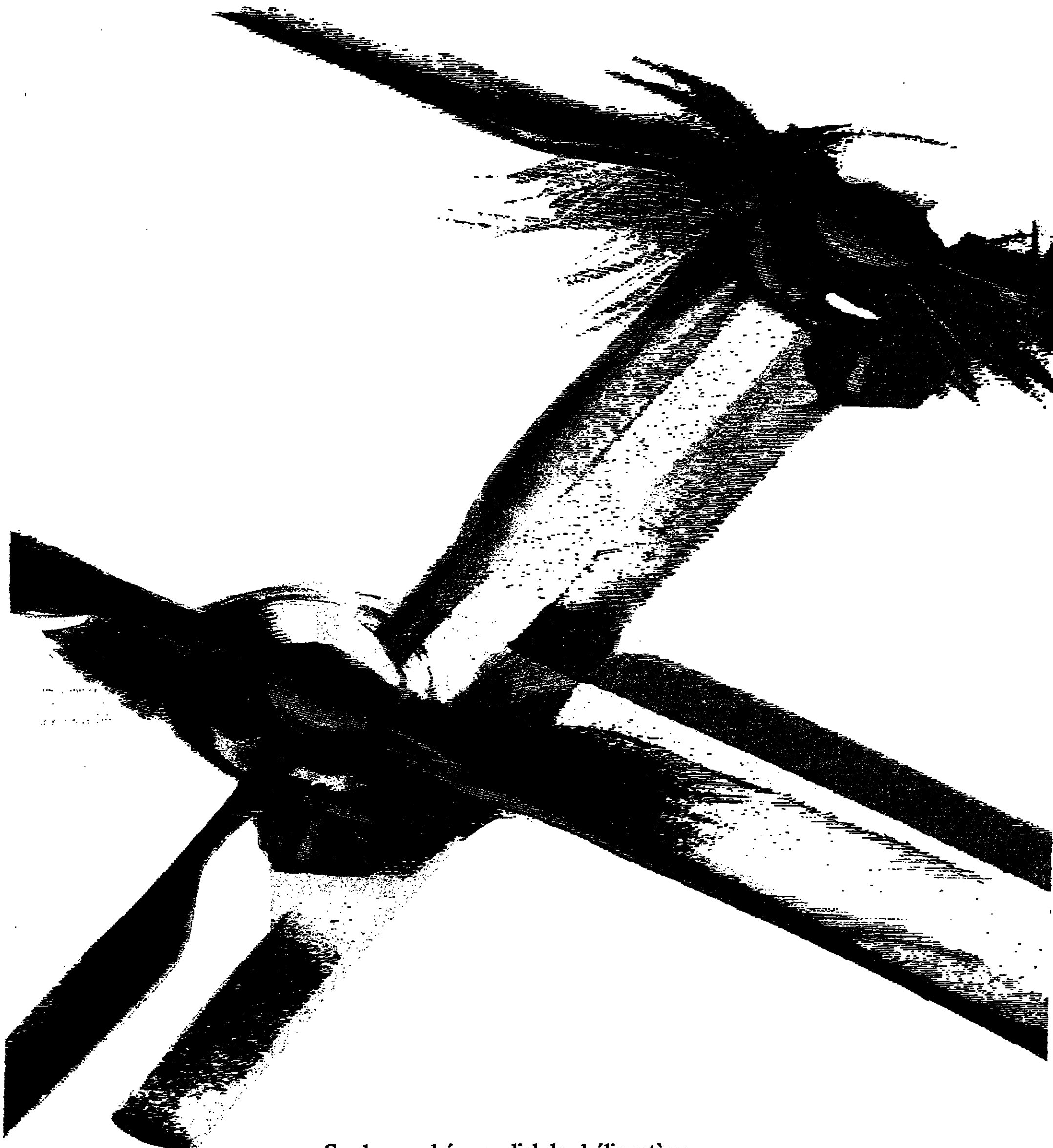
Le général Pinochet a-t-il été élu président européen. Il a été élu avec le soutien de nombreux électeurs républicains et de nombreux électeurs indépendants.

Le général Pinochet a-t-il été élu président européen. Il a été élu avec le soutien de nombreux électeurs républicains et de nombreux électeurs indépendants.

Le général Pinochet a-t-il été élu président européen. Il a été élu avec le soutien de nombreux électeurs républicains et de nombreux électeurs indépendants.

Le général Pinochet a-t-il été élu président européen. Il a été élu avec le soutien de nombreux électeurs républicains et de nombreux électeurs indépendants.

Le Monde • Mercredi 8 mai 1991 • 7



Sur le marché mondial des hélicoptères l'Europe décolle en force.

Le succès de l'Europe sur les marchés mondiaux dépend d'abord d'une coopération étroite entre européens. Pour garantir un avenir prospère à l'industrie des hélicoptères, deux leaders européens de l'aéronautique et de l'espace mettent en commun leurs talents pour créer Eurocopter International.

Eurocopter, c'est une force nouvelle qui va proposer à ses clients le plus large choix d'appareils civils et militaires qu'un constructeur puisse réaliser. Et aussi une force qui sera capable de lancer et de signer les grands programmes de l'an 2000. Pour atteindre ces objectifs, Eurocopter est fière de pouvoir compter sur l'appui et le soutien d'Aérospatiale et de MBB - Groupe Deutsche Aerospace.



Eurocopter International GIE
2 à 20, avenue Marcel-Cachin - 93126 La Courneuve Cedex





Nous continuons la publication de notre série d'articles consacrés au dixième anniversaire de l'élection de M. Mitterrand à la présidence de la République. Après avoir dressé un bilan général de la décennie et rappelé que, depuis le début de la III^e République, seul le général de Gaulle avait exercé un aussi long mandat (*le Monde* du 7 mai), nous examinons aujourd'hui la fin de l'exception française dans le domaine économique et présentons le portrait de M^{me} Elisabeth Guigou, qui appartient, avec quelques autres personnalités ayant fait partie ou faisant encore partie de l'équipe présidentielle, au « vivier » de l'Elysée.

Un modernisateur du capitalisme français

Suite de la première page

Pour qualifier ce revirement, chacun, à gauche, y va de sa formule : le « virage libéral » (M. Jean-Pierre Chevènement), la prise de conscience de « l'impossibilité du socialisme dans un seul pays » (M. Dominique Strauss-Kahn), « l'abandon de la culture de la dévaluation qui réunissait la gauche et la droite » (M. Alain Minc), « la fin de la culture de l'inflation » (M. Jean Peyrelevade). Avec la fin de l'indexation généralisée des revenus, les gouvernements de M. Mitterrand vont révolutionner la France.

Cette révolution — qui va se traduire notamment par un partage de la valeur ajoutée de plus en plus favorable aux entreprises, cela aux dépens des salariés — est souvent présentée comme une trahison des socialistes. Ceux-ci sont effectivement amenés à abandonner beaucoup de leurs promesses, voire de leurs principes. La lecture comparée des déclarations de 1980 et de 1990 des dirigeants socialistes est à cet égard un exercice cruel. Ils voulaient relancer le charbon, ralentir les ventes d'armes, instaurer l'autogestion, bouleverser la fiscalité, nationaliser des secteurs entiers pour reconstruire le marché intérieur, créer une banque nationale d'investissement pour orienter l'épargne vers la production... Ils ont organisé le repli du charbon, développé les exportations d'armements et élargi timidement, avec les lois Auroux, la participation

dans l'entreprise. Ils ont modifié profondément la fiscalité mais la plupart du temps dans le sens opposé à celui que l'on attendait. Ils ont participé à la réhabilitation du profit, marié Renault au groupe privé suédois Volvo et déréglé les marchés financiers...

Il n'est pourtant pas juste de limiter cette révolution à une simple adhésion nouvelle des socialistes à l'économie de marché. Elle a en fait été une double rupture pour le pays :



(Dessin paru en 1985)

avec le pseudo-libéralisme giscard-pompidouien d'une part, avec le volontarisme étatique de la gauche d'autre part. « L'année 1983 ne marque pas seulement, explique à juste titre l'économiste Elie Cohen, une rupture avec le socialisme de 1981-1982, mais aussi avec tout le passé de l'après-guerre, une rupture avec l'économie de financement administrée. »

La France s'engage dans la voie de l'économie de marché, ouverte sur l'extérieur et sans inflation. A l'issue de la décennie, les prix et les changes sont libres — une situation que n'avait pratiquement jamais connue la France. Les conditions de gestion des salariés ont été libéralisées. La politique de désinflation compétitive et du franc fort est en cours par la presse anglo-saxonne. Les capitalistes étrangers sont avides de titres de

l'Etat français. Cette double rupture n'est cependant pas le fruit du hasard. Les socialistes arrivent au pouvoir au moment même où une vague libérale commence à inonder le monde. Elle est ensuite imposée par l'Europe, un choix politique fort du président. L'intelligence de M. Mitterrand a sans doute été d'avoir préféré, au prix d'abandons considérables, surfer sur cette vague plutôt que de la voir noyer le pays.

« La France s'est alignée alors sur les normes mondiales », explique M. Anton Brender, directeur du CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales) qui ajoute : « Les socialistes se sont adaptés, ce qui leur a permis de survivre. » L'adhésion des socialistes, et des Français, à l'économie de marché est donc partiellement subie. Elle s'inscrit dans une évolution globale mondiale. Sur le plan académique, les keynésiens — dont s'inspire traditionnellement la gauche — sont, au cours des années 1970 déjà, en perte de vitesse, alors que les ultra-libéraux ont partout le vent en poupe, les monétaristes de l'Ecole de Chicago comme les théoriciens de l'offre. Au cours des années 1980, les économistes travaillent surtout sur le fonctionnement des marchés : ce sont les théoriciens des anticipations rationnelles comme ceux qui se consacrent à l'efficacité des marchés.

Une vague mondiale et puissante

Sur le plan politique, la vague libérale se traduit par l'accession au pouvoir de M^{me} Margaret Thatcher en Grande-Bretagne (1979) et de M. Ronald Reagan aux Etats-Unis (1981). Même si les politiques réellement menées ne correspondent pas toujours à celles annoncées, outre-Atlantique par exemple, partout la loi des trois « D » (désinflation, déréglementation et désinflation) s'impose. Les doctrines libérales s'infiltraient dans les organisations internationales, comme naturellement la FMI, mais aussi la Banque mondiale et l'OCDE. Le tiers-monde est, à son tour, pris dans la tourmente. Symbole de cette évolution, les programmes de privatisation deviennent la panacée. La vague libérale atteindra finalement le continent socialiste : l'Europe de l'Est est inondée à la fin de la décennie. C'est l'échec, après quarante ans de « socialisme » (soixante-dix en URSS), de l'économie centralisée planifiée en Europe de l'Est et le début de la transition vers l'économie de marché.

D'où vient cette vague libérale ? « Depuis la fin des années 1960 jusqu'à aujourd'hui, estime M. Strauss-Kahn, nous connaissons l'effacement des réglementations antérieures. Nous ne connaissons pas encore les nouvelles. Aussi, dans l'entre-deux, devons-nous accepter une certaine désorganisation qui prend la forme du marché, du libéralisme. » M. Mitterrand a en tout cas compris que, les contraintes économiques s'imposant parfois sur la volonté politique, il valait mieux, dans certains cas, leur céder.

Quelle est la réalité de la conversion des socialistes, et des Français, au marché ? Certains comportements, excessifs, peuvent tromper. « A partir de 1983, reconnaît M. François Hollande, député PS de Corrèze, la gauche est entrée dans une période d'exploitation de ses péchés passés. » Pour se faire pardonner ses « erreurs » de 1981-1982, elle fait preuve d'une vénération extrême à l'égard du marché. C'est à ce moment-là qu'avec l'accord du président de la République, M. Pierre Bérégovoy engage la réforme, très libérale, des marchés financiers. La gauche se veut irréprochable : le respect de la grande équation devient sa religion. « La politique économique est réduite à ses indicateurs », regrette M. Hollande, « aucune politique structurelle n'est possible. » M. Minc parle de « l'immobilisme de la gauche rocardienne ».

La conversion au marché des socialistes a surtout concerné « le personnel politique socialiste », elle reste « superficielle et incomplète », estime pour sa part M. Edouard Balladur, l'ancien ministre (RPR) de l'économie (1986-1988). Superficielle ? Ce n'est pas si sûr. Les enquêtes confirment toujours une contradiction dans l'attitude des Français : adhérent au libéralisme (les années 1980 sont aussi celles du « tapisme », l'adoration de Bernard Tapie), ils expriment cependant toujours un besoin très fort de protection collective. Il en va sans doute de même chez les socialistes.

Anciens et nouveaux clivages

Une conversion incomplète ? Effectivement, il y a toujours, entre la droite et la gauche, des oppositions. D'anciens clivages subsistent, de nouveaux sont apparus. Parmi les anciens thèmes, il y a encore et toujours la place de l'Etat dans l'économie. Fondamentalement pervers pour la droite, l'Etat reste profondément indispensable pour la gauche. « Le marché, cruel, est impitoyable. Il ne peut fonctionner sans règles, sans un Etat qui corrige ses excès », rappelait M. Bérégovoy lors de « l'Heure de vérité », sur Antenne 2 lundi 22 avril. L'Etat est un correc-

teur des excès que provoque le fonctionnement du marché, des inégalités qu'il engendre par exemple. Il a aussi un « rôle fondamental dans la construction à long terme du développement économique », explique pour sa part M. Peyrelevade, président de l'UAP et ancien directeur de cabinet de M. Mauroy lorsque celui-ci était à Matignon. « Par sa seule présence, même minoritaire, dans le capital des entreprises, le secteur public instille une vue à long terme dans l'économie, par opposition au marché qui soumet les acteurs au reporting trimestriel des dividendes », ajoute ce chaud partisan de l'économie mixte. « Maître des horloges », pour reprendre le beau titre du livre de Philippe Delmas, l'Etat, porteur d'une vision à long terme, doit prendre en charge, selon les socialistes, les missions que le marché n'assume pas spontanément.

L'ampleur de la redistribution nécessaire reste aussi une opposition traditionnelle entre les deux camps. Sans remettre en cause le marché, de nombreux socialistes recommencent à évoquer, à l'instar du fabuliste M. Jean-Louis Lévy, la nécessité d'un partage du travail ou le recours à des techniques de salaire différé. Le droit de propriété, son exercice plus que son principe, est aussi, selon M. Hollande, un élément permanent de l'opposition entre la droite et la gauche. L'attitude plus favorable des socialistes à l'égard du marché ne signifie donc pas la fin des débats économiques. Il y a toujours une droite et une gauche.

Mais, pour la gauche, cette conversion s'accompagne aussi de l'émergence de nouveaux clivages. « Les oppositions porteront de plus en plus sur des thèmes comme les vieux et les très vieux, les villes et les banlieues, l'industrie, la justice sociale... », estime M. Strauss-Kahn. Elles porteront aussi et peut-être surtout sur les nouveaux instruments de la politique dans une économie de marché. Alors qu'on était pratiquement abandonné la planification et l'aménagement du territoire, « nous n'avons pas jusqu'à présent su réinventer les mécanismes nouveaux de redistribution », s'inquiète ainsi M. Hollande. Les socialistes sont restés attachés aux outils classiques que sont par exemple la fiscalité ou l'augmentation de la dépense publique. Certains commencent à explorer d'autres voies, recherchant la réduction des inégalités par la correction des mécanismes de la production totale d'une sélectivité accrue des dépenses.

Entre les modèles rhénan et anglo-saxon

En fait, c'est surtout sur le fonctionnement de l'Etat et la manière dont il assure ses différentes missions (éducation, recherche, sécurité, culture...) que le débat économique pourrait être le plus dur. « Acquis à une croissance sans inflation, nous n'avons pas adapté nos structures », s'inquiète ainsi, parmi d'autres, M. Peyrelevade, qui ajoute, à titre d'exemple : « Il ne s'agit pas aujourd'hui de désaturer mais de transformer l'Etat tel qu'il fonctionne. » Comme beaucoup, il juge indispensable un effort considérable de productivité dans la fonction publique. Mais il reconnaît que l'Etat est la structure la plus difficile à réformer d'un point de vue culturel.

Le débat entre socialisme et capitalisme est donc mort. Il reste la confrontation entre différents capitalismes. Pour reprendre la distinction, pertinente, proposée par M. Michel Albert, PDG des AGF (Assurances générales de France), le choix est peut-être aujourd'hui entre le capitalisme rhénan — celui en vigueur en Allemagne (l'économie sociale de marché), en Suisse, aux Pays-Bas — et le capitalisme anglo-saxon. M. Mitterrand propose « l'économie mixte », M. Michel Rocard le « capitalisme tempéré ». Il s'agit dans l'un et l'autre cas de concilier l'efficacité du marché avec le souci de solidarité. L'un et l'autre sont plus proches du capitalisme rhénan que du libéralisme anglo-saxon.

Les socialistes, disent-ils, ont compris que pour pouvoir réaliser des progrès sociaux, il leur fallait réussir économiquement. Après ses dix années passées à l'Elysée, M. Mitterrand peut afficher de belles performances économiques : une inflation maîtrisée, un franc fort, des déséquilibres internes et externes relativement faibles. Passé de 1,5 million à 2,6 millions, le nombre des chômeurs n'a pourtant jamais été aussi élevé. « François Mitterrand a réussi la synthèse d'une culture de compétitivité et d'une culture de solidarité », explique M. Hervé Han-noun, l'un de ses ex-conseillers économiques. Dans l'histoire économique, il restera surtout comme un modernisateur du capitalisme français.

ÉRIK IZRALEWICZ

DEMAIN

Dix ans de politique étrangère, par CLAUDE TRÉHAN, et un portrait de M. Hubert Védrine, porte-parole de la présidence de la République, par ANNE CHAUSSEBOURG.

Le « vivier » de l'Elysée

Elisabeth Guigou, l'ambition d'une technocrate douée

Elle est belle, très belle. Elle est intelligente, très intelligente. Elle est travailleuse, très travailleuse. Elle a eu de la chance, beaucoup de chance. Les rées qui se sont penchées sur le berceau d'Elisabeth, Alexandrine, Marie Vallier, le 6 août 1946, dans le foyer d'un petit patron en conserves de Marrakech, n'ont pas légué sur les présents. Elles ne doivent pas le regretter, car rarement filleule a su faire fructifier si habilement ses dons de naissance, et cela simplement parce qu'elle y a ajouté l'ambition, une grande ambition. Une ambition telle que la petite pied-noir, devenue Elisabeth Guigou, reconnaît que son tout nouveau poste de ministre délégué aux affaires européennes n'est qu'une étape dans une carrière dont elle ne voit pas la fin. La politique est un délicieux poison pour cette femme qui n'a pas oublié le traumatisme que furent, pour les jeunes Marocaines de son âge, les événements d'Algérie.

Curieuse petite fille qui à treize ans s'était juré que « plus jamais [elle] n'accepterait[ait] de ne pas saisir le pourquoi, le comment de ce [qu'elle était] en train de vivre ». Et qui a tenu son pari. Terrible adolescente qui, sous prétexte que ses parents refusaient de l'envoyer dans un Paris aussi éloigné que lointain préparer Sciences-Po et l'ENA de ses rêves, s'offrit deux ans de vacances en préparant la licence la plus facile pour elle — celle d'anglais, — ne doutant pas que ses capacités lui permettraient de rattraper le temps perdu. Et qui y parvint.

Premiers galons

Étonnante jeune femme, qui ne semble tendue que par sa seule volonté, mais qui se laisse conduire par son mari, Jean-Louis Guigou, dans l'engagement politique. D'abord à la Convention des institutions républicaines, simplement parce que Charles Hernu est venu en parler à l'université de Montpellier. Puis, au lendemain de la déception de 1968, au PSU, une fois que le couple est monté à Paris, les portes de l'ENA s'ouvrent, parce qu'un de leurs amis en était un ardent propagandiste. Mais le peloton, le fractionnisme, le surenchère verbale ne sont pas du goût d'une jeune haut fonctionnaire qui commence à découvrir les vertus des chiffres et la rigueur des lois de l'économie.

Comme tant d'autres, elle rejoint alors le PS de François

Mitterrand. Son court passé de militante, sa récente passion pour les vertus de la technocratie ne pouvaient que la conduire, comme son mari, dans les rangs du rocardisme. Elle en fut, mais avec discrétion, dit-elle ; aujourd'hui, elle est manifestement revenue qu'un passage comme conseiller financier à l'ambassade de Londres l'ait empêchée de participer de près aux batailles du congrès de Metz. Au congrès de Rennes, elle a refusé de prendre position : « Les débats entre courants sont de plus en plus stériles, de plus en plus stériles », dit-elle. Le parti gagnerait à concentrer son énergie sur des discussions de fond. »

Exigence femme technocrate, elle n'a pas gagné, comme tant d'autres de ses condisciples de l'École, les sphères du pouvoir de l'après-10 mai par opportunisme. Elle n'y a pas été non plus propulsée en remerciement de ses longues années de militante, comme tant d'autres de ses « camarades » du PS. Elle ne veut parvenir au sommet que grâce à ses seules compétences professionnelles. Et elle y parvient.

L'image professionnelle

Sa beauté le sert. « Dans un milieu d'hommes, l'important, c'est de se faire remarquer. Une jolie femme est ainsi avantagée. » Que pour cette raison François Mitterrand l'ait vite repérée, après qu'Hubert Védrine, son camarade de l'ENA, l'eût arrachée au cabinet de Jacques Delors pour lui faire confier les relations monétaires internationales à l'Elysée, nul ne peut en douter. Mais ce sont ses propres capacités, sa volonté farouche qui lui ont permis d'être choisie, à la veille de la cohabitation Mitterrand-Chirac, pour une mission délicate et de confiance, le secrétariat général du comité interministériel pour les questions économiques européennes.

Cette technicienne, qui a toujours considéré que les fonctionnaires, aptes à prendre des responsabilités, faisaient eux aussi de la politique, au vrai sens du terme, est cette fois directement dans le bain. Elle dirige un service dépendant de Jacques Chirac, et sert de « sonnette d'alarme » à François Mitterrand. Elle y réussit à merveille, servant son maître sans trahir son patron administratif. Grâce à elle, pendant cette période délicate, la France peut parler d'une seule voix à Bruxelles.

Ses premiers galons, Elisabeth Guigou les avait gagnés pendant la cohabitation. Elle en a eue le nombre lorsque, avec ses amis de l'ENA, Hubert Védrine, Pascal Lamy, directeur du cabinet de Jacques Delors, et Joachim Bitterlich, conseiller d'Helmut Kohl, elle fit de la présidence française de la communauté européenne, au deuxième semestre de 1989, un succès et qu'elle fut approchée par tous en présidant un comité de hauts fonctionnaires chargé de préparer la négociation sur l'union économique et monétaire.

Dès la formation du premier gouvernement Rocard, François Mitterrand lui avait fait comprendre qu'elle aurait peut-être un jour, à sauter le pas. Ce fut fait lors du remaniement du 2 octobre 1990. Elisabeth Guigou ne regrette pas d'être restée « M^{me} Europe », parce que « le métier est bien différent » et que le sujet est passionnant puisqu'il engage l'avenir. Sans parler de l'émotion ressentie lorsque, dès le lendemain de sa transformation en ministre, elle pénétra dans l'hémicycle du Palais-Bourbon pour répondre à une question d'actualité.

Au feu des médias elle s'était progressivement habituée en jouant, à l'Elysée, un rôle de plus en plus exposé. Mais cette femme qui, dans le *Who's Who*, se refuse à indiquer ses loisirs et ses distractions voudrait n'avoir à vendre que « son image professionnelle ».

Paradoxe jeune femme. Elle arbore, avec un malin plaisir, des tenues provocantes, mais sa froideur est une solide carapace. Les apparences sont trompeuses. C'est une pudibonde. Si elle accepte de faire la « cover » de *Contemporaine*, après Catherine Nay, c'est parce que son intelligence l'a conduite à accepter certaines des règles de « l'Etat spectacle ».

Son ambition, si elle décide de continuer à l'assouvir dans la politique, la conduira à bien d'autres sacrifices, surtout si elle brigue un jour un mandat électif. Pour l'instant, elle assure ne pas avoir pris sa décision : « Je ne refuse pas cette possibilité. J'y pense. Je m'interroge. » Pour l'heure, elle s'est fixée des objectifs ambitieux : faire pénétrer la France dans les pays de l'Europe centrale et orientale ; faire progresser la construction de la Communauté européenne en échappant tout autant à l'euro-pessimisme, qu'à l'euro-optimisme béat. Elle y réussit assez

bien pour qu'un Européen convaincu comme Jean François Poncelet ait pu la présenter, sans hésiter, comme l'héritière d'Alcide de Gasperi, de Paul-Henri Spaak, de Maurice Faure, de Jacques Delors. Son premier travail est donc de masquer à bien les conférences intergouvernementales sur l'union économique et monétaire et sur l'union politique, afin d'en faire ratifier les résultats à la fin de 1992. « Après, il y aura les législatives de 1993. » Alors, Elisabeth Guigou voudrait bien ne plus être M^{me} Europe.

« Inch Allah », dit-elle. Comme si elle se fixait pour elle-même la règle qu'elle applique à la construction européenne : « S'assigner un objectif clair et lointain, puis s'accrocher au terrain, non pas l'épouser, comme les pragmatiques, mais en tenir compte pour, intellectuellement et politiquement, progresser. »

Objectif 1993

Pour Elisabeth Guigou, le croisement des chemins devrait donc se présenter en 1993 : retour à ses premiers amours, la très haute administration ; plongeon dans la politique politicienne, donc baptême du feu électoral. Elle n'en a pas vraiment peur, même si elle y met des conditions : pouvoir conserver une vie personnelle et familiale ; échapper « aux querelles médiocres et aux petits calculs », dont elle n'a pas oublié qu'ils avaient empêché son mari d'essayer de conquérir, en mars 1989, la mairie d'Avignon. Paradoxe du couple, qui pourrait être douloureux : dans leurs rêves communs, elle faisait une grande carrière dans la haute administration et lui se réservait la politique sur le terrain, cette politique dont il reconnaît dans sa notice au *Who's Who* qu'elle le « passionne ». Aujourd'hui il est directeur à la DATAR, et elle, peut-être, sur le chemin de l'Assemblée nationale.

Le jour où elle se lancera dans une campagne législative — si elle s'y lance, — elle le fera à la demande du chef de l'Etat. Elle bénéficiera ainsi d'un vœu que n'ont pas disposé tous ses amis de l'Elysée, qui pourtant, bien souvent, ont accompagné, aidé François Mitterrand bien avant qu'elle ne croise son chemin. Peut-être le président estimera-t-il aussi qu'il est temps, comme Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Elysée, de la mettre au service du « nouvel élan » qu'il réclame. L'affiche, en tout cas, serait tentante.

THIERRY BRÉHIER

هك من الفصل

صحة من الامم

LES 10 AN

DU 10 MAI

Le Monde • Mercredi 8 mai 1991 • 9

POLITIQUE

Grâce à l'abstention des centristes et des communistes

L'Assemblée nationale approuve la réforme des caisses d'épargne

L'Assemblée nationale a adopté, lundi 6 mai, par 281 voix contre 228, le projet de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance. Seul le groupe socialiste a voté « pour », ainsi que neuf députés non inscrits, tandis que le RPR, l'UDF et onze non inscrits votaient « contre ». L'abstention des centristes, des communistes et d'un non inscrit a permis à M. Bérégovoy d'obtenir aisément l'adoption de ce texte. Ce projet prévoit de faire passer la somme des caisses d'épargne (CEP) de 187 à une trentaine et de créer à la tête de leur réseau deux sociétés distinctes : une centrale de trésorerie contrôlée à 85 % par la Caisse des dépôts et consignations (CDC) et à 35 % par l'Ecoureuil et une centrale d'émission, de refinancement et de crédit détenue à 35 % par la CDC et à 65 % par le Centre national des caisses d'épargne (CENCEP).

Nécessaire consensus

Le ministre de l'économie et des finances a expliqué que, tant qu'il serait Quai de Bercy, il n'accepterait pas « qu'on démantèle la Caisse des dépôts, qui depuis plus de cent cinquante ans remplit ses missions ». Emmené par M. Edmond Alphandéry (UDC, Maine-et-Loire), l'essentiel du groupe centriste (29 sur 39) s'est abstenu de voter l'amendement déposé de M. Balladur. Membre de la commission de surveillance de la Caisse, M. Alphandéry s'est dit favorable à une réforme de ses statuts, mais à condition qu'elle soit fondée sur un « consensus ». Il a également manifesté une certaine inquiétude à la suite des propos tenus par M. d'Aubert selon lesquels cette commission de surveillance serait « peu indépendante » et que les « liens » qui uniraient ses membres au directeur général de la Caisse, M. Robert Lion, empêcheraient, de fait, une éventuelle révocation. Le Parlementaire issu de tous les rouses ou hauts fonctionnaires, ce sont des esprits indépendants, qui savent faire leur métier », a rappelé M. Alphandéry à son collègue de la Mayenne. M. d'Aubert a également défendu, en vain, un amendement limitant la durée du mandat du directeur général.

En réponse aux vœux de réforme consensuelle exprimés par M. Alphandéry, M. Bérégovoy s'est dit disposé à examiner « une évolution » des statuts de la Caisse des dépôts à condition que cela ne débouche en rien sur le démantèlement de son organisme.

disparaître le monopole de la Caisse des dépôts en matière de centralisation des fonds collectés par les caisses d'épargne. M. Philippe Auberger (RPR, Yonne) a estimé que cet amendement se justifiait dans la mesure où « ces fonds peuvent servir à des prises de participation et pas seulement à des placements et pas seulement dans des valeurs sûres et reconnues ». M. François d'Aubert (UDF, Mayenne) l'a soutenu au motif que rien ne prouvait l'efficacité réelle de la Caisse des dépôts dans sa gestion du livret A, puisqu'elle ne s'était jamais trouvée en situation de concurrence.

La création de deux établissements financiers distincts a été votée, conformément aux souhaits du gouvernement, mais contre l'avis du rapporteur, M. Douyère, qui aurait préféré le regroupement des deux organismes en une caisse centrale unique des caisses d'épargne et

de prévoyance. M. Pierre Bérégovoy s'est opposé à cette solution en demandant que l'on s'en tienne à l'accord passé entre les caisses d'épargne et la Caisse des dépôts. Les députés socialistes ont majoritairement suivi l'avis du ministre des finances tandis que les élus RPR et l'UDF ont voté en faveur de l'amendement de M. Douyère.

Plusieurs amendements de la commission des finances ont été adoptés. L'un d'entre eux propose notamment une nouvelle rédaction de l'article 2 qui précise les missions et l'organisation du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance. Les députés communistes ont obtenu que la fusion des caisses ne puisse se faire que lorsque la majorité des membres des conseils d'orientation et de surveillance des caisses concernées a exprimé son accord.

PIERRE SERVENT

Au Sénat

Le « congé de représentation » pour les salariés membres d'associations

Le Sénat a adopté, lundi 6 mai, après l'avoir considérablement modifié, le projet de loi relatif au congé de représentation en faveur des salariés membres d'associations.

La majorité sénatoriale a considérablement réduit le champ d'application du texte qui prévoit, pour les salariés, le versement d'une indemnité compensant une éventuelle diminution de leur rémunération. Elle a ainsi limité ce congé pour les seules instances nationales, en écartant les échelons régionaux ou départementaux. Seuls pourront en bénéficier les salariés travaillant dans des entreprises comptant au moins onze personnes, et la durée du congé - neuf jours au plus - fractionnable en demi-journées, ne pourra pas être cumulée avec d'autres congés du même type, les congés syndicaux ou ceux dont bénéficient les élus.

M. Jean-Pierre Fourcade (Rég. et Ind., Hauts-de-Seine), président de la commission des affaires sociales, a expliqué le caractère restrictif des

amendements adoptés par le Sénat en indiquant que cette institution de nouveaux congés nuisait à l'efficacité économique du pays et que les salariés n'avaient pas le droit de s'absenter de leur travail pour des raisons politiques.

La majorité sénatoriale a également supprimé une série de dispositions ajoutées au projet par les députés socialistes (le Monde du 19 avril) qui avaient institué, au cours de l'examen à l'Assemblée nationale, un contrôle par la Cour des comptes et par les chambres régionales des associations faisant appel à la générosité publique pour soutenir des causes humanitaires, scientifiques ou sportives. M. Jacques Machet (Union cent., Marne), rapporteur du projet, n'a pas contesté le principe d'un tel contrôle. En revanche, il a justifié sa suppression en estimant que tel qu'il était rédigé, le dispositif proposé par les députés pouvait entraver la liberté d'association.

G. P.

Saisi par une partie de l'opposition

Le Conseil constitutionnel valide la loi sur la solidarité financière entre collectivités locales

Obliger les communes et les départements les mieux dotés en ressources fiscales à en transmettre une faible part aux villes et aux départements les plus pauvres fait partie des possibilités que la Constitution offre au législateur. Ainsi en a-t-il décidé, lundi 6 mai, le Conseil constitutionnel qui, malgré les souhaits d'une partie de l'opposition, n'a rien trouvé à redire à la loi instituant une dotation de solidarité urbaine et un fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France (le Monde des 23 mars et 20 avril).

La dotation globale de fonctionnement (DGF) attribuée par l'Etat à

Paris, Neuilly-sur-Seine, Boulogne-Billancourt, Levallois-Perret, Saint-Clément, et ces villes doivent verser une partie de leurs ressources fiscales aux communes les plus pauvres d'Ile-de-France. N'en déplaise à leurs maires, MM. Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy, Georges Gorse, députés RPR, et Jean-Pierre Fourcade, sénateur UDF, qui, avec d'autres élus RPR et quelques sénateurs de l'Union centriste, des Républicains et Indépendants et du Rassemblement démocratique européen, avaient saisi le Conseil constitutionnel de la loi instituant une solidarité financière entre villes riches et villes pauvres. Le Conseil, qui a rendu sa décision lundi 6 mai, n'a pas retenu leur argument, qu'une législation spécifique à la région parisienne est justifiée.

La situation de ces cinq communes, seules de leur espèce, dont les ressources sont réduites pour faire œuvre de solidarité au niveau national et au niveau régional, avait été mise en avant par les sénateurs. Ils y voyaient la preuve que le projet gouvernemental pouvait réduire les recettes des collectivités au point que leur possibilité de s'administrer librement (possibilité reconnue par l'article 72 de la Constitution) était bafouée. La critique constitutionnelle de l'opposition portait essentiellement sur la création d'un Fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France placées, sans raisons suffisantes, selon elle, dans une situation différente de celle du reste du pays.

Les inégalités en Ile-de-France

Le Conseil rappelle, dans sa décision, sa jurisprudence constante : « Le principe constitutionnel d'égalité ne s'oppose ni à ce que le législateur règle de façon différente des situations différentes, ni à ce qu'il déroge à l'égalité pour des raisons d'intérêt général pourvu que, dans

l'un et l'autre cas, la différence de traitement qui en résulte soit en rapport avec l'objet de la loi qui l'établit. » Or « la région d'Ile-de-France présente, en ce qui concerne la situation des communes urbaines au regard des besoins sociaux de leur population, des traits spécifiques ». Le Conseil cite notamment « la répartition des emplois entre le centre et la périphérie (qui entraîne, en règle générale, une distribution très inégale du potentiel fiscal des communes à population équivalente) ». Il ajoute qu'en « découle d'importantes écarts dans les niveaux d'équipements et des services que les communes sont en mesure d'offrir à leurs habitants ». Il en déduit donc, comme le gouvernement, qu'une législation spécifique à la région parisienne est justifiée.

Le Conseil admet aussi que le législateur peut limiter le principe constitutionnel de libre administration des collectivités territoriales. Il en déduit que le législateur « n'est pas tenu de laisser à chaque collectivité territoriale la possibilité de déterminer seule le montant de ses impôts locaux ». Il ajoute même « que le législateur peut, à titre exceptionnel, décider que le produit d'un impôt communal pourra en partie être attribué à une autre collectivité territoriale », à condition que ce prélèvement soit « défini avec précision quant à son objet et sa portée », et qu'il n'ait pas pour conséquence de porter atteinte au principe de libre administration.

Le Conseil considère que ces conditions sont respectées, puisque les critères déterminant les communes assujetties à ce prélèvement sont « objectifs », et que ce prélèvement ne pourra pas excéder 5 % du montant des dépenses réelles de fonctionnement de la commune. Et faisant allusion aux communes ponctionnées tant au plan national que régional, il remarque que ce sont des villes « dont le potentiel fiscal par habitant est très élevé », et

qu'il n'y aura donc pas « entrave » à leur libre administration.

Les sénateurs avaient rappelé que l'article 14 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen indique : « Tous les citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi (...) ». Ils avaient estimé que cela ne serait pas possible puisque des impôts prélevés sous la responsabilité d'un conseil municipal seraient dépensés sur ordre d'un autre. A cet argument nouveau, le Conseil a répondu que, si cette disposition avait effectivement valeur constitutionnelle, un principe énoncé par le préambule de la Constitution ne pouvait pas annuler une règle posée par la Constitution elle-même.

Un raisonnement identique à celui tenu pour les communes est mis en avant par le Conseil pour répondre aux sénateurs qui contestaient la création d'une solidarité entre les départements. Fruit d'un amendement de M. Jacques Barrot, député (UDC de la Haute-Loire), elle met encore à contribution Paris et les Hauts-de-Seine.

La victoire juridique du gouvernement est donc totale. Elle vient s'ajouter à la victoire politique qu'il avait remportée en faisant approuver, par une partie de l'opposition, une réforme qu'il jugeait essentielle et que le RPR contestait avec vigueur.

THIERRY BRÉNIER

o M. Giscard d'Estaing de nouveau candidat aux régionales. - M. Valéry Giscard d'Estaing, président du conseil régional d'Auvergne, a annoncé, lundi 6 mai, son intention de se représenter aux élections régionales de 1992 et de briger de nouveau cette présidence.

Le PR et la décennie Mitterrand

Au nom de la rose...

A les en croire, ils n'avaient strictement rien prévu. Mais la pression militante fut si forte, « l'autosatisfaction béate » des socialistes si soudaine, que les dirigeants du Parti républicain se sont dit qu'ils ne pouvaient rester les bras ballants en ce mois de mai. Ils ont donc décidé de fêter à leur manière la décennie Mitterrand, en la célébrant à leur tour... avec des roses.

D'un coût déclaré de 600 000 F, une campagne militante du PR démarra ainsi, cette semaine, afin de répondre par une distribution de 400 000 autocollants et dépliants et par une campagne d'affichage (100 000 affiches) au rappel des grandes semelles socialistes.

« Dix ans qu'on sème », affiche le PR. Dix ans d'épines, répond le PR. Sous une rose plus ou moins fraîche, quatre slogans résumant, sur quatre affiches, les « quatre points noirs » de la gestion socialiste : « De mémoire de rose, on n'a jamais vu autant de scandales... autant d'impôts... autant de chômeurs... autant d'immigrés clandestins. »

Globalement négatif

M. Gérard Longuet a expliqué, lundi 6 mai, que le PR avait préféré tirer sur les ficelles « de l'ironie », « l'état de déchéance du PS » n'incitant plus l'opposition, selon lui, à prendre les socialistes au sérieux.

Commentant le dernier week-end politique, le président du PR s'est gaussé de M. Jack Lang qui repousse, a-t-il dit, les limites du « sectarisme flamboyant », de M. Philippe Marchand, en qui il voit « le Monsieur Fru d'homme de la nouvelle génération socialiste », et de M. Jean-Pierre Chevènement, « le dernier des Mohicans ».

Plus sérieusement, M. Longuet a admis que les socialistes « avaient écorné la rose » mais « qu'ils avaient déçu dans les

secteurs où l'on pensait qu'ils pouvaient apporter quelque chose ». D'abord, a-t-il expliqué, « parce qu'ils ont eu la sagesse de renoncer à leurs fantasmes idéologiques ». Il s'est référé au tournant européen de 1983, à celui de l'école libre de 1984, au principe de l'élargissement du secteur industriel privé consenti en 1988 et au « renoncement du tiers-mondisme et de l'anti-américanisme primaire » de 1990.

Ensuite, parce que les socialistes ont su dégarer « des éléments de rencontre » avec l'opposition, tels que la décentralisation, les institutions ou l'économie de marché.

Toutefois, pour le PR, le bilan de ces dix dernières années reste globalement négatif. M. Longuet a parlé de la dégradation de l'autorité de l'Etat, devenu, selon lui, « un obèse assoufflé qui n'est plus en mesure d'assurer la solidarité et n'ose pas utiliser sa force » pour juguler l'immigration sauvage.

Il a parlé aussi de délitement de la morale publique : « On est à l'époque de l'argent fou, de l'argent roi, c'est la morale de chacun pour soi. » « Depuis dix ans », a résumé le président du PR, nous aurons connu trois formes de socialisme. Le socialisme offensif et dangereux avec Pierre Mauroy, le socialisme défensif et parfois sournois avec Laurent Fabius et le socialisme attentiste et inutile avec Michel Rocard (...). La France est devenue une immense salle d'attente : le premier ministre attend d'être candidat, le président attend la postérité, les Français attendent d'être gouvernés. »

Mais l'optimisme était, quand tout va mal, une nécessité. M. Longuet a tenu tout de même à relativiser cette si longue attente : « Dix ans de perdu, si on peut gagner le siècle à venir, cela reste encore finalement un bon marché. »

D. C.

Dans la « Süddeutsche Zeitung »

« Les Français l'appellent Tonton »

« Au cours des dix dernières années, le nombre de chômeurs est passé de 1,6 million à 2,6 millions », écrit Rudolph Chimelli, dans la Süddeutsche Zeitung de Munich, daté du 7 mai. Les riches

sont devenus plus riches, les pauvres plus pauvres. Dans la jungle des banlieues, où le but déclaré d'intégrer les populations extra-européennes - surtout maghrébines - n'a pas réussi, l'Etat combat le dérapage vers l'anarchie avec des programmes d'urgence (...).

« La seule vraie erreur du président français, en politique étrangère, a été sa surprise devant les événements à l'Est, son incapacité à en mesurer les conséquences et sa manière de courir derrière (...) ».

« De manière ironique ou gratuite, sans la couleur politique, les Français l'appellent « Tonton ». En raison de la majesté avec laquelle il dirige le gouvernement et le parlement dans l'ombre, les humoristes l'appellent « Dieu ». Il reste à prouver si, au cas où il y aurait des élections demain, Mitterrand serait réélu président. »

o M. Mauroy veut toujours avancer la date du congrès du PS. - M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, a réaffirmé, lundi soir 6 mai, à Marseille, sa volonté d'avancer la date du congrès socialiste. « Le plus beau cadeau que les dirigeants puissent faire aux militants, a-t-il dit, est de présenter un parti un ordre de bataille, uni et rassemblée pour gagner en 1992 les élections régionales, cantonales et les législatives de 1993. » Il a affirmé que « plus de 90 des 110 propositions [du candidat Mitterrand de 1981] ont été réalisées ».

o M. Strauss-Kahn (PS) : « Aucune raison de ne pas être fier. » - M. Dominique Strauss-Kahn, député (PS) du Val-d'Oise, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, a déclaré, lundi 6 mai, qu'il « s'est passé au cours de ces dix années beaucoup de choses heureuses pour le pays et qu'il n'y a aucune raison de ne pas en être fier ». Citant le chômage et les inégalités, il a cependant relevé « certaines choses qui n'ont pas évolué comme on pouvait le souhaiter ».

o Bilan positif. - Selon un sondage réalisé par Louis Harris pour VSD daté du mardi 7 mai, 57 % (contre 36 %) des Français jugent « positif » le bilan de M. Mitterrand. Mais, propos du président de la V^e République ayant le plus marqué la vie politique, M. Mitterrand (cité par seulement 16 % des personnes interrogées) est nettement distancé par Charles de Gaulle (75 %). M. Rocard apparaît comme le premier ministre le plus apprécié (35 %) depuis 1981, devant MM. Jacques Chirac (23 %), Laurent Fabius (18 %) et Pierre Mauroy (11 %). Cette enquête a été effectuée les 30 avril et 2 mai auprès de 1 000 personnes.

Capel

GRANDES TAILLES
sera exceptionnellement
ouvert
le mercredi 8 et
le jeudi 9 mai 91

26, BD MALESHERBES 75008 PARIS. (1) 42 66 34 21
74, BD DE SEBASTOPOL 75003 PARIS. (1) 42 72 25 09
CENTRE COMMERCIAL MAINE-MONTPARNASSE. (1) 45 38 73 51

SOCIÉTÉ

Le schéma « Universités 2000 » présenté en conseil des ministres

Le gouvernement veut multiplier les IUT

Suite de la première page

Quant au Pas-de-Calais, les deux universités en gestation sur le littoral (Calais, Dunkerque, Boulogne) et dans l'Artois (Arras, Béthune, Lens) sont également confirmées.

En revanche, bien des projets de création d'universités nouvelles, agités depuis un an de façon officieuse dans l'entourage du ministre, ont été renvoyés à plus tard. Les établissements supplémentaires, un moment prévus en Bretagne, à Aix-Marseille, à Lyon, à Toulouse, à Bordeaux, voire à Belfort, ne font plus partie des priorités, même si, pour éviter les frustrations trop brutales, on n'exclut pas le renforcement progressif de pôles d'enseignement supérieur en Bretagne (Lorient-Vannes) et à Belfort. Seule la ville de La Rochelle échappe à la peau de chagrin : la décision de principe d'y créer une université pluridisciplinaire est désormais acquise.

L'incertitude des perspectives démographiques et le caractère aléatoire des réorganisations envisagées dans les grandes villes universitaires comme Lyon, Marseille ou Bordeaux expliquent, sans doute, la prudence gouvernementale. Mais il ne fait pas de doute que les perspectives économiques et budgétaires moroses ont largement contribué à cette révision à la baisse des ambitions initiales de M. Jospin.

Cinquante mille places supplémentaires

La vraie nouveauté des arbitrages opérés au cours des dernières semaines réside dans la décision de développer fortement les formations professionnalisées et, en particulier, les formations en deux ans des instituts universitaires de technologie (IUT). Plutôt que de laisser se multiplier de façon un peu anarchique des antennes universitaires un peu partout, le gouvernement a clairement choisi de relancer les IUT. Il prévoit ainsi d'y créer quelque cinquante mille places supplémentaires en cinq ans, soit une augmentation de 70 %. Plusieurs milliers de places devraient être trouvées grâce à une meilleure utilisation des capacités existantes, en augmentant légèrement la taille des

«groupes». Dans les filières industrielles, le nombre d'étudiants par groupe pourrait être porté à vingt-six et dans les filières tertiaires à vingt-huit.

Mais l'essentiel de l'effort portera sur la création d'environ 160 nouveaux départements d'IUT, en majorité dans le secteur tertiaire. Une partie de ces nouveaux départements permettra de renforcer des départements IUT existants mais trop isolés, afin de les transformer – dans une vingtaine de villes – en IUT «autonomes», comptant au moins 800 à 1 000 étudiants. D'autre part, une bonne cinquantaine de nouveaux départements d'IUT seront créés dans des villes moyennes, en particulier dans des régions où le potentiel universitaire reste trop concentré sur les grandes villes : c'est notamment le cas dans les régions de Picardie, de Midi-Pyrénées, du Centre, de Bourgogne ou de Provence.

Trois mois de négociations

Enfin, une quarantaine de nouveaux départements d'IUT devraient être créés en région parisienne, qui manque cruellement de ce type de formations. Mais, compte tenu de l'extrême complexité des enjeux économiques, urbains... et politiques de l'Île-de-France, les sites exacts d'implantation de ces nouveaux équipements n'ont pas encore été décidés.

Au total, le gouvernement entend donc développer des formations bien calées sur les besoins économiques et capables d'accueillir les bacheliers technologiques qui échouent aujourd'hui massivement dans les premiers cycles universitaires classiques. Cela lui permettra, en outre, de renforcer le maillage universitaire sur l'ensemble du territoire national. Grosso modo toutes les villes de 30 000 habitants devraient pouvoir bénéficier, d'ici quatre ou cinq ans, d'implantations universitaires minimales. Enfin, le coût de ces investissements devrait être largement partagé par les collectivités locales auprès desquelles les IUT ont une excellente image.

La participation financière des régions, des départements et des villes est décisive pour la réussite du plan gouvernemental et les pou-

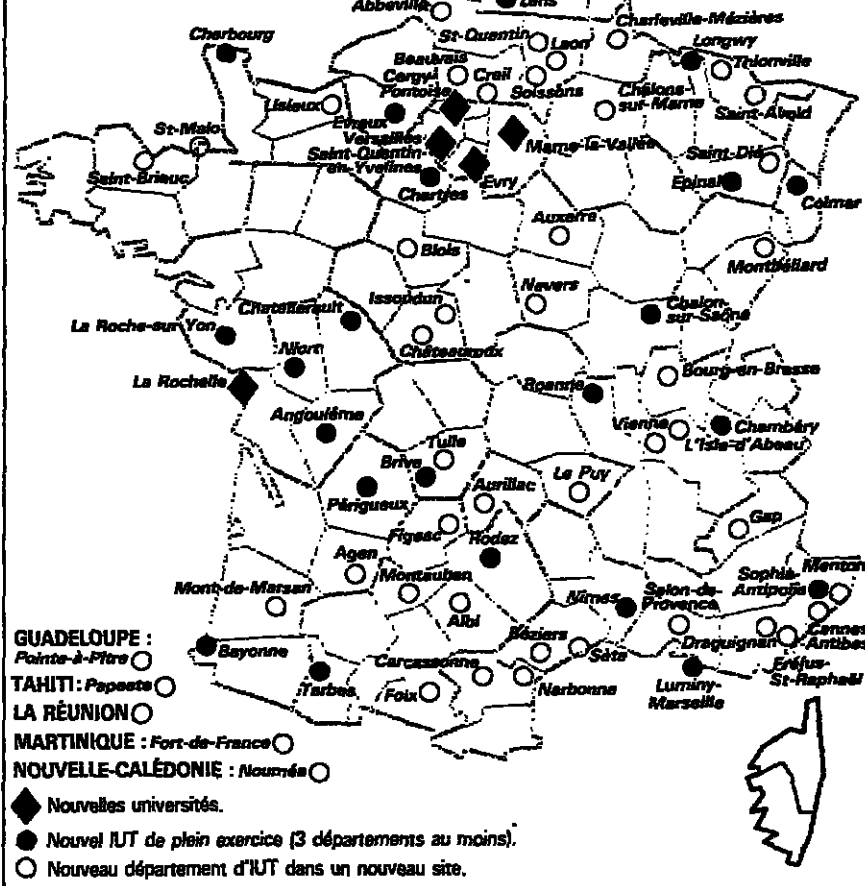
voirs publics misent sur des investissements locaux d'une ampleur comparable à ceux de l'Etat. Pour parvenir à cette parité financière, le gouvernement va donc négocier, cas par cas, sur les constructions neuves, la rénovation des locaux existants ainsi que sur les mesures d'accompagnement comme le logement et l'aide sociale étudiante.

Engagée de façon informelle depuis des mois, cette concertation va désormais pouvoir être menée officiellement entre les collectivités territoriales d'un côté, les préfets de région et les recteurs de l'autre. Ces derniers vont être mandatés, dans le cadre d'une enveloppe budgétaire fixée pour chaque région, pour établir la liste des investissements à réaliser et les participations financières de chacun des acteurs. Pour désamorcer un certain nombre de méfiances et d'hésitations, le gouvernement propose aux responsables locaux un partenariat renforcé et s'engage à les consulter sur les principales décisions en matière d'enseignement supérieur (choix d'implantation, définition des filières, utilisation des locaux, etc.).

L'objectif du gouvernement est de boucler l'ensemble de ces négociations d'ici la fin du mois de juillet et de pouvoir arrêter définitivement le schéma Universités 2000 lors d'un comité interministériel d'aménagement du territoire, probablement en septembre.

G. C.

La nouvelle carte universitaire



Profil bas

par Gérard Courtois

L'AMBITION du plan « Universités 2000 », annoncé et préparé depuis plus d'un an, n'est pas mince. Il s'agit de planifier le développement du système français d'enseignement supérieur pour lui permettre d'absorber la croissance, pratiquement sans précédent, des effectifs d'étudiants et de tenter de remédier au décalage persistant entre les formations supérieures et les besoins de l'économie. A la veille du marché unique européen et à l'aube du vingt et unième siècle, l'enjeu de cette nouvelle carte universitaire est considérable.

Effets d'annonce intempestifs

La relance des IUT est d'autant plus cohérente qu'elle devrait permettre d'accueillir dans de meilleures conditions les nombreux bacheliers issus du technique et qui ne trouvent pas leur place dans les filières classiques

de l'université. Mais, après les effets d'annonce un peu intempestifs de ces derniers mois, toutes les agglomérations qui espéraient accéder au statut de ville universitaire ou qui voulaient profiter de l'occasion pour réorganiser leurs établissements d'enseignement – supérieur devront attendre des jours meilleurs. Au-delà de ces frustrations locales éventuelles, le schéma « Universités 2000 » soulève deux questions.

Permettra-t-il, tout d'abord, de faire face à la poussée des effectifs ? Face aux trois cent mille étudiants attendus dans les cinq prochaines années, les cinquante mille places d'IUT et les quelque soixante-dix mille places des sept nouvelles universités ne font pas le compte, même si l'on intègre

la poursuite du développement des sections de techniciens supérieurs.

La réussite du plan gouvernemental suppose donc une très forte amélioration du rendement pédagogique des filières universitaires, surchargées par les étudiants en situation d'échec. Immense chantier.

Mais surtout, ce plan pourra-t-il être appliqué ? Il a déjà pris un sérieux retard, puisque le budget 1991 ne prévoit qu'un peu plus de 1 milliard de francs d'investissements sur les 16 annoncés l'an dernier. Pour espérer réussir, il faudrait, dès 1992, accélérer considérablement le rythme des engagements financiers.

Or la lettre de cadrage budgétaire adressée récemment par le premier ministre ne va guère dans ce sens.

CATASTROPHES

Alors que le nombre des victimes risque d'augmenter

Le mauvais temps gêne l'acheminement des secours au Bangladesh

Les violents orages, accompagnés de vents forts et de pluies abondantes, qui se sont abattus dans la journée du lundi 6 mai sur la région du Bangladesh ravagée par le cyclone du 30 avril, ont empêché l'acheminement des secours destinés aux survivants. Les organisations humanitaires craignent

donc que le nombre des morts n'augmente encore. « La période critique a commencé. Des personnes blessées ou victimes de la disette ne peuvent survivre que quatre ou cinq jours dans de telles circonstances », a déclaré le docteur Muhammad Musa, qui fait partie de l'organisation Care International. Pour le

moment, le bilan officiel reste aux alentours de 125 000 morts et de 10 millions de sans-abri.

D'après le Croissant-Rouge, il pourrait atteindre 200 000 morts si on ajoute les victimes ultérieures de la disette et des maladies liées à l'eau polluée. — (AP.)

Une économie naufragée

DACCÀ

de notre envoyé spécial

Une semaine après le passage du cyclone, il est encore impossible d'évaluer avec précision les dégâts subis par le Bangladesh. Sans même parler des morts, dont le nombre donnera longtemps lieu à débat, il apparaît très difficile d'apprécier les pertes subies par les survivants. La plupart des habitants de la zone sinistrée, comme d'ailleurs dans le reste du pays – habitent des logements de fortune, construits par les paysans eux-mêmes. Cabanes de planches, huttes de terre, paillettes à toit de paille ou de chaume, elles ont l'avantage de ne pratiquement rien coûter à la construction... et l'inconvénient d'être extrêmement vulnérables aux intempéries.

Les victimes du cyclone se retrouvent donc pour beaucoup sans abri, en une période de l'année où les pluies sont abondantes. Mais autant ces maisons s'envolent comme fétus dans la tempête, autant elles sont faciles à reconstruire. Dans beaucoup de villages de la zone sinistrée, au moins sur le continent, les habitants ont déjà remonté leur toiture. Ceux dont le logement est irrécupérable ou complètement disparu se construisent aussitôt des abris de fortune, sur

le modèle de leurs compatriotes des bidonvilles. Pour peu qu'on leur alloue de la toile ondulée, ils auront tout fait de reconstruire une « maison ».

Pour ces pauvres paysans du Bangladesh, il n'est évidemment pas question de bâtir en dur pour se mettre ainsi à l'abri d'un prochain cyclone. Pas question non plus, pour ceux qui se proposent de leur venir en aide, de les inciter à le faire. « Ce que nous proposons », explique M. Bernard Kouchner, le secrétaire d'Etat français à l'aide humanitaire, « c'est de financer la construction d'abris en béton avec des planchers suffisamment hauts pour mettre tout le monde hors d'eau. Ce n'est pas très cher et c'est parfaitement efficace ».

Ces abris serviraient de refuges aussi bien en cas de cyclone qu'en cas d'inondation, l'autre fléau du Bangladesh. Certains proposent même de financer la construction d'écoles ou de bâtiments publics qui joueraient le rôle d'abri tout en servant quotidiennement à la population. « C'est en tout cas plus réaliste que d'indiquer le cours des fleuves », comme le suggère le grand projet d'aide internationale de Jacques Attali », ajoute un expert du ministère français de l'environnement. Pour le paysan bangladais, de toute

façon, le logement est secondaire par rapport à la préoccupation dominante : produire de quoi se nourrir. Et c'est là que le cyclone du 30 avril a fait le plus de dégâts. Dans les îles de mer à recouvrir les cultures, anéantissant la récolte d'hiver. Les animaux de ferme ont été emportés par les flots. Les paysans rattrapés se retrouvent donc sans rien. Quant aux pêcheurs, ils ont en général perdu tout leur matériel. Sans parler des élevages de crevettes qui ont été emportés corps et biens. Dans un pays où les particuliers ne souscrivent pas d'assurance, il ne reste plus qu'à prier ou attendre une main généreuse.

Entrepôts à ciel ouvert

Sur le continent, les pertes sont moins sévères, mais néanmoins réelles. Chaque famille dispose, autour de sa petite case, de lopins de terre où poussent des légumes soigneusement taillés, ainsi que des arbres fruitiers. Le vent soufflant en tempête a couché les bananiers, épiqué les papayers, fracassé la solide ramure des manguiers. Et l'inondation a ravagé les potagers. De sorte que ces familles, même lorsqu'elles

ont conservé leur bétail et leur rizière intactes, devront acheter ou mendier fruits et légumes. L'autre grande victime du cyclone est le port de Chittagong – et l'industrie textile qu'il a fait naître. Le Bangladesh se vantait d'avoir créé autour de son port un pôle commercial et industriel vital pour l'économie nationale. Des entrepreneurs japonais, coréens et pakistanais avaient risqué leurs capitaux pour créer de toutes pièces une industrie textile appelée à prendre le relais des vieilles usines de jute. Le cyclone a ravagé la plupart des bâtiments, dont les toits de toile et les bardages se sont envolés. Les machines, après avoir subi l'inondation, sont maintenant livrées aux intempéries.

Une entreprise coréenne (Yang Wans Garments) a déjà laissé entendre qu'elle hésitait à conserver ses installations dans l'EPZ (Export Processing Zone) de Chittagong, étant donné la vulnérabilité de l'endroit aux cyclones. Même les entreprises qui n'ont pas trop souffert physiquement se trouvent prises au piège d'une ville désorganisée : l'aéroport a été saccagé ; les communications – qui viennent en principe d'être particulièrement rétablies – restent très vulnérables ; et le port, son poumon commercial, est aujourd'hui

asphyxié. Le cyclone a coulé en quelques heures presque tout ce qui flottait à quai ou dans l'embouchure du fleuve Kharnapaly. Le dernier décompte fait état de deux bateaux-pilotes engloutis ainsi que de deux remorqueurs, une drague et l'unique grue flottante du port. Non seulement ces engins manquent pour la manœuvre, mais ils obstruent les voies navigables. Les bâtiments portuaires ont subi le même sort que les autres : les toits des toits et des murs se sont envolés. Les matériaux stockés dans les entrepôts se retrouvent à ciel ouvert ou sommairement bâchés. Et l'on aura de mauvaises surprises lorsqu'on ouvrira les conteneurs qui ont séjourné sous deux mètres d'eau.

En clair, la désorganisation du port paralyse aujourd'hui l'activité de quelque trois cents usines textiles et ateliers de confection du pays. Les investisseurs étrangers avaient cru prioritaire de faire savoir qu'ils n'avaient dans une région où la main-d'œuvre est exceptionnellement bon marché. Ils s'aperçoivent aujourd'hui que le Golfe du Bengale est un lieu à haut risque, mais dans un sens qui ne leur est pas familier : le risque naturel majeur.

ROGER CANS

EN BREF

□ Fuites toxiques aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. — Deux alertes aux produits toxiques ont été déclenchées lundi 6 mai. La ville d'Henderson, située à 16 kilomètres de Las Vegas, a été coupée du reste du monde pendant près de huit heures, alors qu'un vaste nuage de gaz verdâtre, conséquence d'une fuite de chlore dans une usine chimique proche, la recouvrait. Cinquante-cinq personnes ont été hospitalisées pour des problèmes respiratoires et quinze mille autres évacuées. En Grande-Bretagne, la découverte, sur la côte est, près de Weybourne, de deux réservoirs remplis chacun de 24 000 litres d'acrylique a entraîné l'évacuation de plus de deux cents personnes. — (Reuters.)

□ Les cendres toxiques de Quimper trouvent asile dans la commune de M. Le Peasec. — M. Louis Le Penec, ministre des DOM-TOM, et maire de Mellac (Finistère), propose de stocker dans sa commune, pendant un an, les cendres toxiques de Quimper. L'existence de ces cendres, venant de l'usine d'incinération d'ordures ménagères de la ville de Concarneau, avait été révélée en novembre dernier par le conseiller Vert de Quimper, M. Alain Uguen (le Monde du 2 janvier).

□ Rectificatif. — M. Tony Fighiera, inculpé de faux et usage de faux en écritures commerciales dans l'affaire des fausses factures de Nice-Acropolis, est le gérant de la société Acropolis Restauration et non d'Azur Restauration comme nous l'avons indiqué par erreur dans le Monde du 27 avril. La société Azur Restauration nous prie de faire savoir qu'elle n'a « aucun lien commercial ni économique » avec Acropolis Restauration, de même qu'elle n'a jamais été concessionnaire de la restauration du palais des congrès de Nice qu'elle n'a jamais pu facturer, à ce titre, « quelque service que ce soit à cet organisme ».

سكيا من الامل

صكيات الامم

ES

ish
Blanch

SOCIÉTÉ

REPÈRES

COMMÉMORATION

La reine-mère
Elisabeth d'Angleterre
dans le Berry

La reine-mère Elisabeth d'Angleterre, a présidé, lundi 6 mai à Valençay (Indre), l'inauguration d'un mémorial à la gloire d'une unité militaire jusqu'à oubliée par les monuments et les commémorations : le SOE (Special Operations Executive), créé dès l'été 1940 par Winston Churchill pour former des agents de liaison entre Londres et les réseaux de Résistance naissants dans la France et l'Europe occupées. Dans la nuit du 5 au 6 mai 1941, le premier de ces agents, le Français Georges Bègue, était parachuté près de Valençay, dans une région qui devint la plaque tournante du dispositif. Les parachutages et envois d'agents du SOE se poursuivirent ensuite jusqu'au débarquement. (Corresp.)

CODE PÉNAL

Manifestation
d'homosexuels
devant le Sénat

A l'appel de plusieurs associations d'homosexuels et de lutte contre le sida, une centaine de personnes se sont rassemblées, lundi 6 mai, à proximité du Sénat, pour protester contre la volonté de la commission des lois de rétablir par amendement, à l'occasion de l'examen du projet de code pénal, le délit d'homosexualité sur mineur de quinze à dix-huit ans (le Monde du 24 avril) et d'instituer, pour lutter contre le sida, une sanction à l'encontre des personnes « conscientes et averties » ayant provoqué la dissémination d'une maladie transmissible épidémique (le Monde du 28 avril).

RELIGIONS

Un échec
pour les Témoins
de Jéhovah à Louviers

Le projet d'implantation à Louviers (Eure) d'un centre des Témoins de Jéhovah, sur un terrain de 16 hectares, a été suspendu par le préfet de l'Eure, M. Michel Mathieu. Celui-ci a adressé le 30 avril à Mme Odile Proust, maire de Louviers, favorable au projet, une lettre d'« observations juridiques », rendue publique le 6 mai par M. François Loncle, député socialiste de l'Eure, qui mène la bataille contre cette implantation (le Monde du 11 octobre 1990).

La préfète estime « inappropriée » la procédure de « modification » du plan d'occupation des sols, approuvée par le conseil municipal de Louviers du 25 mars 1991 pour permettre la vente des terrains aux Témoins de Jéhovah. C'est une procédure de « révision », associant les services de l'Etat, qui aurait dû être mise en œuvre, selon le préfet. Soupçonnée d'illégalité, la procédure est donc suspendue.

NAUFRAGE

Au moins
260 disparus
au Pérou

Cinq corps ont été retrouvés et 260 personnes sont portées disparues à la suite du naufrage, lundi 6 mai, du bateau *Chachita* sur le rio Saramuro, près de San José de Saramuro, à quelque 1100 km au nord-est de Lima. Selon un bilan officiel, sur les quelque 400 passagers que transportait le navire, 135 ont pu être sauvés. Les recherches d'éventuels survivants et de corps encore enfermés dans la carcasse du bateau ont continué dans la soirée de lundi. (AFP.)

MÉDECINE

Un entretien avec le professeur Luc Montagnier

« Il faut que le professeur Gallo reconnaisse son erreur » à propos du virus du sida, nous déclare le chercheur de l'Institut Pasteur

La controverse franco-américaine sur la paternité de la découverte du virus du sida, relancée avec la prochaine parution de travaux français dans la revue américaine *Science* (le Monde du 7 mai), « ne remet pas pour l'instant en question » l'accord franco-américain de 1987, nous déclare le professeur Luc Montagnier, mais précise-t-il, « il faut que le professeur Gallo reconnaisse son erreur ».

Dans une prochaine publication de l'hebdomadaire scientifique, le professeur Montagnier et ses collaborateurs de l'Institut Pasteur expliquent avoir envoyé, en 1983, non pas un, mais deux virus au professeur Robert Gallo, dont l'un est identique par ses séquences au HTLV 3 B identifié par l'équipe de ce dernier. Le professeur Gallo a, pour sa part, indiqué que « jamais on ne remettra en cause l'accord » qui prévoit la répartition des bénéfices commerciaux résultant de la découverte du virus. « Il n'y a rien de nouveau, si ce n'est que les Français admettent avoir fait une faute. (...) Tout n'a pas été fait dans mon laboratoire, tout n'a pas été fait chez Pasteur. (...) Historiquement, il n'y a pas de nouvelles informations significatives », a-t-il déclaré, mardi 7 mai, dans un entretien à France-Info.

« Les résultats que vous publiez dans l'hebdomadaire américain *Science* constituent-ils, selon vous, l'épilogue de la longue controverse qui vous oppose au professeur Robert Gallo ?

— Cette publication constitue un épilogue pour ce qui est de notre

enquête. Sera-ce un épilogue pour la partie américaine ? C'est à eux de décider. Si le professeur Gallo et ses collaborateurs contestent nos données, l'affaire pourrait s'enliser de manière durable. Il faut toutefois préciser que la commission d'intégrité scientifique du National Institute of Health a reçu nos différents échantillons viraux. Ces derniers sont, par ailleurs, déposés à la collection nationale des micro-organismes de l'Institut Pasteur, une collection reconnue au plan international. Cette commission américaine a ainsi tous les moyens de vérifier les conclusions de notre article à paraître dans l'hebdomadaire *Science*. Le professeur Gallo peut aussi le faire, s'il le souhaite.

« Je tiens à rappeler que nous n'avions pas contesté les derniers résultats du professeur Gallo sur ce thème, publiés dans la revue britannique *Nature*. Il s'agissait pourtant de travaux incomplets... Je ne vois pas, d'autre part, comment le professeur Gallo pourrait contester les travaux de séquençages viraux effectués par M. Simon Wain-Hobson et son équipe qui, dans ce domaine, jouissent d'une réputation internationale. Il est aussi important de préciser que les docteurs Klatzmann et Gluckman disposent des échantillons conservés par congélation des lymphocytes des malades avant toute culture, donc avant toute possibilité de contamination.

« Tout cela vient contrarier l'hypothèse selon laquelle une contamination d'origine américaine pourrait interférer avec nos identifications virales. Nous donnons, quant à nous, une transparence totale à nos travaux. Nous expliquons les « mystères » qui subsistent sur les changements de propriétés du virus durant l'année 1983. De notre côté, tout est clair.

— Est-ce que ces conclusions remettent en cause l'historique des découvertes du virus du sida, tel que vous l'avez consigné en 1987 avec le professeur Gallo ?

— Non, parce que cet historique ne faisait que rappeler les principales dates de publication et de grands congrès scientifiques. Ces conclusions apportent, en revanche, de nouveaux éléments. Il appartient maintenant au professeur Gallo et à ses collaborateurs de l'époque, soit de contester nos données — nous espérons que ce ne sera pas le cas —, soit de reconnaître le bien-fondé de notre nouvelle interprétation. Si c'est le cas, ils devront reconnaître, de manière officielle et publique, dans une revue scientifique, que leur virus HTLV 3 B n'est en réalité qu'une contamination de HIV 1-LAI. C'est là une étape essentielle pour clore cette controverse.

« Contraire à l'éthique »

— Mais si le professeur Gallo et ses collaborateurs acceptent de reconnaître ce fait, à quoi se réduirait leur contribution ? L'accord franco-américain serait-il, dès lors, remis en cause ?

— La contribution américaine aura été d'avoir montré que notre souche virale pouvait pousser dans une lignée cellulaire continue (elle-même déjà isolée par ailleurs et qu'ils ont rebaptisée), puis d'avoir caractérisé, à partir de cette production virale en masse, de nouvelles protéines du virus et fait des études sérologiques montrant la liaison avec le sida. Cela dit, parallèlement, nous faisons aussi pousser le virus sur une autre lignée continue et l'apport biotechnologique américain a été très rapidement rattrapé grâce à une collaboration franco-anglaise avec le professeur Robin Weiss. Pour ce qui est de l'accord officiel franco-américain de 1987, il n'est pas, pour l'instant, remis en question.

— Quelle serait votre attitude si le professeur Gallo et ses collaborateurs ne revenaient pas sur leurs conclusions ?

— Si tel était le cas, ce serait mau-

vais pour toute la communauté scientifique. Mais cela donnerait surtout une très mauvaise image du professeur Gallo et de ses collaborateurs. Nous reconnaissons, pour notre part, une contamination, comme plusieurs autres équipes — américaine ou britannique — l'ont fait ces dernières années. Il n'y a là rien de déshonorant. Ce qui est tout à fait particulier ici, c'est cet acharnement à vouloir cacher les faits. On ne peut que s'étonner de cette volonté de masquer la vérité. A quoi correspond-elle ? Plus l'équipe du professeur Gallo s'enferme dans le refus de reconnaître cette contamination, plus elle donnera à penser que cette même contamination a été faite de manière délibérée...

« Au fond, cette affaire n'a pas une grande importance scientifique, mais elle a empoisonné nos relations et elle donne une très mauvaise image de la recherche scientifique pour le public. Il est important, dès lors, d'aller jusqu'au bout et qu'il y ait un épilogue. Il faut que Gallo reconnaisse son erreur. Il y a quand même eu dans cette affaire de nombreuses entorses à l'éthique scientifique.

— Si cette affaire n'a pas une grande importance scientifique, pourquoi y accordez-vous tant d'importance ?

— Ce n'est pas nous qui l'avons relancée. Mais notre contribution permet de clarifier un certain nombre de points importants pour l'histoire de la recherche sur le sida. L'essentiel, à mes yeux, est le retour à une certaine moralisation de la recherche. Il y a eu, dans cette affaire, de nombreuses entorses à l'éthique. Ajouter, dans le complot d'un congrès scientifique, est un acte scandaleux. Rebaptiser un virus, une lignée cellulaire, que l'on reçoit d'un autre laboratoire, est inadmissible ».

Propos recueillis par
JEAN-YVES NAU



LA CONFIANCE PARTAGÉE

46 millions d'épargnants détiennent 700 milliards de francs sur leurs livrets A, chez l'Écureuil ou à La Poste. La Caisse des dépôts et consignations, à qui la gestion de cette épargne est confiée, préserve leur capital, en assure la rémunération, garantit à tout instant la disponibilité des sommes déposées.

Pour 654 offices et sociétés d'HLM, la Caisse des dépôts et consignations est le banquier du logement social. Elle finance chaque année 65 000 nouveaux logements.

36 653 maires peuvent compter sur nous. Avec le Crédit Local de France, nous finançons les équipements locaux : aménagement d'espaces verts, assainissement, équipements scolaires et culturels, hôpitaux et infrastructures. Avec nos filiales techniques, nous proposons aux collectivités locales une gamme de services spécialisés pour améliorer les conditions de la vie quotidienne et mieux préparer l'avenir.

14 millions d'assurés choisissent la CNP. Ils en font l'un des deux premiers groupes français de l'assurance-vie et de la capitalisation. La CNP s'adresse aussi bien aux particuliers par l'intermédiaire de La Poste, de l'Écureuil et du Trésor Public, qu'aux groupes tels que collectivités locales, établissements financiers, mutuelles et entreprises.

Le retraité sur 7 est en relation directe avec la Caisse des dépôts et consignations. Elle a reçu le mandat de gérer deux grandes caisses de retraite publiques : la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) et l'institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'État et des collectivités publiques (IRCANTEC).

600 000 clients souscrivent, à La Poste, chez l'Écureuil et chez les comptables du Trésor, aux Sicav dont la Caisse des dépôts et consignations est le dépositaire et le co-gérant. Il s'agit de placements de premier ordre : nos Sicav monétaires et court terme viennent de recevoir la notation AAA, attribuée par Standard and Poor's-Adel.

Choisie en 1990 comme chef de file associée dans plus de 80 émissions nationales et internationales, la Caisse des dépôts et consignations confirme son rôle de premier plan sur les marchés financiers.



GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS

La Caisse des dépôts et consignations est née le 28 avril 1816.
1816-1991 - 175 ans de confiance partagée.

CULTURE

CINÉMA

Entre cœur et jardin

LE VOYAGE
DU CAPITAINE FRACASSE
d'Enrico Sciolà

Il n'est pire misère que de se savoir pauvre. Dans son château en ruine, seul avec son vieil intendant et son chien plus vieux encore, le jeune vicomte de Sigognac, dernier du nom, n'est plus qu'un enfant humilié. Un aristocrate ruiné n'a plus d'identité. Mais passe le chariot des comédiens, dans cette nuit d'orage où gronde le destin. Leurs oripeaux sont en lambeaux, leurs estomacs aussi vides que leurs poches. Mais eux sont riches à millions. Il leur suffit de descendre de leur chariot brinquebalant tiré par deux bœufs

bileté chaleureuse de l'adaptation. Sciolà, avec une légitimité indiscutable, ayant substitué au personnage de Scapin son homologue de la commedia dell'arte, c'est-à-dire Pulcinella. Promu au rang de narrateur, archétype volubile du valet de comédie, dévoué corps et âme à Fracasse, maître qu'il s'est librement choisi (la lutte des classes vue par Sciolà), il est (sur) joué par l'excellent Massimo Troisi, dont la gestuelle superlative est terriblement contrariée par un très inopportuniste doublage en français sans accent italien.

Donnage ! D'autant que le parti pris de présenter ici le Voyage du capitaine Fracasse dans sa seule version française peut être considéré comme une marque de



Vincent Pérez et Emmanuelle Béart

blancs impossibles, il leur suffit de monter en trois mouvements des tréteaux branlants pour que la magie opère. Devant des parterres mixtes de paysans béats, ils jouent de toute leur âme. A eux les feux grandioses et dérisoires du froid, alors ils n'ont plus faim, pas plus que ceux qui les écoutent. Le théâtre est tout-puissant, il transprodige à transformer un seigneur en acteur. Signac prend la route avec la troupe. C'est ce voyage que Sciolà entendait à la suite de Théophile Gautier. Voyage initiatique, métaphorique, qui va faire d'un hobereau ébahi un fraccassant Fracasse, d'un puceau pusillanime l'amoureux flamboyant de la belle Isabelle, de la généreuse Séréfina. Pas de cape chez Sciolà qui ne sorte de la panetière à costumes, pas d'épée qui ne soit à lame rentrante. Le théâtre, toujours le théâtre, plus vrai que la vie, moins cruel que l'amour, plus fort que la mort, même celle sous une fausse neige, du pauvre Matamore.

Tout le film se déroule, sur un mode noble et sentimental, dans des décors de sublime carton-pâte inspirés de Jacques Callot, de Gustave Doré, de Hogarth. « Il s'agit d'un film intimiste », disait déjà Sciolà pendant le tournage (Le Monde du 28 juin 1990), ajoutant qu'il trouvait toutes les tentatives d'adapter Fracasse au cinéma désastreuses, même celle d'Abel Gance (1), et qu'il espérait pour sa part ne pas décevoir les fervents de Gautier.

Il ne devrait pas décevoir, en tout cas, les fervents de Sciolà. On retrouve en effet dans ce voyage le coureur épique et désenchanté qui baignait celui de la Nuit de Varennes, et l'on applaudit à l'habileté de Sciolà. Le Prix Carloton à Jean-Marie Le Clézio. — Le Prix Carloton « littérature et cinéma » 1991 sera décerné, le mercredi 8 mai, à Cannes, à Jean-Marie Le Clézio pour son roman *Onitsha*. Créé en 1990 et doté de 50 000 francs, cette distinction entend « contribuer à la création cinématographique en aidant à trouver dans la littérature des sujets originaux », et « permettre à un écrivain de rencontrer la profession du cinéma et de donner à son livre un prolongement imprévu ».

Mort du danseur Roman Jasinski. — Le danseur d'origine polonaise Roman Jasinski, ancien membre du Ballet 1933 de George Balanchine et des Ballets russes du colonel de Basil, est mort le 16 avril. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans. Né à Varsovie en 1907, il avait fait ses débuts à Paris en 1928 au sein du Ballet d'Ida Rubinstein, dont la chorégraphie était Bronislava Nijinska. Après ses passages chez Balanchine et de Basil, Roman Jasinski avait rejoint le Ballet russe de Monte-Carlo, avec lequel il se produisit à travers toute l'Amérique. Il avait abandonné la scène depuis 1956 et dirigait depuis le Tulsa Ballet Theatre, l'une des meilleures compagnies régionales des États-Unis.

MUSIQUES

Saison croisée pour Garnier et Bastille

Production intensifiée et croisement des activités pour la saison 1991-1992 des Opéras de Paris

C'est un message un peu délicat que devait faire passer lors de sa conférence de presse annuelle, donnée lundi 6 mai dans l'amphithéâtre de la Bastille, l'équipe dirigeante des Opéras de Paris. M. Pierre Bergé, président, Philippe Belaval, directeur général, Patrick Dupond, directeur de la danse, Myung-Whun Chung, directeur musical, et Georges-François Hirsch, qui administre désormais les deux établissements après l'expiration de M. Jean-Albert Cartier (le Monde daté 28-29 avril).

La décision de « faire croiser les disciplines » entre les deux salles ouvre une ère nouvelle dans l'histoire des Opéras parisiens : « Une page est tournée », a déclaré M. Bergé. Alors que vont être démontées les conventions collectives, tout le monde doit désormais « aller dans le même sens et du même pas » — et, comme l'a clairement fait comprendre le président, Jean-Albert Cartier n'avait pas, à ses yeux, trouvé assez vite la cadence. Mais, si l'heure est à la mobilisation, elle est aussi à l'apaisement et à un savant modelé des contours : « La danse restera à Garnier, elle ne jouera pas les bouche-trou à Bastille » (douze représentations du *Les cygnes* sont prévues en tout et pour tout pour 1991-1992 dans le nouvel établissement), « pas question que l'opéra envahisse Garnier », « la salle modulable n'est pas construite, a précisé le président, il fallait absolument pouvoir disposer d'une salle pour des spectacles de plus petits formats ».

Le rendement et la qualité

Bergé entend visiblement se servir de cet argument comme d'un levier polyvalent : si la politique escomptée de créations et d'aides aux jeunes compositeurs n'a toujours pas été entreprise de façon significative, c'est aussi, dit-il, parce que le contrat d'exclusivité de cette même salle modulable a été interrompu. Le bon fonctionnement de l'entreprise Garnier-Bastille passerait donc par la mise en service de cette troisième salle.

Dès la saison prochaine, Dario Fo mettra en scène à Garnier le *Barbier de Séville*, de Rossini. Pour le reste, la programmation lyrique (105 représentations à Bastille, dont 7 nouvelles productions et 3 reprises) répond sagement, comme l'a expliqué M. Hirsch, au désir de « construire un répertoire » — il faudra attendre la saison 1992-93 pour que les classiques de notre siècle et

la création se taillent la part du lion. Après la reprise des *Noëces*, de Mozart, qui ouvrira la saison lyrique le 18 septembre, Chung dirigera *Fédora*, mis en scène par Jean-Pierre Miquel, *L'Ange de fer*, de Prokofiev (co-produit avec Los Angeles et Genève), verra la collaboration du chef Lawrence Foster et du metteur en scène André Serban.

Danse contemporaine

Reprise en décembre de la *Flûte enchantée*, sur laquelle travaille déjà Bob Wilson (Friedmann Layer remplace alors Armin Jordan dans la fosse). Avant le Boris Godounov de Chung/Kokkos, la *Lady Macbeth de Mtsensk* de Chung/Engel, la coproduction avec Los Angeles d'*Elektra* (direction : Schönwälder, mise en scène David Pountney), *Un bal masqué*, monté par Nicolas Josi (et à nouveau dirigé par Chung). Les Contes d'*Häufigmann* verront en avril les débuts à l'opéra de Roman Polanski et ceux, dans cette fosse, d'Ion Marin, jeune assistant roumain de Claudio Abbado, à Vienne. Enfin, *Otello*, mis en scène par Petrica Ionesco et si mal accueilli en ce début de saison, sera repris en juin dans un décor légèrement modifié, avant de nous représenter à l'exposition universelle de Séville.

Aux 25 concerts (Orchestres de Boston, de Dresde, de Munich) et récitals dans la grande salle, s'ajoutent les 84 manifestations de l'Amphithéâtre et du Studio, portant à 234 représentations. Garnier abritera simultanément 121 représentations de ballet, 15 concerts, et les douze représentations du *Barbier* (sans compter les soirées de la Cinémathèque de la danse). Tout cela avec un seul orchestre de 137 musiciens.

Avec la sincérité abrupte qu'on lui connaît, le directeur musical, M. Chung (il vient de signer un contrat d'exclusivité avec Deutsche Grammophon) s'est demandé si les consignes administratives n'étaient pas en train de l'emporter sur les objectifs artistiques et si le rendement ne risquait pas de primer sur la qualité. « Ce sont bien plus que dix ou vingt musiciens qu'il faudrait ajouter à l'orchestre pour que nous missions y arriver », a-t-il déclaré (1), ajoutant qu'il continuerait à s'opposer, comme il dit l'avoir toujours fait, à l'administration pour que les progrès accomplis dans la fosse ne soient pas compromis : « Il faut que Bastille et Garnier gardent leur identité ». Patrick Dupond a

opiné. La programmation du ballet a été présentée par ce dernier : à l'inverse du lyrique, la danse ose le contemporain avec une soirée confiée à Odile Duboc et à Daniel Larrieu, en collaboration avec de jeunes plasticiens et compositeurs (mai 1992). Une orientation qui devrait s'accroître, selon Georges-François Hirsch : « Nous ne referons pas le Groupe de recherches contemporaines (GRCP) qui tenait entièrement à la personnalité de Jacques Garnier, aujourd'hui disparu, mais nous voulons, avec Patrick Dupond, que la danse de notre siècle soit très présente ». Le directeur de la danse insiste sur sa volonté de renouer avec les commandes non seulement aux chorégraphes, mais aussi aux musiciens, aux peintres et aux sculpteurs.

La saison égrène aussi les ballets du répertoire. Elle débute avec *Giselle* (octobre 1991) dans la production, plutôt réussie, que l'on peut encore voir jusqu'au 13 mai 1990. Ensuite viennent quelques soirées exceptionnelles et de gala (du 10 au 19 octobre 1991) afin de donner le temps au ballet de répéter le programme Jérôme Robbins, très exigeant quant à la disponibilité des danseurs : le chorégraphe américain créera pour l'occasion, en novembre 1991, une œuvre sur la musique de Philip Glass. Pour les fêtes : *Roméo et Juliette* dans la production de Nourev. Citons une soirée prometteuse, intitulée « Picasso et la danse » (mars 1992) et réunissant le *Train bleu*, le *Rendez-vous* et le *Tricorne* pour lequel le peintre dessina des rideaux de scène, des décors et des costumes. Époque bécote dans laquelle les programmateurs trouvent toujours de quoi monter une soirée consensuelle. Ainsi on reverra le programme *Nijinski/Nijinska* enrichi de *Petrouchka*. La Sylphide (mai 1992) précèdera une soirée Neumeier/Petit/Lander. Au total, 82 programmes à danser par le Ballet de l'Opéra de Paris.

En tout, 39 soirées seront réservées aux compagnies invitées, à commencer par celles de Béjart (octobre 1991), suivie de celle de Martha Graham, dont la tournée fut annulée, en janvier dernier, pour cause de guerre du Golfe (octobre/novembre 1991). Roland Petit (janvier/février 1992), le Ballet de Stuttgart (février 1992), et les Ballets de Bali (mars 1992) : autant de choix capables de rallier les goûts du plus grand nombre.

Le Ballet de l'Opéra de Paris partira en tournée au Japon et inaugurera l'Exposition universelle de

Séville 1992. D'autres tournées sont en cours de négociation, en France et aux États-Unis notamment. Un responsable d'une « cellule tournées » devrait être nommé.

Les concerts baroques, dont les budgets ont été revus à la baisse, et la présence de la Cinémathèque de la danse sont maintenus, ce dont on se réjouit : le cinéma attire un public plus jeune, qui autrement ne viendrait pas à l'Opéra. Un effort est d'ailleurs entrepris envers cet auditoire avec l'établissement d'un abonnement-jeunes, des tarifs différenciés pour les spectacles « difficiles » de Bastille et l'instauration d'un quota de places pour un public défavorisé (lire ci-dessous).

ANNE REY
et DOMINIQUE FRÉTARD

(1) L'effectif total est de 150 musiciens : treize postes sont à pourvoir. Les engagements de M. Chung monteront jusqu'à une formation de 230 musiciens, chaque poste représentant un coût approximatif de 200 000 F par an, charges sociales comprises.

Les prix des places aux Opéras de Paris

Pendant la saison 1991/1992, les Opéras de Paris vont augmenter les prix des places. Pour les ouvrages du répertoire lyrique les places les meilleures passent de 520 F à 560 F, soit 7,6 % d'augmentation ; pour le ballet de 270 F à 290 F, soit 7,4 % d'augmentation. Les prix des plus mauvaises places augmentent également de 10 F, passant à 50 F à la Bastille et à 40 F pour le ballet au Palais Garnier.

Cependant quand il s'agit d'œuvres contemporaines — *Ange de fer*, de Prokofiev ou *Lady Macbeth de Mtsensk*, de Chostakovitch — les prix diminueront pour les places des catégories les plus élevées (490 F au lieu de 560 F, 300 F au lieu de 490 F et 390 F etc.).

Enfin, les moins de vingt-cinq ans pourront s'abonner au prix de 350 F pour trois spectacles lyriques et un concert au choix à Bastille. Une opération à Bastille-Garnier offrira « 1 000 places à 50 F », opération touchant les jeunes, les milieux défavorisés, les sans-emploi.

Les abonnements seront disponibles au début de juin. Tél : Garnier 47-42-57-50 et Bastille 40-01-19-32.

ARTS

Deux rois ensemble

La célébration d'un généreux donateur s'accompagne de celle de Delacroix et de Manet deux titans de la peinture française du XIX^e siècle

LA DONATION
MOREAU-NÉLATON
au Grand Palais

Pour exposer des tableaux admirables, des dessins, des gravures de premier ordre, toutes les raisons sont bonnes. La plus récente en usage dans les musées français se fonde sur un engouement nouveau de l'histoire de l'art : l'étude des collectionneurs et des donations qu'ils ont consenties. Le Louvre s'était essayé à cet exercice, il y a quelques années, en célébrant quelques-uns de ceux dont les legs ont fait son opulence. Associé au Musée d'Orsay, il recommence en rendant hommage à son principal pourvoyeur privé en art français du XIX^e siècle, Etienne Moreau-Nélaton.

Par donation en 1906, 1907 et 1919 et par legs en 1927, ce dernier a cédé au Louvre plus d'une centaine de toiles et six mille dessins et trois mille gravures à la Bibliothèque nationale. Tels sont les chiffres. Quant aux noms, ils suffisent à suggérer la formidable richesse, la prodigieuse qualité de l'ensemble aujourd'hui exposé dans sa presque totalité : Géricault, Delacroix, Corot, Millet, Fantin-Latour, Manet, Jongkind, Monet, Pissarro. Cet excellent homme possédait le *Naufrage de Don Juan*, le *Déjeuner sur l'herbe* et des Corot aussi fameux que le *Pont de Narni* et la *Cathédrale de Chartres*. Il les a donnés. Béné soit donc Etienne Moreau-Nélaton.

Béné soient avec lui ses aîeux, depuis les premiers Moreau qui exerçaient au dix-huitième siècle la noble profession de ferblantier faubourg Saint-Martin. Gloire à Martin-Ferdinand Moreau, qui spécula sur les biens des émigrés et l'immobilier durant la Révolution avec tant de bonheur qu'il échappa à toutes

les crises et fonda la fortune de la famille. Gloire aux deux Adolphe Moreau, père et fils, héritiers directs de Martin-Ferdinand. Le premier, agent de change, fut ami de Delacroix et de Rousseau et acquit quel que huit cents tableaux. Le second, moins flamboyant, persévéra dans cette voie et se fit historien d'art tout en gérant la fortune familiale. Il se transmit à Etienne Moreau-Nélaton, le fils qu'il eut de Camille Nélaton, elle-même fille d'Harpignies et habile peintre sur céramique. Etienne en fit l'excellent emploi que l'on sait.

Delacroix face au « bon monsieur Corot »

Avec pitié, les commissaires de l'exposition ont placé à l'entrée quelques portraits et bustes de la dynastie Moreau et, à la fin, les tableaux qu'exécutait Etienne. Non content de collectionner, il se voulait artiste à son tour : paroxysme logique de l'obsession des beaux-arts. A la vue de ses toiles, disparates de manière, appliquées d'exécution, il est permis de douter de ses dons. La main était moins sûre que l'œil, et ni le commerce quotidien des chefs-d'œuvre ni la fréquentation de Degas ne suffirent à métamorphoser le collectionneur en praticien. Pour importer, du reste, l'essentiel de Moreau-Nélaton, ce sont ses admirations. L'homme disparaît derrière elles, n'ayant accompli d'autre œuvre que celle de composer son panthéon privé. De lui, il ne demeure qu'un nom sur les catalogues, éternité douteuse défendue du néant par l'éternité certaine de ceux qu'il vénérait.

Ces derniers, l'exposition — qui les dispose dans un ordre à peu près chronologique — les définit de la sorte : *De Corot aux impressionnistes*. Cette singulière simplification

s'explique sans doute par le désir de séduire le visiteur. Le mot « impressionnistes » doit, espère-t-on, attirer immédiatement le piéton de rétrospective, mais on ne sait quel réflexe pavlovien. Or les impressionnistes qui figurent dans l'exposition n'en forment ni la majorité ni, et de loin, la meilleure partie. C'est même l'un des grands mérites de cet hommage : en présentant ensemble toutes les peintures de Moreau-Nélaton, il autorise des parallèles incongrus. En rétablissant la continuité du dix-neuvième siècle rompu par la partition des collections entre Louvre et Orsay, qui a multiplié les compartiments historiques et dénoué les filiations, il rend manifeste la tyrannie de quelques-uns, la faiblesse de quelques autres.

Autrement dit : on n'accroche pas sans dommage Corot et Delacroix ensemble, ni Manet et les impressionnistes, car Delacroix et Manet règnent sur les salles ; ils imposent nonchalamment leur autorité et leur intelligence : ils rendent à leur juste valeur, estimable mais de second ordre, une foule de réputations qu'il est d'usage d'exalter par habitude de déférence.

Au rez-de-chaussée, l'affaire se joue donc entre Delacroix et Corot, séparés prudemment par une salle assez faible de Degas, Ricard et Couture. Toutes les armes servent : peintures, dessins, eaux-fortes, lithographies. D'un côté, la poésie, l'histoire, l'érudition et le drame, les odalisques serpentes, Don Juan sur une mer verte et jaune, les croisés entrant dans Constantinople, des combats d'animaux et de guerriers ; toutes les couleurs de la palette, les plus incongrues alliances ; un dessin indéchiffrable de violence et d'acuité, de prodigieuses études de nus et de fauves à l'encre et au lavas qui pourraient être de Rembrandt ; des aquarelles d'Anglert et d'Afri-

que d'une beauté qui laisse pantois. De l'autre, le « bon monsieur Corot » : vues de nature, de ruines et de villages ; la géographie d'un touriste épris de pittoresque, château Saint-Angel, mouline à vent, étangs picards, cathédrales ; une abondance d'études au soleil, blondes et grasses — autant de tableaux sereins, parfaitement justes de lumière et de composition, exécutés avec une facilité comme naturelle, les meilleurs des paysages depuis Van Goyen et Ruysdael ; plus rares, des figures et des sujets religieux aux effets moins légers, sentant un peu l'étude et le pastiche ; une myriade de croquis, trente-quatre carnets d'études, exactes, habiles, dessinées avec une infatigable vérité. Ils sont d'une contemplation fastidieuse cependant, faite de tension et de sens. Un nu et un paysage de Delacroix sont passions et symboles. Un nu et un paysage de Corot sont relevés d'anatomie et de géologie.

Manet et les impressionnistes

Il n'empêche : au nom de l'évolutionnisme qui régit l'histoire de l'art, Delacroix passe pour un peintre « littéraire » captif de la tyrannie du sujet dont l'étude de plein air a sué Van Goyen et Ruysdael ; la manière de Corot aurait dérivé les peintures modernes. Aussi lui consacre-t-on plus d'expositions en Suisse et en Allemagne qu'en France, où nul ne se demande sans doute pourquoi Cézanne et Picasso se réclament de lui. Il serait peut-être temps d'en finir avec cette indifférence polie, qui n'est que méfiance et crainte face à une œuvre savante et voluptueuse, au rebours des schématismes contemporains.

Second rapprochement, seconde querelle : Manet et les impressionnistes. La partie est inégale entre le *Déjeuner sur l'herbe* et les *Coquel-*

cois de Monet et les sous-bois de Sisley, aimables mièvreries printanières, pour ne rien dire des carnets de Jongkind, qu'il n'était pas nécessaire de présenter en si grand nombre. Elle n'est pas plus équilibrée entre un bouquet de l'honnête Fantin-Latour et les pivoines chair et sang de Manet. Quand la couleur de l'un semble collée à la toile, pesante, granuleuse, celle de son rival vole, file, glisse, se fait pétale, feuille, peau, tissu et air. Surcroît de plaisir rare : près des toiles sont rangées les gravures de Manet, très peu montées d'ordinaire, versions successives du *Guitarero* et de l'*Olympia*, croquis à l'eau-forte des visiteuses en noir du Prado, des spectateurs au théâtre et du corbeau emblématique de Poe, Baudelaire et Mallarmé.

L'une d'elles, de 1866, représente l'acteur Rouvière dans le rôle d'Hamlet. On aimerait la décrocher et, descendant l'escalier, la placer à côté d'une lithographie de Delacroix de 1828, *Hamlet contemplant le crâne de Yorick*, dont Moreau-Nélaton possédait une épreuve ornée de croquis en marge. Rapprochées, ces deux planches shakespeariennes démontreraient la proximité et la supériorité souveraines des deux maîtres, qui, ni l'un ni l'autre, ne consentirent à s'enfermer dans la seule peinture ni ne se privèrent de l'inspiration des autres arts.

PHILIPPE DAGEN

Grand Palais, jusqu'au 22 juillet. Tél. : 42-88-22-13.

Le catalogue, réalisé sous la direction de Françoise Cachin et Pierre Rosenberg, est grand et beau, mais ses notices sont fort inégales en savoir et en pertinence. [330 pages, 680 illustrations, 350 F.]

سكنى من الامم

Claude Nougare

50.000.000.000

CULTURE

MUSIQUES

La profession de foi de deux compositeurs

La réédition de deux textes capitaux pour la connaissance de la musique française du XIX^e siècle

MÉMOIRES
par Hector Berlioz.
Flammarion, 630 pages, 280 F.
MÉMOIRES D'UN ARTISTE
par Charles Gounod.
Calmann-Lévy, 236 pages, 92 F.

Berlioz étonne, Berlioz intrigue. Berlioz agace ; on a beaucoup écrit sur lui, ou contre lui, avec ferveur, avec acharnement. Il a beaucoup écrit aussi, aux autres, sur les autres et sur lui-même. En ce domaine au moins, l'unanimité s'est faite : comme écrivain, comme critique, comme épistolier, Berlioz est une figure marquante du romantisme français. Sa plume est alerte et son style, à peu près par des tics de l'époque, n'est pas sans affinités avec celui d'Alfred de Vigny, dont il fut l'ami. Les néologismes, toujours justifiés – car Berlioz partage avec Chateaubriand l'exigence tyrannique du terme propre, de la syntaxe irréprochable –, s'équilibrent avec l'emploi du mot courant dans des acceptions devenues rares à l'époque et, d'ailleurs, c'est la Fontaine, Boileau, Molière ou Racine que Berlioz cite le plus volontiers à côté de Victor Hugo, de Virgile ou de Shakespeare.

Est-ce à dire que son style littéraire possède cette maîtrise, cet équilibre qui n'apparaissent pas pour tous, avec la même évidence, dans sa musique ? C'est ce qu'on prétend ceux qui s'étonnent, par ailleurs, que l'auteur de la *Symphonie fantastique* et du *Requiem* soit aussi celui des *Nuits d'été* et de *l'Enfance du Christ*. Mais non, Berlioz est un et, grâce à cela, il peut, selon son propos, être intime ou grandiose, classique ou flamboyant. Ce besoin d'appeler un chat un chat, que l'on dit moderne faute de mieux, lui inspirait une aversion profonde pour ceux qui croient que la poésie consiste à dire « ma malheureuse épouse » au lieu de « ma pauvre femme » ou, qu'en musique, l'élégance de la réalisation peut suppléer à l'absence de contenu. A tout prendre, mieux vaut être gauche que creux. L'idée dicte ses lois, il faut s'y tenir, et celui qu'elle habite doit y soumettre son existence.

L'aspiration désespérée au beau

En ce sens, les *Mémoires* forment davantage une profession de foi qu'une autobiographie, d'ailleurs délibérément incomplète : Berlioz s'y présente tel qu'il a voulu être, sans même chercher à se justifier, et les comptes qu'il règle avec des personnes réelles (Cherubini, Habeneck) sont seulement donnés en exemple des obstacles naturels auxquels il s'est heurté : les maternelles, les interprètes et, d'une manière générale, toute autorité qui pouvait s'opposer à l'exercice de sa liberté, celle-ci ne devant trouver de bornes qu'en elle-même. Ces *Mémoires* sont l'histoire d'une exigence insatiable, de la poursuite d'un absolu où l'autodénégation ne le cède jamais à la désillusion : le ciel est vide, le monde

est absurde, les chefs-d'œuvre sont périssables et peut-être imparfaits. L'aspiration désespérée au beau restant la seule raison de vivre, d'agir, d'aimer.

Les *Mémoires* sont d'une lecture attrayante mais nullement divertissante. Les traits d'esprit nous rappellent toujours, par contraste, que le fond est sérieux, grave même. Le triomphalisme des lettres d'Allemagne et de Russie, qu'on a comparées au bulletin de la Grande Armée de Napoléon, rappelle plutôt ce que Mozart écrivait à son père : il s'agit seulement de donner le change, de se rassurer.

Cela explique l'aspect de suspicion dans lequel on tient les *Mémoires* de Berlioz depuis leur parution en 1870, un an après la mort de l'auteur, selon sa volonté. Les retravaux successifs, jusque dans les années 30, ne se souciaient pas d'éclairer le lecteur sur la véracité des faits. En 1969, l'année du centenaire, Garnier-Flammarion avait fait précéder d'une préface de Pierre Citron une nouvelle édition en format de poche. Elle est épuisée

depuis quelque temps et on attendait une édition critique. Celle que nous propose à nouveau Flammarion, dans sa collection « Harmoniques », n'en est pas loin : mille cinq cents notes environ pour six cents pages, cela permet de s'y retrouver et, surtout, de constater, par les confrontations établies avec la correspondance et les documents d'époque, que les souvenirs de Berlioz étaient, dans l'ensemble, moins fantaisistes qu'on ne l'a dit.

La joie des cuistres

Pierre Citron, maître d'œuvre de la *Correspondance générale*, est assez familier de Berlioz pour avoir pu réaliser ce travail considérable dans les quelques mois qui lui furent impartis : dans sa hâte, il a laissé échapper quelques fautes – une trentaine – qui feront la joie des cuistres, mais n'empêcheront pas les autres de profiter de ces trésors d'érudition discrète. La préface, plus développée que celle de 1969, constitue la meilleure introduction à

la lecture des *Mémoires*. Signe des temps, sur la lancée de mai 1968, Pierre Citron insistait sur l'aspect contestataire de la révolution berliozienne. A présent, il se craint plus d'évoquer aussi le ralliement de Berlioz au Second Empire, quand « l'âge et l'expérience lui ont fait perdre ses illusions ».

A côté d'un tel monument, la réédition des *Mémoires d'un artiste* de Gounod, parues en 1896, risque de passer inaperçue. Les *Mémoires* n'occupent qu'une centaine de pages et s'arrêtent sur la création de *Faust*. Un choix de lettres, deux articles très pénétrants sur Berlioz et Saint-Saëns complètent cette petite anthologie de Gounod écrivain, que Claude Glayman a pris soin d'encadrer avec une biographie, une chronologie et une discographie. La musique et la personnalité de Gounod sont si méconnues au fond que cette réédition, même pourvue d'un appareil critique très léger, est une initiative des plus heureuses.

Né en 1818, Gounod n'a que quinze ans de moins que Berlioz : il partage les mêmes passions – celle

de Bach en plus – avec ce grand aîné qu'il admire, mais il ne se soucie pas d'aller au devant des mêmes échecs. D'ailleurs, le mouvement romantique qui porta Berlioz a rendu l'âme. Gounod n'en possède pas moins, lui aussi, une véritable nature d'artiste, mais elle est plus éclectique. Grand prix de Rome de composition en 1839, ses dons de dessinateur lui valent de collaborer avec Ingres, alors directeur de la villa Médicis, auquel il révèle en retour l'apré beauté des opéras de Lully. Rentré à Paris, s'il fait scandale, c'est en imposant Bach et Palestrina à l'Eglise des missions où l'on préfère les pots-pourris d'opéras comiques. En revanche, il se soumet au verdict du public qui accueille tièdement ses premiers ouvrages : *Sapho* et *la Nonne sanglante*. Il aura la main plus heureuse avec *Faust*, dont Berlioz admirera les meilleures pages. Tous les admirateurs de Berlioz n'ont pas cette clairvoyance.

GÉRARD CONDÉ

DIAGONALES

GRAND et petit personnel de la maison l'appelaient Claude, comme ils avaient fait avec Gaston. Cette familiarité égalitaire cachait mal qu'il y avait toujours une différence. Il ne suffit pas aux fils de grands hommes de se faire un prénom, comme il est dit. Il faut que ce prénom vaille nom de famille, à lui seul. Pour l'Histoire, le patronyme de Gallimard restera l'œuvre de celui dont le talent a changé les syllabes anonymes reçues au bercail en griffe de haute culture.

Il est d'usage de plaindre les héritiers d'un nom illustre – ne parlons pas de fortune. Ces faux veinards auraient plus de mal à tuer papa, puisqu'il leur paraît que ce meurtre s'impose. Vouloir la place de géniteurs négligeables demande moins d'intrépidité que s'ils sont révévés de tout le monde, et de soi.

L'affaire se complique si l'inné, l'acquis, ou les deux, poussent la fission à exister sur le terrain où excellait papa. On sourit de sa présomption. S'il ne manque pas d'exemples que le génie se transmet, fût-ce en lignes obliques (le cinéaste Jean Renoir et le biologiste Jean Rostand succédant à Auguste et Edmond), la règle, rassurante pour les boursiers de la notoriété, veut que ces miracles-là ne se répètent pas.

Le public se sent des droits sur ses idoles ; d'où les nasardes envers les fils à papa littéraires comme Jean-Pierre Goussier, Claude Mauriac, ou Philippe de Gaulle. Cette ironie n'est pas juste. Le privilège d'avoir des parents rares doit-il limiter le droit à sa propre chance ?

Le lien familial souffre de ces concurrences internes. Les pères célèbres ont du mal à se réjouir, si le rejeton les talonne, et à se désoler s'il y échoue. On voit de tout. J'ai entendu un écrivain sans importance tirer gloire de ce

Fils de quelqu'un

que ses enfants ne tournaient pas rond. « Que voulez-vous ? », expliquait-il, leur problème est celui de Claude Mauriac. »

L'épouse et mère ne pouvait que confirmer ce diagnostic, écrasant pour les gosses, flatteur pour le père. Les femmes d'artiste doivent blâmer sans cesse entre le culte obligé du maître et la sauvegarde de la progéniture. Pas simple.

Beaucoup de créateurs se sont vus sans descendance. Par respect, on dit certains, pour la liberté d'exister ou non, cette liberté qu'ils refusaient allègrement aux personnages de leurs livres. Claudel et Mauriac n'ont pas eu de ces vergognes : quatre enfants chacun. La foi dans le ciel et dans sa propre valeur doit aider à cumuler les deux sortes d'œuvres, ces deux manières de laisser trace.

LES fils spirituels n'ont pas moins de tourments, à succéder, que les héritiers du sang. Les uns et les autres sont intéressés à la mort du modèle. Vénérer et préparer la suite : deux attitudes qui ne se conjuguent pas sans rouerie, qui font douter de vos larmes, le jour venu.

La vague des commémorations va bientôt atteindre Jean Vilar, mort il y a vingt ans : comme quoi elle n'épargne pas les hommes réfractaires à tout ça. Les enfants du « patron », vous allez voir, vont rivaliser de trémoles. Or pas un seul n'est descendu à Avignon, quand quelques gauchistes débailes de 1968, aujourd'hui à l'aise, ont rendu Vilar mor-

tellement malade par leurs crachats. Pas un. La nouvelle du chahut étant connue, et l'essence revenue, aucun de nos reconnaissants éternels n'a sauté dans une deux-cheux pour montrer aux perçides en peau de lapin de quel bois il se chauffait.

Auront-ils un mot d'excuse ? Un mot de leurs parents ?

Même comédie autour du 10 mai. Adversaires et amis du président font mine de s'opposer des bilans et des idées, pour les dix ans d'Elysée, alors que seuls des pronostics d'échec chauffent les têtes. L'avenir politique appartient aux féroces.

PAS d'avènement sans trépas. Hériter est une école de haine souple, maquillée en désarroi. Sénèque, Shakespeare, Racine : les plus grandes œuvres nous préviennent des chuchotements meurtriers qui circulent autour des trônes. C'est le moment d'avoir l'œil sur les corbeaux de vocation. On les reconnaît, d'ordinaire, à leur miel, à ce qu'ils parlent à l'oreille du voisin, quand le cercueil tangué sur les épaules des croque-morts et cogne au bord des fosses.

Pourquoi parler si froidement des successions, de leurs lois et charnières immémoriales ?

C'est un trait commun aux fils de personne, qui n'ont eu aucune statue à déboulonner multiforme. Nous autres, orphelins de la débâcle, on a prétendu nous imposer comme papa de rechange un vieillard qui faisait la sortie des écoles avec des biscuits à la poule-sière. De quoi perdre goût, pour longtemps, aux piétés filiales.

Claude Gallimard était enfant de quelqu'un. A la fin, il en avait perdu jusqu'à la parole. Il n'y a pas de petits martyrs.

BERTRAND POIROT-DELPECH
de l'Académie française

nier et Bastille

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

1991-1992

صكنا من الامل

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Swaziland, un royaume face au sida

En Afrique australe les 800 000 sujets de Mswazi III apprennent à lutter contre le fléau sexuellement transmissible

MBABANE

de notre envoyé spécial

VENU du village royal tout proche, l'escorte composée de limousines et de motos Suzuki l'a déposé dans la vallée de l'Ezulwini, devant le tapis rouge du Centre des congrès, à deux pas du principal casino. Quelques guerriers ont hâté, en swazi, un hommage qui l'a fait sourire et après ceux, appuyés, des responsables de l'Organisation pour l'unité africaine et de l'Organisation mondiale de la santé, il a, tout simplement, royalement ouvert la quatrième Conférence des ministres africains de la santé.

A vingt-trois ans, fils du très vénérable Sobhuza II, Mswazi III règne depuis cinq ans déjà sur ce territoire de l'Afrique australe, confiné perdu de l'empire britannique âgé depuis bientôt trente ans aux marches de l'apartheid. Indépendant dès 1968, le royaume du Swaziland compte aujourd'hui environ 800 000 personnes et quelques milliers de réfugiés venus de deux pays frontaliers, le Mozambique et l'Afrique du Sud. Montagnes, eaux courantes, herbes souvent grasses et forêts de résineux, c'est un étrange et envoûtant pays, une sorte de Suisse à l'africaine dans laquelle on parle anglais et swazi. C'est aussi un lieu de « débauche » bien connu pour les riches familles blanches d'Afrique du Sud qui, oubliant leur rigueur coutumière, viennent jouer ici au golf et perdre leurs rande dans les casinos du Royal Swazi Sun ou de Pratas Pigg's Peak.

Ici, le premier cas de sida a été diagnostiqué l'année de l'arrivée de Mswazi III au pouvoir. Depuis, trente-cinq cas de sida déclarés ont été recensés dans l'ensemble du pays, touchant des adultes, hommes et femmes, mais aussi des nouveau-nés. Comme toujours en Afrique, de nombreux éléments laissent penser que le bilan officiel est nettement inférieur à la réalité. Le Swaziland est, vis-à-vis de cette épidémie, un important terrain d'observations, dans la mesure où les maladies sexuellement transmissibles - facteur important de la dissémination du



Mswazi III, dix-huit ans, roi du Swaziland, lors de son couronnement en 1986

virus - y sont très nombreuses, l'une des plus fréquentes des causes de consultations médicales.

Ainsi, comme une dizaine de pays d'Afrique ayant un fort taux de maladies sexuellement transmissibles et une séropositivité encore relativement basse, ce petit royaume d'Afrique australe est l'un de ceux où la prévention peut être la plus efficace (1). Il y a, toutefois, dès aujourd'hui, urgence, comme en témoignent les données épidémiologiques qui traduisent la diffusion croissante du virus dans la population.

Une étude réalisée en octobre et novembre 1990 auprès de deux mille cents personnes fournit des premières indications. Les taux de séropositivité les plus élevés sont trouvés chez les malades hospitalisés (6,8 %), les prisonniers (2,8 %) et chez les femmes venant aux consultations prénatales

(2,4 %). Le taux le plus bas (0,3 %) est trouvé chez les étudiants. L'infection touche avant tout les hommes âgés de vingt à trente-quatre ans et les femmes de quinze à vingt-quatre ans, vivant dans les zones urbaines, comme celle de Manzini, à proximité de l'aéroport.

Antécédents de syphilis

Le dépistage systématique chez près de trente mille donneurs de sang, mis en place au Swaziland dès le mois d'avril 1987 (2), fournit d'autres données plus inquiétantes. On est ainsi passé d'une séropositivité moyenne de 1,3 % en 1987 à 2,6 % en 1990 et, brutalement, à 3,6 % pour le premier trimestre de 1991. Plus généralement, les observateurs estiment que les nou-

velles contaminations surviennent en priorité dans les tranches d'âge vint-trois-vingt-huit ans et doublent actuellement tous les six-neuf mois. Ils soulignent aussi que l'épidémiologie du sida suit étroitement celle des maladies sexuellement transmissibles, les études montrant que les personnes contaminées par le virus ont presque toujours des antécédents de syphilis, de gonorrhée ou d'herpès génital.

Mais pouvait-on mieux faire ? Fortes de l'infrastructure médicale du pays - une douzaine d'établissements hospitaliers, publics ou privés, une centaine de médecins et autant de dispensaires - et de la gratuité totale des soins fournis dans les structures publiques, les autorités sanitaires du Swaziland ont rapidement fait appel à l'OMS et, dès octobre 1987, un plan de lutte était mis en place. On créa

ainsi un Comité national, dans lequel l'ensemble des acteurs potentiels étaient représentés. Loin d'adopter des mesures de coercition, on développa de diverses manières l'information du plus grand nombre en favorisant la promotion du *safer sex* et de l'usage du préservatif. Aujourd'hui, avec le plus grand dynamisme par M^{me} Monique Munz (OMS), ce plan de lutte est tout à fait opérationnel. Il a fallu pour cela enquêter sur les pratiques sexuelles, accepter la réalité et, surtout, chercher à composer avec elle.

Touristique, le Swaziland est aussi, un pays où la prostitution est très fréquente. Sur l'axe routier Mbabane-Manzini, à proximité des hôtels et des casinos, mais aussi, avec le déplacement durable de certains groupes (travailleurs de plantations ou de mines), au sein de la population swazi. Il faut aussi compter, ici, avec la prostitution homosexuelle, la polygamie plus ou moins reconnue, le rôle des conducteurs de camions (fréquents vecteurs en Afrique des maladies sexuellement transmissibles) ou celui des réfugiés. La lutte contre le sida impose ainsi de prendre en compte de manière glo-

bale de multiples données généralement ignorées, quand elles ne sont pas seulement occultées.

L'un des aspects les plus remarquables sans doute de la prévention développée à Mbabane par M^{me} Munz et son équipe tient au travail mené en étroite liaison avec les prostituées. Au terme d'une longue et patiente action, cette équipe vient ainsi de mettre au point une brochure que les prostituées, officielles ou pas, se chargeront de diffuser et qui traite dans le détail ce que l'on doit savoir dès lors que l'on a plus d'un partenaire sexuel.

JEAN-YVES NAU

Lire la suite page 16

(1) Selon la Banque mondiale, une dizaine de pays sont, en Afrique, dans cette situation. Il s'agit du Cameroun, de l'Éthiopie, du Gabon, de la Gambie, du Ghana, de la Guinée, du Nigeria, de la Somalie ainsi que du Lesotho et de Djibouti.

(2) Contrairement à ce qui avait été annoncé en 1987 par l'agence Reuter (Le Monde du 14 février 1987), le ministère de la santé du Swaziland n'a jamais décidé de lancer une campagne de dépistage systématique du sida dans ce pays.

La Bible ou la vie

Sur le terrain africain, les conflits entre les professionnels de la prévention du sida et les autorités religieuses sont souvent moins polés, plus vifs et peut-être plus constructifs que dans bien des pays industrialisés. En Ouganda, une récente affaire, rapportée dans le détail à Mbabane par le *Swazi Observer*, vient en témoigner d'une manière exemplaire.

A l'origine de cette polémique se trouve l'hebdomadaire ougandais *Topic*, qui, selon le quotidien du Swaziland, mène depuis longtemps déjà, avec courage et constance, une action efficace de prévention du sida et d'incitation à l'utilisation du préservatif. Tout se passait sans trop de difficultés jusqu'en novembre dernier, lorsque cet hebdomadaire publia une publicité sans équivoque. « La Bible peut sauver votre âme, mais ça [suivait la reproduction d'un conditionnement de « condom coloré », fabriqué aux États-Unis et « testé électriquement »] vous sauvera la vie. »

Des groupes religieux se sont alors émus, considérant qu'un tel parallèle préventif était blasphématoire. Différentes personnalités ont aussi saisi cette occasion pour partir en guerre contre l'usage des préservatifs, notamment accusés d'être des facteurs de décadence sociale. Certains adversaires du préservatif soulignaient même que la population ougandaise était en majorité ignorante des modalités précises de son utilisation, beaucoup allant - propos cont - jusqu'à les laver afin de pouvoir les réutiliser.

A l'opposé, les professionnels de la lutte contre le sida n'ont pu que rappeler qu'il s'agissait de la seule méthode efficace et réaliste de prévention. Ils l'ont fait avec d'autant plus d'énergie et de conviction que l'Ouganda est l'un des pays au monde les plus touchés par l'épidémie, le nombre d'orphelins y atteignant des proportions hautement dramatiques (1).

La polémique n'a fort heureusement pas laissé indifférents les pouvoirs publics ougandais, le président, Yoweri Museveni, annonçant à cette occasion une évolution de la politique adoptée dans ce domaine. Ainsi, après avoir officiellement encouragé la chasteté avant le mariage, la fidélité ensuite et condamné le préservatif, le discours officiel ougandais devra dorénavant inciter à l'usage des condoms.

Combien les chefs d'Etat africains devront-ils compter demain de malades, de morts et d'orphelins pour, forts de leur aura, oser, face à ce fléau moral sexuellement transmissible, tenir un véritable discours préventif et réaliste ? Un discours que certaines autorités religieuses tiendront certes pour condamnable ou blasphématoire, mais qui, quoi qu'on pense par ailleurs, est le seul aujourd'hui à pouvoir sauver la vie de millions d'êtres humains.

J.-Y. N.

(1) Sur ce thème, on peut se reporter à la dernière brochure de l'UNICEF intitulée *Enfants et sida : un désastre imminent*.

Le ciel troué de noir

Supposée depuis plus de deux siècles, l'existence des trous noirs reste à démontrer. Vient-on de découvrir le plus massif d'entre eux ?

EINSTEIN n'y put rien : invisibles et sans fond, insatiables, les trous noirs continuent de défier nos conceptions de l'espace et du temps. Poursuivis de l'esprit ? Réalités cosmologiques ? L'énigme demeure depuis près de deux siècles, et met en émoi les astronomes du monde entier.

Toujours mystérieux, déjà légendaire, ce monstre de l'astrophysique moderne commence pourtant à prendre forme. En 1989, on l'aurait aperçu, de très près, à 200 millions d'années-lumière de là. Aujourd'hui, on le soupçonne de régner sur une contrée plus éloignée encore : la galaxie NGC 6240, située à 300 millions d'années-lumière de notre planète. Des chercheurs américains viennent en effet d'y découvrir un objet sans nom, quarante à deux cents milliards de fois plus massif que notre Soleil (1). Dix à cent fois plus massif que le plus massif des trous noirs supposés, jusqu'alors, se trouver au cœur des galaxies actives.

Graal de l'astrophysique, le trou noir serait l'exemple le plus extrême d'un champ gravitationnel intense. Combien le cosmos en contient-il ? Une poignée, sans doute, mais peut-être des millions. Les plus petits, qui parsèmeraient l'univers comme les trous de gryffon, pourraient venir du commencement des temps - de ces fractions de seconde qui suivirent le Big Bang, durant lesquelles les régions les plus denses de la matière primordiale auraient engendré les pressions suffisantes à leur formation.

Les plus grands, les plus recherchés, seraient nés de la contraction sans fin de corps très massifs. Dès le dix-huitième siècle, le mathématicien français Pierre Simon de Laplace fut le premier à soupçonner l'existence de ce phénomène. « Il est donc possible que les plus

grands corps lumineux de l'univers soient par cela même invisibles », écrit-il en 1796. Intuition de génie (elle ne s'inspirait alors que des lois de Newton sur la gravitation), selon laquelle une étoile d'assez grande taille devait générer un effet gravitationnel tel que rien, pas même la lumière, ne pourrait s'en échapper. Un astre étant par son propre éclat, une étoile devenue trou noir.

Un accroc de l'espace-temps

Avec la relativité générale, l'intuition trouva sa théorie. Einstein faisait disparaître la notion d'espace absolu, mettait en loi la relation entre l'espace et le temps, et prouvait ainsi que, par sa seule présence, la matière modifiait son environnement. Le piège de la gravitation, qui se referme d'autant plus sur la matière que celle-ci est concentrée, pouvait désormais aller jusqu'à l'infinité.

Ainsi adviendrait-il des trous noirs, dont la masse est indifférente en théorie : un gramme, ou un milliard de fois la masse du Soleil, pourvu qu'elle soit concentrée dans un volume suffisamment restreint. Un trou noir aussi massif que le mont Blanc pourrait ainsi prendre place à l'intérieur du volume... d'un atome d'hydrogène. L'imagination s'y perd, et l'on en oublierait, presque que cette densité inouïe s'arrête au bord du gouffre. Car, au centre du trou noir, il n'y a plus de matière. Plus même de centre, plus de logique terrestre... Plus rien. On entre ici dans un accroc de la structure espace-temps, un système physique où le temps ordinaire cesse d'exister.

Ici, dans cet abîme presque métaphysique, la théorie veut que se joue une sorte de « fin des temps ». L'inverse du Big Bang, une quatrième dimension de l'uni-

vers dans laquelle un espace infini, après un temps très court, cesserait d'exister. Stephen Hawking, l'un des plus grands spécialistes mondiaux des trous noirs, ne dit-il pas qu'ils constituent « l'inexplicable pour expliquer l'explicable » ? Ni rayonnement, ni masse, ni chaleur, aucun paramètre concret de la physique ne permet de percevoir l'intérieur d'un trou noir, qu'il illumine seules les équations de la relativité.

Comment, dès lors, déceler la présence du monstre ? En étudiant les ravages qu'il fait autour de lui. Trahi par sa voracité, prêt à tout entraîner dans son autodestruction permanente, le trou noir sème le désordre au cœur des galaxies qui l'hébergent. Il chamboule la distribution des astres. Souleverse la matière, qui se love en spirale autour de ses frontières jusqu'à former un disque d'accrétion. Génère un champ intense de rayonnements durs (X ou gamma) qui, à son tour, modifie les régions célestes avoisinantes.

Refletées tôt ou tard par les données spectrales captées depuis la Terre, traquées par les plus grands télescopes et par les satellites astronomiques, ces catastrophes sidérales permettent ainsi de cartographier, avec plus ou moins de précision, l'environnement supposé des trous noirs. Et de tracer, au fil des années-lumière, la voie menant au bord du gouffre.

Au bord du gouffre

Il y a moins de deux ans, les astrophysiciens se sont ainsi approchés comme jamais de l'inconnu. Ils ont repéré, à 200 millions d'années-lumière de la Terre, au cœur d'une galaxie spirale (2), la présence d'un objet compact d'un milliard de masses solaires. Pendant huit mois, de décembre 1988 à juillet 1989, tous les télescopes

du monde se sont relayés pour le cerner au plus près. Mais l'expérience, à quelques jours-lumière près, s'est arrêtée. Quelques pas de plus et elle rejoignait la théorie.

Dans la galaxie NGC 6240, où vient à nouveau d'être détecté un objet d'une masse inouïe, les chercheurs n'en sont pas encore là. Grâce à une récente méthode d'analyse qui mesure la vitesse des gaz en orbite, ils savent seulement qu'il existe en cet endroit du cosmos un disque d'accrétion hautement énergétique, dans lequel la vitesse de la matière en rotation augmente de 800 km/s du centre à la périphérie.

Les lois de la gravitation l'affirment, le centre de ce disque héberge donc une masse extraordinairement compacte. Une masse sans doute équivalente à celle de tous les astres de la Voie lactée, condensée dans un volume dix mille fois plus faible, et qui n'émet aucune lumière, aucune radiation continue détectable par nos instruments de mesure.

Accumulation de naines brunes opaques ? Amas d'étoiles à neutrons ? Dans ce cas, les chercheurs ne s'expliquent pas comment une telle concentration d'objets aurait pu survivre à sa propre gravité. Reste alors l'hypothèse du trou noir, vestige d'un quasar très ancien qui se serait effondré sur lui-même. Le plus gigantesque trou noir jamais décelé, si gros, si massif, que l'on se demande comment l'âge de l'univers a pu suffire à sa formation.

CATHERINE VINCENT

(1) Parus dans *The Astrophysical Journal* du 10 avril 1990, ces travaux sont signés par Jonathan Bland-Hawthorn (Rice University, Houston), Andrew Wilson (université de Maryland) et Brent Tully (université de Hawaii, Honolulu).

(2) Il s'agit de la galaxie NGC 5548, connue de longue date pour héberger un noyau anormalement actif.

Conférence

Dans le cadre de l'exposition
IMPRIMER, EXPRIMER
mercredi 15 mai à 17h

“Utilisation et limites de la publication assistée par ordinateur (PAO) dans la presse”

par Roger Cottel, directeur technique du secteur graphique au Centre de formation et de perfectionnement des journalistes (CFPJ).

(accès libre)

cité des Sciences et de l'Industrie
30, avenue Corennon Cariou 75019 Paris. Métro Porte de la Villette
Informations (1) 40 05 73 32

EN VISITES

Claude SEIGNOLLE
BERRY TRADITION
100% COTON

SCIENCES • MÉDECINE

Les Celtes, ces premiers Européens

Rassemblés à Venise jusqu'au 8 décembre, plus de 2 200 objets prêtés par 200 musées de 24 pays témoignent de la grandeur et de l'originalité d'une civilisation

Le

Suite •

Qua
univer
ral (C
et dat
Lens)

En :
créati
agités
tre, o
Les
taigne,
Toulo
fort, r
tés, r
tratio
pas le
pôles
Bretay
fort, l
échap
décisi
unive
d'eson

L'i
démô
aléist
sagée
venit
ou E
doute
tale,
que l
et bu
ment
baiss
M. J.

La
trage
nière
sion
form
en p
deux
taires
que
facor
anier
tout,
chois
voit
quan
taire
augm
milli
trouv
lisati
augr

CA

Le
de f
joun
rava
emp
surv

Un
cycle
d'év
subi
parl
dont
app
pup
sist
rest
m
pays
plan
toit
ont
rien
con
ntra

La
veni
en
plus
ces
dan
facil
de
moi
ont
don
a ce
sent

VENISE

de notre envoyée spéciale

L'EUROPE des Douze fera un pas important vers son unité le 1^{er} janvier 1993. Cette étape paraît être une innovation totale pour notre vieux continent qui nous semble avoir été toujours émié entre des pouvoirs, des langues et des habitudes n'ayant guère de points communs. Certes, on sait que l'Empire romain englobait l'Europe de l'Ouest et l'Europe méditerranéenne, mais il s'étendait aussi à l'Afrique du Nord et à l'Asie mineure. Si bien qu'il n'était pas purement européen. En revanche, on oublie – ou on ignore – que la très originale civilisation celte a unifié une bonne partie de l'Europe, du sixième siècle (et peut-être même avant) au premier siècle avant Jésus-Christ, faisant vivre celle-ci, pendant plus d'un demi-millénaire, avec un art, des coutumes, une religion, une langue de base, des technologies communes, dont les traces peuvent se retrouver, si on sait les chercher et les voir, de l'Atlantique à l'Europe centrale.

En 1988, le Palazzo Grassi, l'institution culturelle de Venise, avait attiré plus de 750 000 visiteurs en présentant une exposition sur les Phéniciens, ce peuple de commerçants sémitiques qui a joué un rôle essentiel dans le monde méditerranéen pendant les trois derniers millénaires avant notre ère. Avec l'approche de l'unité européenne du 1^{er} janvier 1993, le Palazzo Grassi a voulu montrer l'importance des Celtes dans l'histoire et le développement de l'Europe.

Bien entendu, les Celtes n'ont pas surgi par génération spontanée dans l'Europe antique. Indo-européennes sans discussion possible, les tribus celtes ont dû arriver on ne sait trop quand, mais sûrement peu à peu, d'on ne sait trop où (d'Asie centrale ou occidentale peut-être). Quel qu'il en soit, elles étaient déjà installées en Europe centrale et occidentale lorsque les Grecs et les Etrusques ont commencé à s'intéresser à ces régions au sixième siècle avant Jésus-Christ.

Et il s'agissait incontestablement d'une même population puisque le même nom (« Celtes » et ses variantes « Gaulois » ou « Galates ») leur a été donné d'un bout à l'autre de l'Europe d'alors.

Il est non moins indéniable que les Celtes ne sont pas arrivés dans des régions vides. Ils ont donc sûrement assimilé des éléments des cultures antérieures qu'ils ont trouvés sur place. Les Celtes étaient industrieux, inventifs. Leur agriculture était prospère. Ils se sont multipliés. Ce qui les a obligés à entreprendre, dès les cinquième et quatrième siècles avant notre ère, des migrations successives massives. Mais pas à l'aventure. Ces importants mouvements de populations étaient organisés et faits le plus souvent après des négociations avec des tribus dont le nombre des membres s'était brusquement réduit pour des raisons que l'on ignore et avec d'autres tribus qui devaient laisser passer pacifiquement sur leurs territoires ces énormes colonnes migratoires. Cela supposait que les tribus celtes entretenaient depuis longtemps des contacts de voisinage ou de troc avec des peuples proches et lointains.

A partir du troisième siècle, le mercenariat a sûrement joué un rôle important dans les déplacements des Celtes : des groupes nombreux se déplaçaient à la recherche d'embauces. Les combattants gaulois, très valeureux, étaient très appréciés, en effet, dans toutes les armées des États méditerranéens.

Peu d'inscriptions

Les Celtes n'ont pas beaucoup écrit. Certes, ils ont transcrit leur langue dès le sixième siècle avant notre ère avec les caractères étrusques, comme l'a montré une inscription tracée sur un gobelet que l'on a découvert à Castelot-Ticino (dans la plaine du Pô). Plus tard, ils ont utilisé les alphabets grec ou latin, selon qu'ils se trouvaient dans des zones où prédominait l'influence grecque ou romaine. Mais il s'agit toujours d'inscriptions très courtes citant le plus souvent des noms de personnes.

Il y a bien le calendrier trouvé en 1897 à Coligny (Ain) et exposé (en



Tête en pierre d'une divinité «janiforme» du troisième siècle avant Jésus-Christ et provenant d'un sanctuaire à Roquepertuse (Bouches-du-Rhône). Musée d'archéologie méditerranéenne, centre de la Charité (Marseille)

temps normal) au musée de la civilisation gallo-romaine de Lyon, que Paul-Marie Duval (de l'Institut et ancien professeur au Collège de France) a publié et traduit (autant que faire se peut). Ce calendrier, un des plus longs textes connus en langue celte, a été gravé sur de grandes plaques de bronze à la fin du deuxième siècle de notre ère. Il couvre une période de cinq ans (un lustre) et, même incomplètement compris, il témoigne de l'extrême complexité de l'année liturgique gauloise, fondée tout à la fois sur le calendrier lunaire et le calendrier solaire : l'année gauloise comptait douze mois de vingt-neuf ou trente jours, si bien que, tous les deux ans

et demi, il fallait ajouter un mois intercalaire.

Au temps de la splendeur de la civilisation celte, les druides – la caste religieuse – étaient fort savants et assez bons mathématiciens pour être capables de faire les calculs nécessaires de tête. Ils étaient, en effet, absolument opposés à la mise par écrit de tout ce qui se rapportait à la religion – sans doute pour conserver leur pouvoir indispensable à la bonne marche de la vie des dieux et des hommes.

Après la conquête romaine, les élites gauloises favorisées par Rome se sont romanisées avec ardeur, si bien qu'à la fin du deuxième siècle de notre ère il ne devait plus y avoir

personne pour établir de tête le calendrier liturgique qui subsistait selon les anciens rythmes, même si beaucoup des dieux gaulois avaient été « habillés » de noms des divinités romaines.

Comme nous l'a expliqué Venceslas Kruta (École pratique des hautes études, Paris) (1), une des tâches les plus difficiles des organisateurs de l'exposition a été de choisir les 2 200 objets à présenter de façon que les visiteurs aient une bonne idée des périodes successives et de la répartition géographique, des capacités artistiques et techniques, de la romanisation et même de la « christianisation » de la civilisation celte. Nous ne pouvons pas, en effet, que l'Irlande chrétienne a été pendant plusieurs siècles le superbe conservatoire de celle-ci.

Des arbres-loupes

L'exposition, « mise en scène » par Gae Aulenti, est splendide par la beauté et la qualité des objets rassemblés, tous des originaux, sauf une minuscule barque votive faite en mince feuille d'or, trop fragile pour quitter le Musée national d'Irlande de Dublin. Tout juste peut-on regretter que les panneaux explicatifs soient seulement écrits en italien.

Mais il ne faut pas, pour cela, bouter l'immense plaisir que procure ce rassemblement tout à fait exceptionnel d'objets extraordinaires, dont certains ont été prêtés pour la première fois. Ainsi le merveilleux « chaudron » (plutôt un bassin cérémoniel) dit de Gundestrup, fait de plaques d'argent martelées et repoussées (dont une seule manque) pesant à elles toutes près de 9 kilos, trouvé en 1891 dans une tourbière du Jutland danois et qui n'avait jusqu'alors jamais quitté le Musée national de Copenhague. Ainsi les céramiques, les fibules, les armes, les torques, les bracelets d'Espagne ou du Portugal dont

certain, tout récemment mis au jour, sont montrés pour la première fois. Un de ces bracelets en argent, qui serpente très joliment, ne déparait pas une présentation de bijoux modern style.

Beaucoup des bijoux les plus beaux sont exposés dans des sortes de troncs d'arbre artificiels ouverts de deux côtés, dont un fait grosse loupe. Ainsi peut-on voir et apprécier les motifs minuscules splendides gravés par les orfèvres celtes, comme par exemple les tout petits chevaux ailés et velus qui s'arcboutent sur le diadème (ou le torque) en or massif de la dame de Vix (Côte-d'Or).

L'unité et la gloire, l'art et l'imagination de la civilisation celte éclatent aux yeux des visiteurs de l'exposition de Venise. « Pourtant, comme le déplore Venceslas Kruta, il n'y a pas dans les universités européennes une seule chaire consacrée à la culture celte ».

YVONNE REBEYROL

► « Les Celtes », Palazzo Grassi, sur le Grand Canal, Venise. Ouvert tous les jours, jours fériés compris, de 9 h à 19 h. Entrée : 10 000 lire (tarif réduit : 7 000 lire). Le catalogue, qui est tout à la fois un superbe livre d'images et une somme des connaissances sur les Celtes écrite par une centaine des meilleurs spécialistes : 840 pages, 55 000 lire. (Édité en italien et en anglais. Une version française est en préparation.)

(1) La direction scientifique de l'exposition a été assurée par Satorino Moscati (coordonnateur, université de Rome), Otto Hermann Frey (université de Marbourg, Allemagne), Venceslas Kruta, Barry Rathey (université de Dublin) et Miklos Szabo (université de Budapest). Ensamble Aslan (collections archéologiques et numismatiques de Milan) et Daniele Viali (université de Bologne) ayant en charge le secrétariat scientifique.

Swaziland, un royaume face au sida

Suite de la page 15

Cette brochure toute simple, merveille de pédagogie, résume de manière exemplaire ce qu'est le sida, ce qu'il n'est pas (3).

L'autre action ambitieuse concerne les enseignants. « Une fois qu'on a diffusé l'information essentielle sur le sida, ce qu'il est, comment on peut être contaminé et comment on peut s'en protéger, le plus important reste à faire, souligne M^{me} Munz. Il faut, en effet, traiter réellement le problème de la sexualité, analyser les raisons de tel ou tel comportement sexuel qui peut être à risque ».

C'est ainsi, par exemple, que les acteurs du programme national contre le sida entreprennent une série de réunions de travail à base de dynamique de groupe avec de nombreux enseignants volontaires des écoles primaires du Swaziland, afin que la prévention ne reste pas lettre morte auprès des enfants qui, ici comme dans de nombreux pays africains, ont une activité sexuelle très précoce.

Ainsi, le royaume s'organise. Les ministères concernés ont débouqué

des crédits non négligeables, les services sont distribués gratuitement dans de très nombreux endroits et la presse ne craint pas de parler clairement du fléau. Tout indique pourtant qu'il faudra attendre – longtemps, sans doute – avant de mesurer la portée des efforts accomplis. Les chiffres de séropositivité, pendant ce temps, augmentent, ce qui qu'on fasse, laissant paradoxalement penser que toute cette énergie est dépensée en vain.

Soucieux d'aller encore plus vite dans la prise de conscience générale, certains se prennent à rêver que le roi lui-même osera bientôt, publiquement, parler du sida et de la nécessité absolue de la prévention. Mswazi III le fera-t-il ? En quels termes un roi polygame (son père a eu plus d'une centaine d'épouses et plus de six cents enfants) pourra-t-il parler de sexualité à ce sujet ?

JEAN-YVES NAU

(3) « If you have more than one sexual partner, you should know... ». The AIDS Office. PO box 1119, Mbabane (Swaziland).

Jacques-Louis Lions, lauréat du prix du Japon

La déraison des mathématiques

L'homme est discret, presque effacé. Prudent jusqu'au silence. A quel bon se mettre en avant pour glaner des honneurs qu'il ne recherche pas. Mais qu'on lui parle de mathématiques et le voilà qui sort de sa réserve. L'œil s'allume, et Jacques-Louis Lions devient gourmand et laisse, en bon Ménéclon qu'il est, éclater sa passion. Avec cependant une retenue toute britannique.

Ce que j'aime dans les mathématiques appliquées, dit-il, c'est qu'elles ont pour ambition de donner du monde des systèmes une représentation qui permette de comprendre et d'agir. Et, de toutes les représentations, la représentation mathématique, lorsqu'elle est possible, est celle qui est la plus souple et la meilleure. Du coup, ce qui m'intéresse, c'est de savoir jusqu'où on peut aller dans ce domaine de la modélisation des systèmes, c'est d'atteindre les limites.

Modélisation de la forêt amazonienne, de sa croissance et de ses échanges avec l'atmosphère, si importante pour la climatologie de la région. Modélisation aussi du refroidissement d'une coulée d'acier pour les métallurgistes. Modélisation encore de la forme optimale du nez d'un avion pour s'affranchir des turbulences qui perturbent le vol. Modélisation, enfin, « presque hors d'atteinte aujourd'hui », du fonctionnement du cerveau.

Tout cela, c'est le terrain de jeu de Jacques-Louis Lions, qui, après avoir été président de l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (INRIA), partage désormais son temps entre sa fonction de président du Centre national d'études spatiales (CNES) et sa chaire au Collège de France sur l'analyse mathématique des systèmes et de leur contrôle. Un terrain de jeu propice aux découvertes si l'on en juge par l'honneur que vient de lui faire la Fondation du Japon pour la

science et la technologie. Après un an de sélection sévère – trois cent quatre-vingt-neuf candidats étaient en lice –, ses membres ont en effet décerné, le 25 avril dernier, à Jacques-Louis Lions le prix du Japon 1991 de mathématiques appliquées (1). Un prix important dont les Japonais veulent faire une



sorte de prix Nobel. Mais cet honneur fait à Jacques-Louis Lions ne lui tourne pas la tête. Sur sa contribution réelle aux progrès de ces mathématiques, l'homme reste discret. « Ce serait trop compliqué », dit-il. Et de citer pâle-mêle les glorieux anciens qui l'ont précédé et qui eux bien sûr...

D'abord von Neumann, le père de la discipline, qui a si bien su sentir, à la fin des années 40, tout le bénéfice que l'on pouvait tirer des premières machines à calculer, des premiers ordinateurs, pour décrire des systèmes aussi complexes que les phénomènes météorologiques. De fait, « l'ordinateur a tellement démultiplié les possibilités de notre discipline », dit-il,

que les mathématiciens ont aujourd'hui l'habitude de décrire les choses en événements BC (before computer) et AC (after computer).

Séduit par les idées de von Neumann lors d'un voyage aux États-Unis, Jacques-Louis Lions, frais émoulu de l'École normale supérieure – il a alors vingt-huit ans, – se laisse alors guider par un des disciples du maître, Peter Lax. Il s'engage d'autant plus sereinement dans cette voie – « J'ai toujours eu de la chance dans ce domaine », confesse-t-il – que ses précédentes recherches lui facilitent la tâche. Et le jeune mathématicien va se régaler. Comme lorsqu'il était élève dans un lycée à Nice.

« J'étais bon en maths, et, comme j'étais bon, je m'amusais et la vie devenait un plaisir », immodestie ? Non. Tout simplement lucidité. « Ayant eu de très mauvais profs de physique, je n'avais pas le choix, et ma voie était donc tracée ».

Un téraordinateur de rêve

Un chapitre important pourtant, car les besoins en modélisation de systèmes « sont partout ». Dans la conduite des centrales nucléaires comme dans l'exploitation des champs d'hydrocarbures. Dans la gestion des produits bancaires comme dans celle des trains de l'amiroir. Et les résultats sont extraordinaires. « Avec les maths, constate Jacques-Louis Lions, devenu aujourd'hui président de l'Union mathématique internationale, on tombe toujours sur des surprises ; celle par exemple de voir que des phénomènes aussi différents que la banque et le

refroidissement d'une coulée d'acier sont mathématiquement décrits par des modèles analogues ».

C'est cela, en quelque sorte, la puissance du raisonnement des mathématiques « décrite par Wigner dans un article publié dans les années 50 ». Et c'est au nom de ce raisonnement que Jacques-Louis Lions travaille maintenant sur des modèles relatifs au climat et à l'environnement, car, « même si c'est difficile, ça l'est moins que le raisonnement ». Deux domaines dont l'importance n'échappe à personne et qui devraient être bientôt au centre des conversations que les ministres de l'Europe spatiale auront en juillet à Bonn.

Mais pour cela la puissance du raisonnement ne suffit pas, et Jacques-Louis Lions, qui répète à l'envi qu'il ne faut pas perdre son temps, rêve d'un monstre, un « téraordinateur » (2), capable de lui offrir les capacités de calcul (1 000 milliards d'opérations par seconde) et de mémoires rapides (1 000 milliards de bits) dont il a besoin. Bref, de quoi aller vite en besogne, mais peut-être pas aussi vite que son fils, mathématicien lui aussi, et dont il dit dans un sourire qu'il est plus rapide que lui...

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Institut en 1985, le prix du Japon (environ 2 millions de francs) récompense, chaque année, dans deux disciplines différentes, les scientifiques dont les découvertes ont contribué à une évolution qualitative des conditions de vie de l'humanité. En sept ans d'existence, outre Jacques-Louis Lions, trois Français ont été lauréats de ce prix : Georges Yverdy en 1988 pour ses travaux dans le domaine de l'énergie ; Luc Montagnier, en 1989, pour sa découverte du virus du sida et ses recherches d'aide au diagnostic ; Xavier Le Pichon, en 1990, pour son apport à la biologie.

(2) Du grec téra, téraocto « monstre ».

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lasourne, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Guille, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Amaral, Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1989)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Téléphone : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 48-60-30-10

صلى الله عليه وسلم

opéens

biens prêts
ville d'une civilisation

Le Monde

aziland, un royaume
au sida

Le Monde

Le Monde

Le Monde

19 L'industrie franco-allemande
L'APRIL et la réforme de la retraite

20 Marchés financiers
21 Bourse de Paris

22 Un nouveau quotidien en Suisse en septembre
La modernisation de la télévision dans les DOM-TOM

BILLET

Périlleuse
liberté du ciel

La libéralisation du ciel français débute le mardi 7 mai. A partir de cette date, Minerve, filiale du Club Méditerranée, concurrence Air Inter et Air France sur l'ordre de Bruxelles en ouvrant une desserte Paris-Nice.

Pour souligner l'inconfort des vols d'Air Inter, Minerve a décidé d'équiper ses avions MD 83 de McDonnell Douglas avec des classes «affaires» et «économiques» où sont servis gratuitement repas, cotillons et boissons à toute heure. Les passagers de ses trois vols quotidiens Paris-Nice profitent de quelques centimètres de plus pour leurs jambes en classe «économique» et de sièges en cuir en classe «affaires». Les prix, en revanche, sont alignés sur ceux d'Air Inter, c'est-à-dire qu'un aller-retour en classe «affaires» coûte 2 320 francs et en classe «économique» 1 850 francs. Les réductions font tomber le prix du billet jusqu'à 770 francs.

Tout n'est pas rose pour le challenger de la compagnie intérieure. Les suites de la guerre du Golfe et l'atonie de l'économie maintiennent la demande de transport aérien au-dessous de son niveau normal. En outre, ni la clientèle ni le réseau des agents de voyage n'ont l'habitude d'acheter des billets au nom de Minerve.

D'autre part, si Air Inter n'offre pas une qualité de confort très élevée, elle propose, sur la même ligne, quinze fréquences par jour, soit un vol à l'heure dans chaque sens, et elle garantit un avion de renfort en cas de panne. Air France conserve six vols quotidiens. Le point fort d'Air Inter est sans conteste les coûts extrêmement bas que lui vaut l'utilisation d'appareils comme l'Airbus A300 (314 sièges) et l'Airbus A320 (172 sièges) plus productifs que les MD 83 (148 sièges). Air Inter est l'une des compagnies européennes les moins chères.

Le match entre le groupe Minerve-Air Liberté et le groupe Air Inter-Air France ne se jouera pas seulement sur Paris-Nice. Le groupe privé a obtenu, au total, treize lignes internationales où il affrontera son concurrent public et qui lui permettront, peut-être, de réussir son passage du charter au transport régulier.

ALAIN FAUJAS

225 000 salariés supplémentaires, mais 26 000 chômeurs de plus

L'emploi en 1990 : bons résultats
premières difficultés

Avec le recul, 1990 apparaît sans doute comme un bon millésime pour l'emploi. Les créations de postes ont été encore assez nombreuses, et, s'il a augmenté, le chômage ne s'est pas trop aggravé. Mais, outre que les mois à venir seront plus difficiles, à voir la façon dont la tendance s'alourdit depuis un trimestre, on découvrira aussi que tous les dangers étaient déjà accumulés en 1990.

A priori, tout va bien. Malgré un PNB qui a reculé de +4,1 % en 1989 à +2,8 % en 1990, l'économie française a encore été capable de créer 225 000 emplois supplémentaires dans les secteurs marchands non agricoles, selon les statistiques provisoires du ministère du travail. Dans l'absolu, le rapport est proportionnellement meilleur que l'année précédente, puisque le haut niveau d'activité d'août ne s'était traduit que par 300 000 salariés de plus.

Toujours en décalage, et montrant davantage d'optimisme, l'INEDIC va plus loin. D'après ses premiers décomptes, les entreprises soumises à la cotisation au régime d'assurance-chômage, forcément sensibles à la conjoncture, auraient dégagé 310 000 emplois en 1990, soit 2,3 % de mieux, contre 420 000 et 3,2 % d'augmentation en 1989.

A champ identique – entreprises privées et publiques mêlées – l'INEDIC assure même que la croissance des effectifs salariés a été de 1,9 % au cours de l'année, et donc légèrement supérieure au chiffre de 1,6 % annoncé par l'INSEE, qui estime en outre que l'emploi total (salarié et non salarié) s'est bien tenu avec une hausse de 243 000 (+1,1 %), en comparaison des 267 000 de 1989 (+1,2 %).

L'ajustement
retardé

En réalité, le ver est dans le fruit, confirme-t-on de toutes parts. D'abord, ces résultats n'ont pas empêché le chômage d'augmenter à nouveau, pour la première fois depuis 1987, avec près de 26 000 chômeurs de plus dans l'année. Cela vient renforcer une observation déjà faite : aussi satisfaisant soit-il, le mouvement de création d'emplois n'est pas assez puissant pour absorber la demande (2,6 millions inscrits à l'ANPE) et, surtout, n'en réduit pas mécaniquement le nombre dans les mêmes proportions.

Pis, un ralentissement sur le marché du travail se traduit aussitôt par une aggravation plus rapide que n'avait été la diminution. Faut-il le

rappeler, 1988 et 1989, années fastes pour l'emploi, ne s'étaient-elles pas soldées, respectivement, par 30 000 et 60 000 chômeurs de moins, seulement ?

Il y a ensuite une autre raison, jugée bonne par M. Michel Rocard, qui en retient le dynamisme démographique, et qui se résume à l'évolution de la population active. En 1990, celle-ci se serait accrue de 269 000 personnes candidates à une activité, et dont la venue a forcément freiné l'adéquation entre l'offre et la

demande. Le phénomène serait d'autant dû à l'arrivée de jeunes à la recherche d'un premier emploi, longtemps retardée par la prolongation de la scolarité, qu'au retour des inactifs (des femmes en particulier), attirés par les perspectives de reprise.

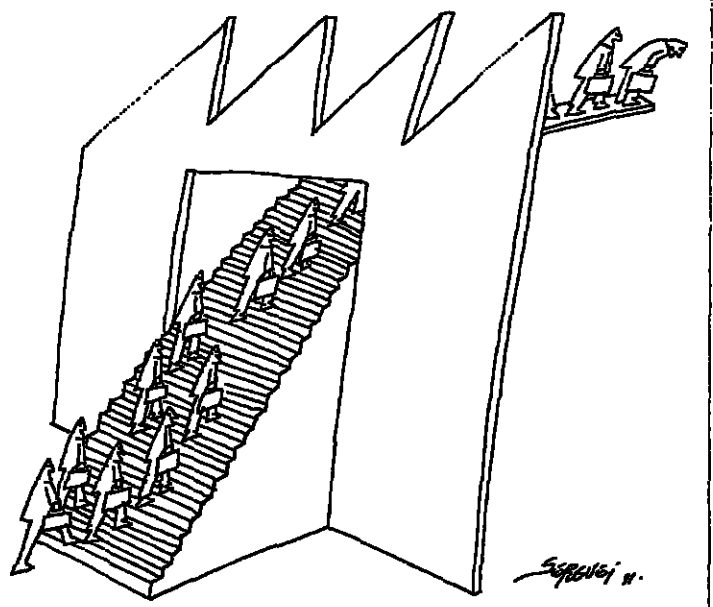
Si l'on ajoute à cela que le nombre de bénéficiaires de la politique gouvernementale de l'emploi a augmenté de 70 000, que celle-ci a concerné 1 281 000 personnes au total, et que 30 000 chômeurs de plus ont été ainsi évités, on mesure que la situation d'aujourd'hui a de quoi frapper.

Mais une dernière série d'indices n'est pas plus rassurante. En cours d'année, l'emploi a subi avec retard l'effet du ralentissement économique, qui ne s'est vraiment manifesté que pendant le deuxième semestre. Sur ce point, l'INEDIC (+0,9 % en brut, +0,3 % en données corrigées au quatrième trimestre) et les services statistiques du ministère du travail s'accordent. Du coup, les gains de productivité se sont affaiblis, passant de +1,8 % en 1989 à +0,6 %, pour compenser le maintien d'effectifs que le niveau d'activité ne justifiait pas.

On voit bien ce qu'il s'est passé et qui risque de se reproduire. Paradoxalement, 47 % des entreprises connaissent des difficultés pour embaucher le personnel qualifié dont elles ont besoin. En raison de ces tensions, elles ont accepté une hausse de 5,1 % du taux de salaire horaire net, plus précisément de 6,1 % pour les ouvriers qualifiés. En conséquence, elles ont aussi augmenté le pourcentage de leurs embauches sous contrat à durée indéterminée. Mais, parallèlement, elles ont fait porter l'essentiel de leurs efforts d'adaptation à la conjoncture sur les emplois précaires ou peu stables.

De toute manière, le mal est là. Si les entrées au chômage ont diminué de 1,7 % en 1990, le nombre des sorties de l'ANPE a lui aussi baissé de 2,9 % et les retours dans un emploi restent, en moyenne, de 39,1 % en 1982. L'amélioration réussie pour les jeunes de moins de vingt-cinq ans à coups de mesures est interrompue. Seuls les chômeurs âgés et les chômeurs de très longue durée sont épargnés, mais pour combien de temps ?

ALAIN LEBEAUE



Traité entre l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay

Un « marché commun »
dans le bassin de la Plata

La capitale du Paraguay, Asunción, a connu une effervescence inhabituelle le 26 mars. Le président paraguayen, M. Andrés Rodríguez, et ses homologues du Brésil, M. Fernando Collor de Mello, d'Uruguay, M. Luis Lacalle, d'Argentine, M. Carlos Menem, se sont réunis ce jour-là pour assister à la signature, par leurs ministres des affaires étrangères, du traité qui donne naissance au Mercosur, le futur marché commun du cône sud. Fin avril, les ministres des quatre pays ont expliqué à Bruxelles les modalités de leur traité.

Pendant une période de transition (1991-1995), les droits de douane seront réduits, à un rythme de 20 à 25 % par an, de façon que le 1^{er} janvier 1995, ils soient complètement éliminés. Alors la zone de libre-commerce commencera à acquérir les caractéristiques d'un véritable marché commun : libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes ; tarif extérieur douanier commun ; coordination des politiques économiques (agriculture, industrie, transport) et même financières et monétaires.

Les décisions politiques seront confiées au « Conseil » du Mercosur, formé par les ministres des affaires étrangères et de l'économie des pays membres. Comme dans la CEE, la présidence «tournera» tous les six mois. L'organe exécutif permanent sera le «groupe» de ce futur marché commun, au sein duquel les Etats membres adopteront leurs décisions par consensus.

Un changement
radical

En théorie, le Mercosur existe déjà. Il forme un ensemble sous-régional impressionnant. Dans la pratique, comment quatre économies aussi inégales – deux «grands» lourdement endettés, en proie à l'hyperinflation et à l'instabilité, deux «petits» en relative bonne santé mais vulnérables quant à leur appareil productif – vont-elles réussir à s'ajuster entre elles ?

La volonté politique existe. C'est une révolution, car les deux vieux rivaux du bassin de la Plata – le Brésil devenu «riche» et l'Argentine devenue «pauvre» – se sont montrés les dents pendant des décennies. Un changement radical est intervenu au milieu des années 80 : fin des dictatures qui avaient exacerbé la méfiance réciproque. Discrédités par leur échec économique et leur vio-

lence répressive, les militaires argentins, brésiliens, uruguayens se retiennent, laissant derrière eux une situation effroyable. Sauf au Brésil, où le sens de l'intérêt national a toujours prévalu, l'argent des dettes contractées a été gaspillé.

Dans la petite ville frontalière de Foz-de-Iguazu, j'ai eu des entretiens très cordiaux avec le président du Brésil, José Sarney, le 30 novembre 1985, se souvient l'ancien chef d'Etat argentin, M. Raul Alfonsín. «N'était-il pas absurde de rivaliser, au lieu d'adopter une perspective de croissance commune ? Auparavant, des problèmes sérieux s'étaient posés, avec le barrage hydroélectrique d'Itaipu (1). Après avoir inauguré le pont Tancredo Neves, j'ai dit à Sarney : je veux aller à Itaipu. Il a été très surpris. Mais bien sûr, a-t-il répondu. Voilà qui a beaucoup réchauffé l'atmosphère. Nous avions tous deux compris la nécessité de l'intégration, qui est d'abord et avant tout un projet politique. Le retour à la démocratie a constitué un facteur décisif. La meilleure preuve, c'est qu'à cette époque nous n'avons pas songé un instant à inclure le Paraguay de Stroessner, encore moins le Chili de Pinochet.»

Dès 1986, des accords d'intégration furent signés. Il ne s'agissait pas seulement d'augmenter les échanges commerciaux, mais de travailler à des projets communs, dans des domaines nouveaux tels que la biotechnologie, ou dans d'autres qui représentaient de véritables symboles de l'ancienne rivalité : industrie nucléaire, industrie aéronautique, énergie sous ses diverses formes et même fabrication d'armes.

Autre objectif : innover face aux schémas traditionnels, selon lesquels le Brésil vendait à l'Argentine des produits manufacturés et lui achetait du blé. On allait favoriser non seulement les échanges de matières premières (blé ou gaz argentin contre minerais de fer ou bois brésilien, par exemple), mais surtout ceux de biens d'équipement. Pour «grandir ensemble» et développer la complémentarité entre les deux industries.

Quels sont aujourd'hui les résultats ? Le montant des échanges bilatéraux a pratiquement doublé, atteignant 2,2 milliards de dollars en 1990, avec un solde largement positif pour l'Argentine, ce qui trahit avec le passé. La part des biens manufacturés, dans ces échanges, est passée de 25 % à 40 %.

FRANÇOISE BARTHÉLÉMY

Lire la suite page 18

ATT rachète NCR
pour 7,4 milliards de dollars

Après plus de cinq mois de bataille boursière, American Telephone Telegraph (ATT), un des leaders mondiaux des télécommunications, et la firme informatique National Cash Register (NCR) ont annoncé, lundi 6 mai, être parvenus à un accord aux termes duquel le cinquième fabricant américain d'ordinateurs accepte d'être racheté par ATT pour 7,4 milliards de dollars (43,3 milliards de francs).

Le suspense durait depuis la fin de l'année dernière. C'est en décembre 1990 qu'ATT a commencé à se lancer à l'assaut du fabricant d'ordinateurs sous forme d'une OPA amicale d'un montant d'environ 6 milliards de dollars. Mais NCR, qui estimait valoir beaucoup plus cher, a mené la vie dure au géant des télécoms au point de l'obliger à changer de stratégie.

En effet, face à la résistance du fabricant d'ordinateurs, ATT a décidé, le 21 avril, de relever le prix proposé à 110 dollars l'action (au lieu de 90 dollars précédemment). Et pour éviter d'avoir à déboursier 1,4 milliard de dollars supplémentaires, ATT a renoncé à payer comptant et troqué la formule de l'OPA pour celle de l'offre publique d'échange.

Même si l'issue de la bataille était prévisible, il n'était pas question pour ATT de risquer de la perdre. Après le mariage raté il y a dix ans

entre IBM et le téléphoniste Rolt, cette nouvelle alliance entre les télécoms et l'informatique a une dimension exemplaire. Depuis la fin des années 70, en effet, les spécialistes avaient prédit que les deux secteurs devaient se rapprocher. Les technologies convergent, les ordinateurs peuvent être reliés les uns aux autres et échanger des données informatiques d'un bout à l'autre de la planète.

Mais tous les industriels n'ont pas choisi les mêmes stratégies. Chez les européens, le métier d'opérateur et d'industriel est séparé. En France, France Telecom distribue et Alcatel fabrique ; la division est semblable en Allemagne entre Bundestelekom et Siemens.

L'américain ATT, en revanche, mène de front les deux métiers. D'où l'importance pour lui de l'acquisition de NCR, qui viendra renforcer sa division informatique déficitaire d'au moins 2 milliards de dollars ces dernières années. Créé en 1884 dans l'Ohio, NCR est particulièrement performant dans le secteur des caisses enregistrees et les équipements bancaires informatisés tels que les distributeurs automatiques de billets.

Sous réserve de l'approbation des actionnaires des deux sociétés, cet accord devrait aboutir à la constitution d'un groupe de 44 milliards de dollars (257,4 milliards de francs) de chiffre d'affaires et employant 328 000 personnes.

F. Ch.

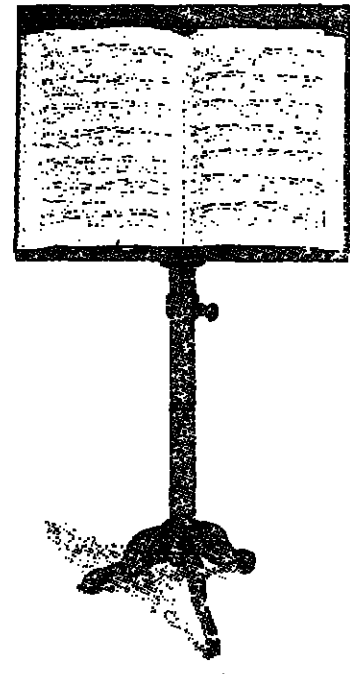
Montée
du chômage partiel

Commencé au deuxième trimestre de 1989, le coup de frein donné à l'expansion de l'interim s'est peu à peu renforcé, notamment dans l'industrie manufacturière, l'automobile et le bâtiment-travaux publics. La croissance du nombre de missions, d'une durée moyenne plus courte, a été ramené de +22,4 % à +12,4 % en 1990. Sur l'année, l'équivalent de 7 700 emplois auraient ainsi été perdus. Même constatation en ce qui concerne le volume des contrats à durée déterminée, eux aussi en baisse, bien qu'ils représentent encore 65,7 % des recrutements. On en avait compté 281 100 de plus en 1989 : il y en aura eu 76 500 de moins en 1990.

Plus net encore aura été le recours au chômage partiel, qui est devenu massif en fin d'année. Brutalement, 1,1 million de journées indemnisées à ce titre ont été enregistrées au dernier trimestre, contre une moyenne de 445 000 pour les trois premiers. Sur l'ensemble de l'année, on est passé de 1,8 million de journées en 1989 à 2,4 millions, et l'on évoque maintenant un rythme annuel compris entre 4 et 6 millions.

Tous ces germes se retrouvent dans l'évolution actuelle. L'ensemble des

Voici le genre de best seller le plus lu à Tours cet été.



Rassurez-vous, il existe un deuxième best-seller que vous pourrez lire plus facilement : le programme de l'Étude Musicale. Montserrat Caballé, Michel Corboz, Sviatoslav Richter, Philippe Herreweghe, Yvonne Bushnet, interprètes prestigieux de Mozart, Monteverdi, Bach, Haydn, Vivaldi, Dvorak, combinent les mélodies les plus exigeantes. D'autant que Tours mêle la danse moderne à la musique, le chant à

l'enseignement, au cours de plus de 40 manifestations. Plus de trois mois d'enrichissement pour ceux qui ont la bonne idée de vivre à Tours ou d'y passer des vacances intelligentes. Preuve que la musique adoucit les mœurs, le culture qu'elle génère est tout le contraire de l'insécurité. Demandez le calendrier des repoussances au 47 21 06 54, c'est déjà un petit de musique et un excellent stimulant intellectuel.

TOURS

A Tours, la matière grise prend des couleurs.

ÉCONOMIE

Un « marché commun » dans le bassin de la Plata

Suite de la page 17

Signe des temps : un couloir routier de fer fonctionne depuis janvier 1989 entre Buenos-Aires et São Paulo.

Lorsqu'ils scelleront une entente historique, MM. Alfonsín et Sarney étaient surtout soucieux des relations Sud-Sud. Les pays en développement étaient outrés par la façon qu'avait le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) de libéraliser les échanges en privilégiant, selon eux, les pays industrialisés. Contre ces derniers, à l'époque, l'Argentine et le Brésil souhaitaient conclure une sorte de pacte d'auto-défense. La vision de leurs successeurs, tous deux élus à la présidence en 1989, fut différente, plus agressive. Pour MM. Collor de Mello et Menem, qui sont des pragmatiques engagés dans la voie du libéralisme, l'objectif est de s'unir pour mieux s'insérer dans le marché mondial.

Deux raisons fondamentales expliquent ce coup d'accélérateur. La pre-

mière est la recomposition de l'espace économique mondial, où se dessinent trois puissants blocs : l'américain, l'euro-péen, l'asiatique. L'Amérique du Sud se sent isolée avec des wagons décrochés du train. La seconde s'explique par l'initiative pour les Amériques que le président George Bush a formulée en juin 1990 et qui propose, entre autres choses, de créer une zone de libre commerce allant de l'Alaska jusqu'à la Terre de feu.

De 150 à 200 millions de consommateurs

Avatar moderne de la doctrine de Monroe (1823), qui réservait « l'Amérique aux Américains », cette offre n'a rien de philanthropique. Il serait fort intéressant pour Washington que les principales économies sud-américaines ne s'intègrent pas entre elles, mais adhèrent une par une au nord de l'hémisphère. Écrasés par leur énorme déficit budgétaire et commercial, les États-Unis redécouvrent en

quelque sorte l'Amérique latine, après la fixation que le président Ronald Reagan avait faite sur le Nicaragua sandiniste et la guérilla du Salvador.

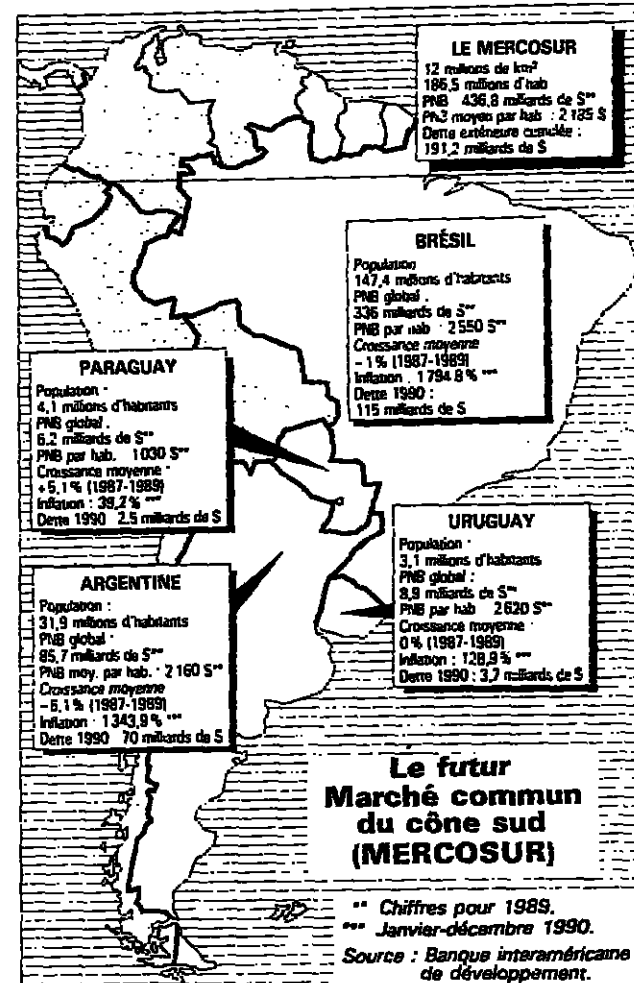
La région n'est en rien négligeable : entre 150 et 200 millions de consommateurs solvables ; une gigantesque réserve de matières premières, dont le pétrole du Mexique et du Venezuela ; une position stratégique pour le contrôle du sud des océans Pacifique et Atlantique, ainsi que pour l'accès à l'Antarctique.

Face au chant de sirène de M. Bush, et à son rêve panaméricain, les Latins restent prudents. Utilisant les possibilités qu'offre l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI), fondée en 1980 (2), ils consolident leurs alliances sous-régionales, redonnant de la vigueur au pacte andin (Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou, Venezuela), au Marché commun centre-américain (Costa Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Salvador) ou créant des entités nouvelles comme le groupe des Trois (Mexique, Colombie, Venezuela) ou l'ambitieux Mercosur. Les hommes d'affaires brésiliens et argentins sont conscients des risques de la concurrence, mais ils estiment généralement que le danger premier est de rester en dehors d'un marché aux énormes potentialités.

Le Paraguay est un pays agricole (coton, soja, élevage), où les industries n'existent pratiquement pas. Le dictateur Alfredo Stroessner (1957-1989) n'a pas cherché à développer son pays, mais à profiter d'un système de corruption généralisé. La contrebande demeure l'activité la plus lucrative. Que signifiera l'inclusion du Paraguay dans le Mercosur ? Sans doute un renforcement de la présence brésilienne, déjà sensible avec l'installation massive d'agriculteurs brésiliens sur des milliers d'hectares de terres paraguayennes.

Les Argentins ne restent pas inactifs. Mettant fin à une longue mésaventure, le président Carlos Menem et son homologue paraguayen, M. Andres Rodriguez, ont signé en février un accord de réciprocité commerciale et énergétique, concernant notamment des livraisons de pétrole argentin.

Si, à Asunción, les autorités montrent de l'enthousiasme devant la perspective d'un marché commun, il n'en va pas de même à Montevideo. Certes, la capitale est devenue une



électorat comme des messies salvateurs ? Les présidents Collor de Mello et Carlos Menem s'enfoncent dans le discrédit. A cause du chômage croissant, de la hausse des prix, de l'extension de la misère. « Le Brésil est certainement l'un des pays où la répartition des revenus est la pire qui soit », souligne M. Robert Apy, du journal O Estado de São Paulo.

La lancinante question de la dette

Comment parler dès lors sur le succès du Mercosur ? Le Chili se montre fort prudent, qui préfère pour l'instant un accord bilatéral avec les États-Unis. Ceux-ci aspirent à resserrer leur emprise sur une région qui, au bout de la « décennie perdue » (entre 1980 et 1990, le niveau de vie des Latino-Américains a reculé considérablement), dépend toujours plus d'eux en matière commerciale. Est-elle condamnée à rester enfermée dans la « zone dollar » ?

Le 29 avril, les ministres des quatre pays signataires du Mercosur sont venus à Bruxelles expliquer les modalités de leur traité à la Communauté européenne. Celle-ci soutient les efforts d'intégration, aux termes de la déclaration signée en décembre 1990, à Rome, entre les Douze et les onze membres du groupe de Rio (3). Mais la CEE fera-t-elle à ses lointains cousins — proches par l'histoire et par la culture — les concessions qu'ils demandent, notamment en matière agricole ?

A voir l'impasse où se trouve l'Uruguay Round, on peut en douter.

FRANÇOISE BARTHÉLÉMY

CONSEIL DE PARIS

Modification du champ d'application du droit de préemption urbain et instauration du sursis à statuer

Par délibération du 25 mars 1991, le Conseil de Paris a apporté des modifications au champ d'application du droit de préemption urbain conformément aux dispositions de l'article L. 211-4 du code de l'urbanisme.

Seront désormais soumises au droit de préemption urbain renforcé les aliénations et cessions intervenant dans les propriétés suivantes sises à Paris (14) :

- 8, rue de la Gaîté, 2, rue Jolivet
- 24-26, rue de la Gaîté - 67, avenue du Maine (partie côté rue de la Gaîté)
- 21, rue de la Gaîté (partie arrière)
- 25, rue de la Gaîté
- 27, rue de la Gaîté
- 20 bis, rue de la Gaîté - 2, rue Vandamme

En outre, les projets ayant motivé l'instauration du droit de préemption urbain renforcé ayant été pris en considération, en exécution des articles L. 111-8 et L. 111-10 du code de l'urbanisme, il pourra être sursis à statuer sur toute demande d'autorisation concernant des travaux, constructions ou installations susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation des opérations éditoriales.

(Publicité)

PRÉFECTURE D'EURE-ET-LOIR

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

PROJET D'ÉLARGISSEMENT A 2 X 3 VOIES DE L'AUTOROUTE A 11

Communes de CHARTRES - LE COUDRAY MORANCEZ - THIVARS - VER-LÈS-CHARTRES MIGNIÈRES

Il est porté à la connaissance du public que, conformément à un arrêté préfectoral en date du 25 avril 1991 et en application de la loi du 12 juillet 1983, il sera procédé à une enquête publique relative à l'élargissement de l'autoroute A 11 sur les sections reliant CHARTRES-EST à THIVARS du 27 mai jusqu'au 28 juin 1991 inclus.

Les dossiers concernant ce projet seront déposés en préfecture d'EURE-ET-LOIR, Bureau de l'Urbanisme et du Cadre de Vie (poste 70-96) et dans les mairies de CHARTRES - LE COUDRAY - MORANCEZ - VER-LÈS-CHARTRES - THIVARS et MIGNIÈRES afin que les intéressés puissent en prendre connaissance aux jours et heures d'ouverture habituelle au public de la préfecture et des mairies.

Durant cette période chacun pourra consigner ses observations sur le registre ouvert à cet effet ou les adresser par écrit à l'attention du commissaire-enquêteur.

M. Gérard FOUET, ancien colonel, directeur départemental de la prévention routière - domiciliée 8, rue de la Vallée-de-l'Eure 28800 LUSIGNY - est désigné comme commissaire-enquêteur par le tribunal administratif d'ORLÉANS.

Il recevra le public dans les mairies de :

- CHARTRES : le mardi 28 mai 1991, de 9 h à 11 h ; le vendredi 28 juin 1991 de 14 h 30 à 16 h 30.
- LE COUDRAY : le mercredi 29 mai 1991, de 9 h à 11 h ; le vendredi 28 juin 1991 de 9 h à 11 h.
- MORANCEZ : le vendredi 31 mai 1991, de 14 h 30 à 16 h 30 ; le mercredi 26 juin 1991 de 14 h 30 à 16 h 30.
- VER-LÈS-CHARTRES : le lundi 3 juin 1991, de 9 h à 11 h ; le mercredi 26 juin 1991, de 9 h à 11 h.
- THIVARS : le mercredi 12 juin 1991, de 9 h à 11 h.
- MIGNIÈRES : le vendredi 21 juin 1991, de 9 h à 11 h.

A l'issue de l'enquête, une copie de l'avis du commissaire-enquêteur sera déposée en préfecture d'EURE-ET-LOIR, ainsi que dans les mairies concernées afin d'être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

AVIS DE NOMINATION OUMET-CORDON BLEU INC. JEAN CAMPEAU

J.-Robert Oumet, LSC, LSP, MBA, président du conseil et chef de la direction de Oumet-Cordon Bleu Inc., est heureux d'annoncer l'élection de M. Jean Campeau au conseil d'administration de la compagnie, et au poste de vice-président du conseil d'administration.

M. Campeau est président du conseil d'administration de Domtar Inc. Auparavant, il a dirigé pendant une décennie, à titre de président du conseil d'administration et de directeur général, la Caisse de dépôt et placement du Québec, l'une des plus importantes institutions financières du Québec et du Canada.

M. Campeau a été élu au conseil d'administration en même temps que M. Eric D. Haweter, homme d'affaires très connu, résident de Berne, Suisse, et du Connecticut. Les deux se joignent aux autres membres du conseil, élus récemment à l'assemblée annuelle de la compagnie, qui sont :

M^{me} Myriam Oumet, MM. Roger Charbonneau, Réal Coulombe, Pierre Desmarais II, Aimé Légaré, James D. Raymond, Stephen A. Wilgar de Toronto et Aaron Yohalem de New-York.

Oumet-Cordon Bleu Inc. comprend différentes compagnies dont les activités principales sont la gestion financière de portefeuilles variés ; l'acquisition de compagnies et la prise de participation dans différentes activités économiques ; la fabrication et la mise en marché des produits alimentaires portant les marques de commerce Cordon Bleu, Paris Pâté, Clark's, Esta, Gaza et plusieurs autres.

Assemblée Générale Ordinaire

Convocation à l'Assemblée Générale Ordinaire le jeudi 27 juin 1991 à 10 heures, à l'adresse suivante : BASF-Feierabendhaus, Leuschnerstraße 47, Ludwigshafen am Rhein

Ordre du Jour

1. Présentation des comptes de l'exercice de BASF Aktiengesellschaft et du Groupe BASF pour 1990 ; présentation du rapport annuel d'activité de BASF Aktiengesellschaft et du Groupe BASF pour 1990 ; présentation du rapport du Conseil de Surveillance.
2. Affectation des bénéfices.
3. Quitus au Conseil de Surveillance.
4. Quitus au Directoire.
5. Election des commissaires aux comptes.
6. Capital autorisé.
7. Emprunts obligataires avec bons de souscription.
8. Modification des statuts.

Seront autorisés à participer à l'Assemblée Générale et à exercer leur droit de vote les actionnaires qui auront déposé leurs actions, durant l'ouverture normale des guichets, et selon les modalités requises, auprès de l'un des établissements indiqués au « J.O. » de la République Fédérale d'Allemagne no. 84 du 7 mai 1991, et qui les y auront laissées jusqu'à la fin de l'Assemblée Générale.

Le dépôt des actions devra être effectué au plus tard le mercredi 19 juin 1991.

Les Etablissements prévus en France sont les suivants :

Banque Paribas
Banque Nationale de Paris
Crédit du Nord
Crédit Lyonnais
Lazard Frères et Cie.
L'Européenne de Banques
Société Générale

Ludwigshafen, le 7 mai 1991
Le Directoire

BASF Aktiengesellschaft
D-6700 Ludwigshafen

BASF

مكتبة الامم المتحدة

صكا ان الامل

ÉCONOMIE

POINT DE VUE

Fonction publique : la dernière chance

A GRAND renfort médiatique, le premier ministre a réuni le 11 avril dernier un troisième séminaire gouvernemental sur le renouveau du service public. Il y affirme sa volonté de renouveler le dialogue social dans la fonction publique par le moyen d'une commission associant les organisations syndicales représentatives à la conduite dudit renouveau dans la plénitude des thèmes qui s'y rattachent.

Mais en même temps, comme pour se contredire et semer le doute sur la réalité de ses bonnes intentions, il lance, sans les avoir précédées de la moindre concertation, une série de mesures touchant à des domaines éminemment sensibles telles que la déconcentration administrative.

Qu'on ne se méprenne pas : ce ne sont là que des effets d'annonce. L'entreprise de renouveau, enjeu majeur pour notre société, ne réussira que si elle parvient à s'appuyer sur l'adhésion et le dynamisme des agents publics en répondant à leurs attentes légitimes.

« La richesse de notre administration, écrivait M. Michel Rocard dans sa circulaire de février 1989 ouvrant son « grand chantier » du renouveau, ce sont avant tout les hommes et les femmes qui la composent. Ce n'est pas en dévalorisant les fonctionnaires que l'Etat et les collectivités publiques seront mieux gérés. »

Il reconnaissait par ailleurs (décembre 1990) que « depuis la crise de 1971, on a fait payer au service public, c'est-à-dire à ses fonctionnaires, plus que sa part dans l'effort de rigueur, ce qui s'est traduit par une dégradation des conditions de travail et une stagnation du pouvoir d'achat ». Notre pays a la chance d'avoir une

fonction publique dont les agents sont majoritairement représentés par des organisations syndicales attachées à la résolution concertée des problèmes et soucieuses de la qualité du service rendu au public.

Mais la politique contractuelle est en crise depuis plus d'un an pour cause de mauvaise application par le gouvernement de l'accord salarial biennal signé en 1988 par cinq organisations syndicales de fonctionnaires sur sept. Ce contentieux, et la crise de confiance qui en découle, interdisent aux partenaires sociaux de s'engager dans toute nouvelle négociation salariale sans en clarifier de façon concomitante les règles du jeu.

De prétexte en prétexte

De prétexte en prétexte - crise du Goffe, mauvaises prévisions de croissance économique, rentrées insuffisantes de la TVA, etc. - le gouvernement retarde l'échéance et en même temps alourdit le contentieux. Ses intentions sont évidentes : gagner du temps pour faire l'impasse sur l'année 1991 en espérant trouver un accord pour 1992 pour lequel il sera prêt à donner toutes garanties de bonne foi.

Un tel jeu est dangereux car il assomme la politique contractuelle. Il fait perdre aux tenants de celle-ci leur crédibilité en mettant en cause leurs options essentielles.

Les responsables de notre pays n'ont pas le droit de jouer ainsi avec l'un des piliers de la démocratie qu'est le mouvement syndical responsable, comme avec l'avenir du service public. Il faut raison retrouver. C'est tout de suite que le gouvernement doit

régler la question salariale et apporter ainsi la preuve de la réalité de ses bonnes intentions. Et 1992 sera une autre échéance, à aborder le moment venu. Faute de quoi, chat échaudé craignant l'eau froide, on ne voit pas où nous pourrions trouver en 1992 matière à réhabiliter le dialogue social.

Nous l'affirmons solennellement : sans négociation en 1991 dans un délai raisonnable, il ne saurait être question pour nous de nous inscrire dans la recherche d'un accord salarial pour 1992. Le gouvernement, s'il persistait dans sa stratégie, entrerait dans l'histoire comme le fossoyeur de la politique salariale contractuelle dans la fonction publique.

YANNICK SIMBRON

Secrétaire général de la FEN
MICHEL AGOSTINI
Secrétaire général de l'UFA-CFDT

JEAN-PIERRE GUALEZZI
Secrétaire général de la FGAF

NICOLE PRUDHOMME
Secrétaire générale de l'INTER-FON-CFEC

CHRISTIAN CHAPUIS
Président de la Fédération Française des Cadres des Fonctions Publiques CFE/CGC

SOCIAL

Publiant ses prévisions à l'horizon 2010

L'ARRCO tente de dédramatiser le débat sur l'avenir des retraites

L'Association des régimes de retraite complémentaire (ARRCO) a rendu publiques, lundi 6 mai, ses prévisions en matière d'évolution de ses charges à l'horizon 2010. Ces projections se révèlent, selon M. Jean Picot, directeur général de l'ARRCO, moins pessimistes que ne l'avait laissé entendre le Livre Blanc sur l'avenir des retraites qui estimait le déficit de ce régime à l'horizon 2010 à 30 milliards de francs.

Reprenant l'hypothèse retenue dans le Livre blanc d'une progression annuelle de 1 % des effectifs cotisants, l'ARRCO dégage trois scénarios, suivant la hausse de pouvoir d'achat retenue. Écartant l'estimation gouvernementale d'une augmentation de 2 % du pouvoir d'achat des retraites, jugée improbable, M. Picot a indiqué que le déficit du régime s'élèverait, au pire, à 16,9 milliards de francs avec une hausse de 1 % de ce pouvoir d'achat. Privilegiant l'hypothèse d'une progression de 0,5 % du pouvoir d'achat des pensions, M. Picot a évalué ce déficit à 5,6 milliards de francs (pour un montant global d'allocations versées égal à 128,8 milliards de francs), qui serait, précise-t-il, couvert par une augmentation de 4 % des cotisations.

AÉRONAUTIQUE

Avant de regrouper leurs industriels

La France et l'Allemagne vendront ensemble leurs hélicoptères

Les groupes français Aérospatiale et allemand MBB (Messerschmitt-Bölkow-Blohm) ont annoncé, lundi 6 mai, à Paris, la constitution d'un groupement d'intérêt économique, baptisé Eurocopter International GIE, qui est un organisme à responsabilité égale entre les deux partenaires) de vente et de commercialisation des hélicoptères conçus par ces deux constructeurs aéronautiques. Cette création préfigure le regroupement industriel, par ces deux mêmes sociétés, de leurs divisions «hélicoptères» de part et d'autre du Rhin. Le projet a été approuvé par la Commission de Bruxelles (le Monde du 28 février).

Basé à La Courneuve (Seine-Saint-Denis), le GIE Eurocopter International intégrera les équipes commerciales des divisions spécialisées de MBB et Aérospatiale, qui proposeront à la clientèle une gamme de sept modèles différents d'hélicoptères. Cet accord s'étend au marché mondial, sauf l'Amérique du Nord où, provisoirement, les deux filiales qui sont installées aux États-Unis continueront de travailler chacune pour soi.

Le chiffre d'affaires confondu des deux sociétés a été de 10 milliards de francs en 1990 et, à elles deux, les divisions «hélicoptères» concernées réunissent aujourd'hui plus de 1 500 clients civils et militaires dans cent vingt pays. La constitution de ce GIE n'est qu'une étape sur la voie

d'un projet plus ambitieux. Ultérieurement, il est prévu la finalisation des deux divisions «hélicoptères» de MBB et Aérospatiale, puis l'apport de ces deux structures industrielles à une société holding - à créer - qui s'appellera Eurocopter SA et qui contrôlera les actions techniques, industrielles et commerciales des deux filiales rebaptisées Eurocopter-Deutschland et Eurocopter-France.

Le GIE Eurocopter International se transformera ensuite en une société anonyme détenue à 100 % par Eurocopter SA. Outre leurs gammes actuelles ou à venir dans les domaines civil et militaire (comme, par exemple, les bimoteurs BO-105 ou BO-108 allemands et les bimoteurs Ecureuil, Dauphin, P-120 ou Super-Puma français), Aérospatiale et MBB sont associées pour deux programmes très importants : le nouvel hélicoptère de combat Tigre, qui vient de faire son premier vol (le Monde du 30 avril) et qui représente un investissement de 38 milliards de francs pour la France et le nouvel hélicoptère logistique NH-90, auquel ont prévu de participer l'Italie et les Pays-Bas et qui devrait obliger la seule armée de terre française - indépendamment d'une commande propre à la marine nationale - à engager une dépense globale de 23 milliards de francs environ.

J. I.

Générale Ordinaire

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 208.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme
des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie
du Monde
12, rue Gutenberg
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 347
ISSN : 0395-2037

Le Monde
PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc : MONDPUB 206 136 F
Téléc : 40-55-04-70 - Société filiale
du journal Le Monde et Régie Presse SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90

| TARIF | FRANCE | SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS | AUTRES PAYS Voie normale-CEE |
|--------|---------|--|---------------------------------|
| 3 mois | 460 F | 572 F | 790 F |
| 6 mois | 890 F | 1 123 F | 1 560 F |
| 1 an | 1 620 F | 2 086 F | 2 960 F |

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP

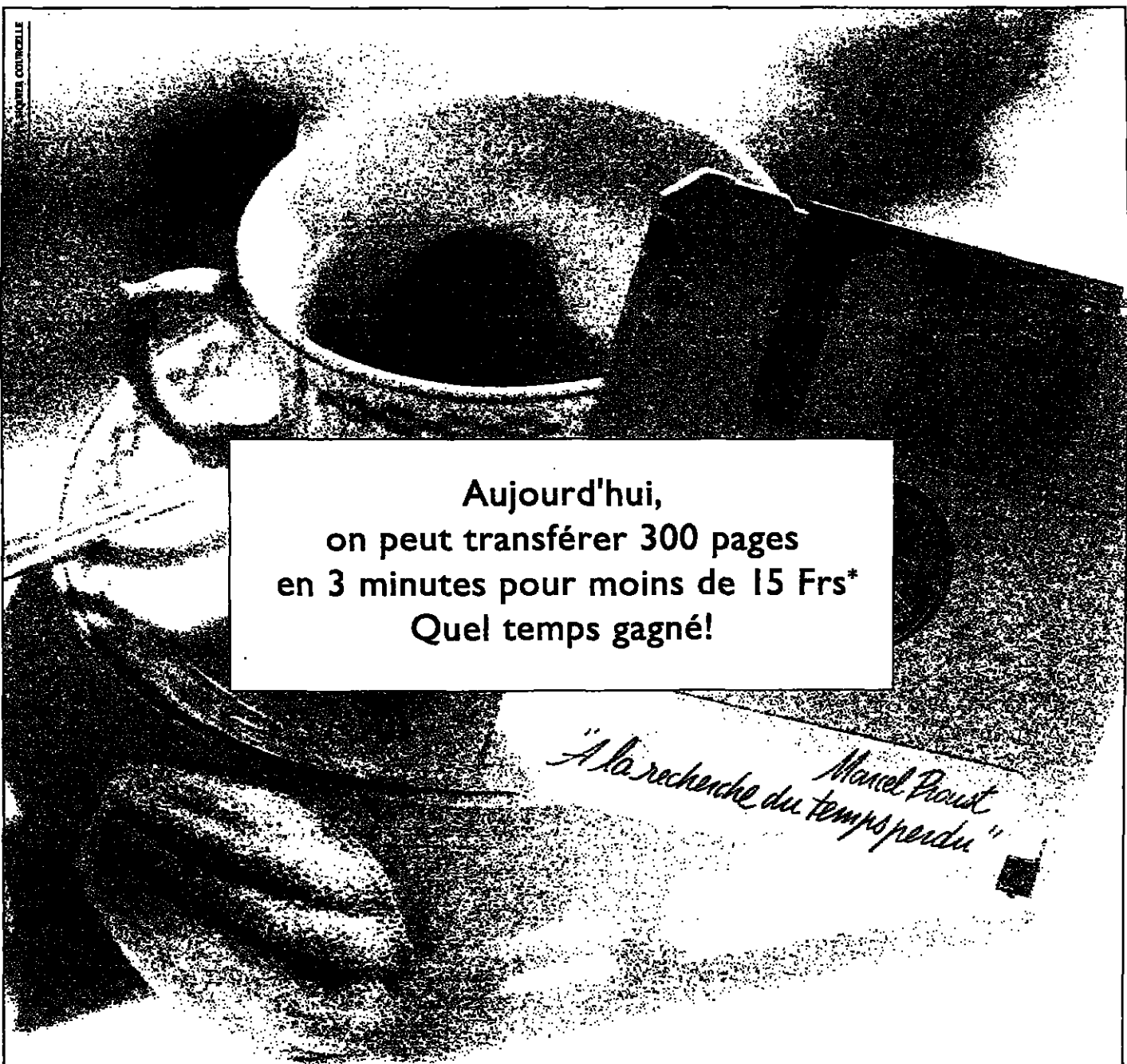
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____ Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie



Aujourd'hui,
on peut transférer 300 pages
en 3 minutes pour moins de 15 Frs*
Quel temps gagné!

"La recherche du temps perdu"
Mandel Perout

NUMERIS aujourd'hui.

Directement de micro à micro. L'un des avantages de Numéris, c'est la possibilité de faire dialoguer vos micros avec ceux de vos clients, sans intermédiaire, instantanément, en toute sécurité. Numéris aujourd'hui, c'est un seul et même réseau pour transmettre la voix, les données, les images, rapidement et avec la qualité numérique. Partout en France, quelle que soit la taille de votre entreprise, Numéris est disponible. Parce qu'il est un standard international, il vous garantit la pérennité de votre investissement. Pour découvrir tous les avantages de Numéris, consultez votre agence FRANCE TELECOM ou appelez le **NEVERT 01 28 11 78**

* Prix de la transmission d'un fichier de 1 méga-octet sur une distance supérieure à 100 km, en 3 minutes, soit 11,07 francs H.T.

NUMERIS. TOUT COMMUNIQUER PLUS SIMPLEMENT.

FRANCE
TELECOM



UN AVENIR D'AVANCE

BASF

MARCHÉS FINANCIERS

Confronté à un déficit budgétaire qui s'accroît

Le mi

Suite :
Qua
univ
ral (C
et dai
Lens)
En
créa
agité
cieuse
tre, o
Les
taires.
tagne.
Toulo
fort, r
rés, r
ratio
pas le
pôles
Bretay
fort, r
échap
décisi
univ
désor
L'i
dém
aléat
versit
ou E
doute
tale, q
et bu
ment
baiss
M. Jc

La
trage
nière
sion
form
en p
deux
taires
que
faiç
ant
lout,
choit
voit
quan
taire
augm
milli
trouv
lisati
augm

CA

Le
de
jour
rava
emp
surv

Un
cycl
d'év
subi
part
dout
appa
peru
plup
sins
rest
men
pays
plan
toit
ont
rien
con
tré

La
vent
en l
plus
dan
faci
de v
moi
ont
don
a c

Le gouvernement allemand confirme la hausse de la TVA mais retarde la baisse de l'impôt sur la fortune

Confronté au problème d'un déficit budgétaire qui s'aggrave au fur et à mesure que le coût de la réunification s'alourdit, le gouvernement allemand multiplie les décisions en matière fiscale.

Le ministre des finances, M. Theo Waigel a confirmé lundi 6 mai à Bonn que la TVA, dont le taux est actuellement de 14 %, serait relevée au début de 1993. Cette augmentation dont l'importance n'a toujours pas été précisée (le futur taux sera de 15 ou 16 %) rapportera des recettes supplémentaires très importantes à l'Etat fédéral : 12,5 milliards ou 25 milliards de marks selon le choix qui sera fait, soit un peu plus de 42 milliards de francs ou un peu moins de 85 milliards de francs. Outre les dépenses entraînées par la réunification, Bonn doit financer son soutien à la guerre du Golfe et les aides à l'URSS.

L'alourdissement dans un peu moins de deux ans de la TVA allemande a l'avantage d'aller dans le sens du rapprochement des taux dans la CEE. La France, par exemple, dont le taux central est de 18,6 % pourrait tendre vers un taux à 16 % comme l'Allemagne, mais qui est justement dans la marge recommandée par la Commission de Bruxelles.

Si elle a besoin de ressources supplémentaires, l'Allemagne doit en même temps éviter de trop affaiblir une conjoncture encore florissante mais qui risque de fléchir. M. Waigel a reconnu ainsi, lundi devant la Fédération des conseillers fiscaux, que l'augmentation temporaire de 7,5 % de l'impôt sur le revenu annoncée fin janvier risquait effectivement d'avoir une incidence négative sur l'économie allemande, incidence qui sera compensée a-t-il souligné par les mesures importantes d'aide aux Länder de l'Est décidées le 8 mars.

C'est aussi pour ne pas amputer les recettes des anciens Länder que le percepteur de la réduction de moitié de l'impôt sur le patrimoine des entreprises et des particuliers interviendra au début de 1993 et non dès 1992 comme il avait été dit. La perte sera en effet importante, d'au moins 750 millions de marks par an a précisé le ministre. Enfin, dans le but d'alléger les charges des entreprises, la patente perçue par les municipalités sera supprimée à partir de 1993 dans les anciens Länder tandis que les taux d'amortissement des sociétés seront améliorés.

Le Crédit lyonnais rachète la Banca Jover en Espagne

Le Crédit lyonnais renforce son réseau en Espagne en rachetant une filiale du Banco Santander, la Banca Jover, la plus ancienne banque espagnole, créée en 1737 et très présente en Catalogne.

Le Crédit lyonnais, qui avait déjà repris, en 1990, le Banco Comercial Espanol, autre filiale du Banco Santander, disposera donc d'une bonne implantation dans une région très dynamique sur le plan économique et proche de la France. Avec 2 000 salariés et 230 agences, le Crédit lyonnais détient désormais 1,5 % du marché espagnol et devient ainsi la première banque étrangère en Espagne. La Banca Jover lui apporte 98 agences et 750 personnes et lui permet d'accéder à la clientèle des particuliers, des PME et des professions libérales.

Le Banco Santander et le Crédit lyonnais se sont refusés à préciser le prix de la transaction, qui s'élèverait à quelque 3 milliards de francs. L'opération, qui a nécessité le rachat par le Banco Santander des 30 % que la Carpilo italiana détenait dans la Banca Jover, doit être approuvée par les autorités espagnoles.

Accord pour la fusion des deux entreprises espagnoles de construction Conycon et Focsa. - Les conseils d'administration de Fomento de obras y construcciones (Focsa) et de Construcciones y contratos (Conycon) ont conclu, le 6 mai à Madrid, un accord pour engager un processus de fusion entre les deux entreprises, deux des plus importantes du secteur de la construction en Espagne, a indiqué un communiqué des deux sociétés. La fusion entraînera la constitution d'une seule société, Fomento de construcciones y contratos SA, qui deviendra l'une des plus importantes du secteur en Europe, avec un chiffre d'affaires estimé de 330 milliards de pesetas (près de 30 milliards de francs) en 1991. - (AFP)

American Airlines reprend trois lignes de TWA vers la Grande-Bretagne. - Les compagnies American Airlines et TWA ont mis la dernière main à leur accord sur le transfert de l'une à l'autre de trois lignes entre Londres-Heathrow d'une part et New-York, Los Angeles et Boston d'autre part. Pour ces nouveaux droits de trafic qu'elle entend exploiter à partir du 2 juillet prochain, American versera à TWA, qui a un besoin urgent de liquidités, 445 millions de dollars (2,6 milliards de francs). Cette cession ne deviendra définitive qu'après la décision du tribunal américain saisi par la ville de Saint-Louis et trois syndicats du personnel de TWA qui tentent de s'y opposer.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

WAGONS LITS

Lors de sa séance du 26 avril 1991, le conseil d'administration, sous la présidence de Jean-Marie Simon, a arrêté les comptes de la compagnie pour l'exercice 1990 et examiné les comptes consolidés du groupe.

1. - Le chiffre d'affaires consolidé global du groupe progresse de 2,6 %. A périmètre constant, le chiffre d'affaires progresse de 7,8 %.

Le chiffre d'affaires se répartit par secteur d'activité de la façon suivante :

| | 1990 | Rappel 1989 |
|------------------------|--------|-------------|
| - Ferroviaire | 10 464 | 11 557 |
| - Tourisme | 18 921 | 17 159 |
| - Hôtellerie | 14 013 | 14 013 |
| - Restauration | 40 555 | 38 094 |
| - Location de voitures | 11 369 | 10 063 |
| - Activités diverses | 3 558 | 4 983 |
| | 98 947 | 96 439 |

2. - Les résultats consolidés pour l'exercice 1990 se présentent de la manière suivante :

| | 1990 | 1989 |
|-------------------------------|---------|---------|
| Résultat courant | 2 486 | 3 096 |
| Résultats exceptionnels | - 439 | - 163 |
| Impôt sur le résultat | - 1 285 | - 1 343 |
| Résultat net - part du groupe | 547 | 1 462 |
| - minoritaires | 215 | 126 |

En millions de francs belges

Comme cela avait déjà été annoncé par la compagnie, ce résultat est la conséquence de l'accroissement de l'endettement lié à la participation dans Sodexo, et à la perte d'activité et de marge prévue dans le ferroviaire suite à la renégociation de certains contrats.

D'autre part, les difficultés persistantes d'Europcar en Grande-Bretagne ont amené le groupe à provisionner d'importants coûts de restructuration qui représentent à eux seuls la moitié de la dégradation du résultat de groupe Wagons-Lits.

Par ailleurs, il faut noter que, malgré certaines difficultés dues à la crise du Golfe en fin d'année, les résultats de l'hôtellerie et de la restauration ont progressé de manière sensible.

L'Assemblée générale des actionnaires, convoquée pour le 22 mai prochain, sera appelée à statuer sur les comptes de la société-mère qui dégagent un bénéfice de 1 111 millions contre 1 416 millions en 1989. Il sera proposé un dividende unitaire de 100 francs (129 francs en 1989) aux actions ordinaires et de 106,66 francs aux actions AFV.

NEW-YORK, 6 mai

Etila

Wall Street s'est reprise lundi 6 mai en clôture, après avoir cédé du terrain durant l'essentiel de la séance en raison principalement des inquiétudes liées à l'état de santé du président américain George Bush. En baisse de plus de 18 points à la mi-séance, l'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé à 2 941,64 points en hausse de 2,78 points (0,09 %). L'activité a été très faible avec quelque 129 millions d'actions se négociant à l'échange. Le nombre des titres en baisse a légèrement dépassé celui des valeurs en hausse : 778 contre 736. En revanche, 527 titres sont restés inchangés.

L'hospitalisation au cours du week-end de M. George Bush, pour un dysfonctionnement cardiaque, a encouragé les investisseurs à la prudence en début de séance. Toutefois, le marché a déboussolé les craintes du président après le retour de celui-ci à la Maison Blanche. Les investisseurs ont alors procédé à des ventes, ce qui a entraîné une baisse de l'indice des prix de gros et l'adjudication de 37 milliards de dollars en bons du Trésor aux Etats-Unis.

| VALEURS | Cours du 5 mai | Cours du 6 mai |
|--------------------|----------------|----------------|
| Alcoa | 20 1/2 | 21 1/2 |
| AT&T | 37 3/8 | 37 3/8 |
| Chemical Bank | 48 3/4 | 48 3/4 |
| Du Pont de Nemours | 42 3/4 | 43 |
| Eastman Kodak | 62 3/8 | 62 3/8 |
| Exxon | 34 1/4 | 33 3/8 |
| General Motors | 28 1/8 | 27 1/2 |
| Goodyear | 21 7/8 | 22 5/8 |
| IBM | 90 1/8 | 89 7/8 |
| ITT | 68 7/8 | 68 3/8 |
| McDonald | 72 1/2 | 72 1/2 |
| Schlumberger | 64 1/8 | 63 1/2 |
| USX | 57 5/8 | 58 3/4 |
| Union Carbide | 18 5/8 | 18 1/4 |
| USA | 23 | 22 7/8 |
| Westinghouse | 27 1/2 | 27 1/2 |
| Xerox Corp. | 57 1/4 | 56 7/8 |

LONDRES

Clos
Les marchés financiers ont fermé lundi 6 mai en Grande-Bretagne en raison du Bank Holiday.

JERUSALEM

Imposition
des plus-values boursières des entreprises

Le ministère israélien des finances a décidé lundi 6 mai d'imposer les plus-values boursières par les entreprises, afin de financer l'intégration des nouveaux immigrants juifs soviétiques. Cette mesure, qui concerne uniquement les entreprises et non les particuliers, dont les gains en bourse demeurent exemptés d'impôt, devrait rapporter environ 300 millions de francs par an.

FAITS ET RÉSULTATS

La Société générale prendra une participation dans une banque d'affaires new-yorkaise. - La Société générale a annoncé son intention de prendre une participation minoritaire dans la banque d'affaires new-yorkaise Lodestar. Cette opération doit obtenir l'accord du Federal Reserve Board. Elle permettra aux deux partenaires de rapprocher leurs activités dans le domaine des fusions-acquisitions. Lodestar, créée en 1988 par Ken Miller, actuel directeur général, emploie une vingtaine de spécialistes dans ce secteur. Elle exerce son activité aux Etats-Unis, mais est également présente en Asie par l'intermédiaire de ses actionnaires, la maison de titres japonaise Yamachi Securities. La Société générale compte vingt-deux spécialistes des fusions-acquisitions, répartis entre Paris, Londres et Francfort.

Schneider prolonge son OPA sur Square D au 10 mai. - Le groupe Schneider a pour la troisième fois décidé de prolonger son offre publique d'achat (OPA) sur le fabricant de matériel électrique Square D, ne se décourageant pas malgré tous les obstacles soulevés sur les routes de la société américaine. L'OPA est prolongée jusqu'au 10 mai. Au 3 mai, à l'issue de la seconde prolongation, les actionnaires de Square D avaient apporté à Schneider 16 386 550 actions, ce qui, ajouté aux 318 000 titres déjà détenus, représente 71,3 % des actions en circulation. En outre, 171 896 actions privilégiées du plan d'option des salariés ont également été apportées.

Rhône-Poulenc contracte de garder sa filiale Rhodyl. - Rhône-Poulenc, qui devait vendre sa filiale Rhodyl au groupe textile alsacien Cernay, a décidé de renoncer à son projet en raison des difficultés de la conjoncture dans le textile, a annoncé lundi 6 mai le groupe chimique. Un protocole avait été signé et annoncé en début d'année entre le groupe chimique public et la société alsacienne de textile du 30 janvier) pour la cession de Rhodyl, firme spécialisée dans la chimie textile, une fibre textile à base de PVC utilisée dans les sous-vêtements chauds. Mais les hypothèses de synergie et de complémentarité prises en compte lors de la négociation préliminaire fin 1990 ont été révisées en raison de la baisse des volumes d'activité dans la conjoncture textile, selon le communiqué de Rhône-Poulenc. Le groupe va s'engager « à rechercher de nouvelles solutions susceptibles d'assurer la pérennité et le développement » de la chimie textile.

Banques populaires : résultat en baisse de 8 %. - Le Groupe des

PARIS, 6 mai

Terme

La perspective d'une semaine entrecoupée de deux jours fériés, mercredi et jeudi, n'incitant pas les intervenants à investir en force sur le marché français lundi 6 mai. Au contraire, les gestionnaires étaient sur la réserve des deux grandes places internationales, Londres et Tokyo, étaient fermées le 6 mai. L'indice CAC 40, après avoir ouvert sur une note indécise (- 0,07 %), perdait 0,70 % en début d'après-midi dans un marché très calme. Au fil des heures, les pertes diminuaient pour n'être plus à la clôture que de - 0,19 %.

Sur le marché boursier comme sur celui des changes, les investisseurs étaient attentifs à l'hospitalisation du président américain George Bush. Sur le plan national, la décision de la Banque de France de laisser ses taux inchangés lors de son appel d'offres lundi a provoqué peu de réactions, les investisseurs ayant pour la plupart anticipé cette décision. L'insécurité d'émission a ainsi entraîné 7,9 milliards de francs de liquidités sur le marché monétaire lundi, sans faire varier ses taux. Les propos rassurants tenus par le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, selon lesquels l'économie mondiale va repartir au second semestre, ont été à l'encontre de l'opinion des patrons de PME-PMI. Selon le baromètre Tribune de L'Expansion-Solides-Crédit du Nord, ces dirigeants d'entreprises sont gagnés par le pessimisme. Ils sont 78 % à partager ce sentiment, soit quatre fois plus qu'il y a un an.

TOKYO, 7 mai

Repit

La Bourse de Tokyo a terminé la séance de mardi en repli, au terme d'une journée d'attente technique. L'indice Nikkei a cédé 135,72 points à 28 432,14, soit un repli de 0,51 %. Le volume d'actions échangées, environ 220 millions, a été le plus faible depuis le mois de janvier.

Selon les opérateurs, le manque d'affaires, et surtout le manque d'intérêt, au lendemain de ce long week-end de quatre jours, sont les facteurs de la baisse. L'un des raisons de cette attitude est due à la déclaration de la Banque du Japon, selon laquelle il n'y aurait pas de baisse des taux dans l'immédiat.

VALEURS

| VALEURS | Cours du 6 mai | Cours du 7 mai |
|--------------------|----------------|----------------|
| Alcoa | 20 1/2 | 21 1/2 |
| AT&T | 37 3/8 | 37 3/8 |
| Chemical Bank | 48 3/4 | 48 3/4 |
| Du Pont de Nemours | 42 3/4 | 43 |
| Eastman Kodak | 62 3/8 | 62 3/8 |
| Exxon | 34 1/4 | 33 3/8 |
| General Motors | 28 1/8 | 27 1/2 |
| Goodyear | 21 7/8 | 22 5/8 |
| IBM | 90 1/8 | 89 7/8 |
| ITT | 68 7/8 | 68 3/8 |
| McDonald | 72 1/2 | 72 1/2 |
| Schlumberger | 64 1/8 | 63 1/2 |
| USX | 57 5/8 | 58 3/4 |
| Union Carbide | 18 5/8 | 18 1/4 |
| USA | 23 | 22 7/8 |
| Westinghouse | 27 1/2 | 27 1/2 |
| Xerox Corp. | 57 1/4 | 56 7/8 |

PARIS :

Second marché

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---------------------|-------------|---------------|----------------------|-------------|---------------|
| Alcatel Cables | 3655 | 3655 | ICC | 250 30 | 250 30 |
| Amatel Asso. | 290 | 290 | ISA | 320 | 320 |
| B.A.C. | 160 | 160 | Isomac | 133 | 133 |
| Bois Vene | 980 | 980 | Innovat. Hédin | 905 | 905 |
| Bovon Ryl | 371 | 371 | LP 8 M | 100 | 100 |
| Bolant Lyon | 210 | 210 | Loca Invest. | 285 | 285 |
| CAL-de-fr. (C.C.I.) | 1100 | 1100 | Locatim | 91 50 | 91 50 |
| Calsonic | 400 | 400 | Meca Comm. | 133 80 | 133 80 |
| Cardif | 705 | 705 | Molac | 145 | 145 |
| C.E.G.E.P. | 179 | 179 | Presbourg | 84 | 84 |
| C.F.P.I. | 310 | 310 | Publ. Fipac | 379 90 | 379 90 |
| C.N.I.M. | 920 | 920 | Racel | 620 | 620 |
| Codetex | 258 10 | 258 10 | Rhone-Alp. Eco. (A.) | 301 | 301 |
| Conforama | 856 | 856 | St-H. Alagon | 190 | 190 |
| Crédit | 249 | 249 | Selact Invest (L.) | 102 | 102 |
| Daphin | 475 | 475 | Serbia | 457 | 457 |
| Démas | 1014 | 1014 | S.M.T. Group | 130 | 115 |
| Demachy Worms | 305 | 305 | Sopra | 274 | 274 |
| Desquenes et Gral. | 253 20 | 253 20 | TPI | 294 | 294 |
| Dewilly | 1313 | 1313 | Thomson H. (L.) | 225 | 225 |
| Dewil | 400 | 400 | Unilog | 101 | 101 |
| Dobus | 126 20 | 126 20 | Val de Ce | 101 | 101 |
| Edisons Belford | 235 | 216 50 | Y. St-Laurent Group | 758 | 758 |
| Euro. Propriété | 332 10 | 332 10 | | | |
| Europ | 129 | 129 | | | |
| Frankopis | 135 | 135 | | | |
| GFF Group Fin. | 289 90 | 289 90 | | | |
| Grand Lure | 365 | 365 | | | |
| Gravograph | 225 20 | 225 20 | | | |
| Groupa Orgny | 701 | 701 | | | |
| Gumil | 1048 | 1048 | | | |

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Corrélation en pourcentage du 6 mai 1991
Nombre de contrats : 22 073

| COURS | Jun 91 | Sept. 91 | Déc. 91 |
|-----------|--------|----------|---------|
| Dernier | 106,99 | 106,92 | 106,92 |
| Précédent | 106,94 | 106,98 | 107,18 |

| PRIX D'EXERCICE | Options d'achat | Options de vente |
|-----------------|-----------------|------------------|
| Jun 91 | 1,24 | 0,56 |
| Sept. 91 | 1,24 | 0,56 |
| Déc. 91 | 1,24 | 0,56 |

CAC 40 A TERME

(MATIF)
Volume : 3 377.

| COURS | Mai | Jun | Juillet |
|-----------|-------|-------|---------|
| Dernier | 1 836 | 1 829 | 1 823 |
| Précédent | 1 819 | 1 819 | 1 819 |

CHANGES

Dollar : 5,85
Mardi 7 mai, le dollar a continué sa légère baisse à 5,85 francs, contre 5,8750 francs au fixing de lundi. Les opérateurs ont retrouvé leur calme après les remous provoqués par l'annonce des problèmes de santé du président Bush. A Tokyo, après la longue clôture de la semaine, le dollar a clôturé à 138,42 yens, en progression de 0,74 yen par rapport à la dernière clôture de jeudi.

FRANCOFORT 3 mai 6 mai
Dollar (en DM) 1,7338 1,7385
Tokyo 6 mai 7 mai
Dollar (en yen) 138,42 138,42

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 29-12-90)
Valeurs Françaises : 119,40 (119,20)
Valeurs étrangères : 114,10 (114,00)
(SBF, base 100 : 31-12-81)
Indice général CAC 40 : 486,01 (487,70)
(SBF, base 1000 : 31-12-87)
Indice CAC 40 : 1 837,31 (1 828,77)

NEW-YORK (indice Dow Jones)
Industrielles : 2 938,86 (2 941,64)
Londres (indice et Financial Times)
100 valeurs : 2 322,70 (2 322,70)
30 valeurs : 1 973,90 (1 973,90)
Mines d'or : 145,50 (145,50)
Fonds d'Etat : 84,88 (84,88)

FRANCOFORT 3 mai 6 mai
Dax : 1 631,84 (1 625,99)
Tokyo 3 mai 7 mai
Nikkei Dow Jones : 26 477,86 (26 342,14)
Indice général : 2 001,49 (1 996,71)

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| COURS DU JOUR | UN MOIS | DEUX MOIS | SIX MOIS | UN AN | DEUX ANS | TROIS ANS | QUATRE ANS | CINQ ANS |
|---------------|---------|-----------|----------|-------|----------|-----------|------------|----------|
| \$ E.-U. | 5,8580 | 5,8610 | + 163 | + 173 | + 325 | + 345 | + 860 | + 910 |
| \$ Can. | 5,0968 | 5,0917 | - 6 | + 7 | + 6 | + 32 | - 21 | + 47 |
| Yen (100) | 4,2235 | 4,2287 | + 38 | + 48 | + 94 | + 114 | + 289 | + 348 |
| DM | 3,3842 | 3,3873 | - 3 | + 16 | + 6 | + 27 | - 31 | + 17 |
| Flou | 3,0046 | 3,0069 | - 3 | + 5 | - 1 | + 13 | - 28 | + 6 |
| FB (100) | 16,4500 | 16,4630 | + 20 | + 70 | + 10 | + 140 | + 150 | + 150 |
| FS | 3,9981 | 4,0020 | + 16 | + 33 | + 42 | + 60 | + 119 | + 179 |
| L (1 000) | 4,5716 | 4,5768 | - 101 | - 75 | - 173 | - 137 | - 545 | - 474 |
| S | 10,6350 | 10,6450 | - 240 | - 210 | - 390 | - 340 | - 1020 | - 900 |

TAUX DES EUROMONNAIES

| | | | | | | | | |
|-----------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| E.-U. | 5 7/8 | 6 1/8 | 5 7/8 | 6 1/8 | 5 7/8 | 6 1/8 | 5 7/8 | 6 1/8 |
| Yen | 8 1/16 | 8 3/16 | 8 1/16 | 8 3/16 | 8 1/16 | 8 3/16 | 8 1/16 | 8 3/16 |
| DM | 8 3/4 | 8 7/8 | 8 13/16 | 8 15/16 | 8 13/16 | 8 15/16 | 8 13/16 | 8 15/16 |
| Flou | 8 3/4 | 8 1/4 | 8 1/4 | 8 1/4 | 8 1/4 | 8 1/4 | 8 1/4 | 8 1/4 |
| FB (100) | 8 7/8 | 8 1/8 | 8 7/8 | 8 1/8 | 8 7/8 | 8 1/8 | 8 7/8 | 8 1/8 |
| FS | 8 3/8 | 8 5/8 | 8 7/16 | 8 9/16 | 8 7/16 | 8 9/16 | 8 7/16 | 8 9/16 |
| L (1 000) | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Mac | 11 7/16 | 12 1/16 | 11 3/16 | 11 5/16 | 11 3/16 | 11 5/16 | 11 3/16 | 11 5/16 |
| Mac | 9 5/16 | 9 7/16 | 9 1/16 | 9 3/16 | 9 1/16 | 9 3/16 | 9 1/16 | 9 3/16 |

Les cours portués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en

50.000

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 7 MAI

| Cours relevés à 10 h 12 | | | | | | | | | |
|-------------------------|---------------------------|-------|---------|---------|---|-----------|---------------------------|--------|---------|
| COMPAGNIE | VALEURS | Cours | Premier | Dernier | % | COMPAGNIE | VALEURS | Cours | Premier |
| 2850 | CNE 2% | 4080 | | | | 215 | Qat. Supra | 218 | |
| 918 | BAP T.P. | 880 | | | | 140 | Qat. Méd. | 1176 | |
| 1350 | Q.Lyon T.P. | 325 | | | | 143 | Qat. S.A. | 145 | |
| 1570 | Renaud T.P. | 1205 | | | | 220 | Qat. P. (P. N. S.) | 232 | |
| 1120 | St-Gobain T.P. | 1441 | | | | 1070 | Qat. F. (F. N. S.) | 1128 | |
| 780 | Thomson T.P. | 940 | | | | 1210 | Qat. C. (C. N. S.) | 1223 | |
| 720 | ACCOR | 820 | | | | 240 | CSE | 234 50 | |
| 680 | Air Liquide | 880 | | | | 2140 | Danm. | 2140 | |
| 575 | Alcatel-Alsthom | 891 | | | | 1330 | Qat. Méd. A. (A. N. S.) | 1330 | |
| 1740 | Alcatel | 2248 | | | | 215 | Qat. Méd. B. (B. N. S.) | 207 | |
| 1180 | Ass. Europ. | 1188 | | | | 1560 | Qat. Méd. C. (C. N. S.) | 1515 | |
| 1230 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 1230 | | | | 210 | Qat. Méd. D. (D. N. S.) | 210 | |
| 1090 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 1090 | | | | 280 | Qat. Méd. E. (E. N. S.) | 280 | |
| 235 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 235 | | | | 200 | Qat. Méd. F. (F. N. S.) | 200 | |
| 127 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 127 | | | | 3500 | Qat. Méd. G. (G. N. S.) | 3500 | |
| 880 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 880 | | | | 230 | Qat. Méd. H. (H. N. S.) | 230 | |
| 408 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 408 | | | | 405 | Qat. Méd. I. (I. N. S.) | 405 | |
| 705 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 705 | | | | 235 | Qat. Méd. J. (J. N. S.) | 235 | |
| 1210 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 1210 | | | | 280 | Qat. Méd. K. (K. N. S.) | 280 | |
| 950 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 950 | | | | 108 | Qat. Méd. L. (L. N. S.) | 108 | |
| 775 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 775 | | | | 1650 | Qat. Méd. M. (M. N. S.) | 1650 | |
| 880 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 880 | | | | 117 | Qat. Méd. N. (N. N. S.) | 117 | |
| 320 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 320 | | | | 4000 | Qat. Méd. O. (O. N. S.) | 4000 | |
| 245 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 245 | | | | 1140 | Qat. Méd. P. (P. N. S.) | 1140 | |
| 800 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 800 | | | | 1230 | Qat. Méd. Q. (Q. N. S.) | 1230 | |
| 2800 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 2800 | | | | 1330 | Qat. Méd. R. (R. N. S.) | 1330 | |
| 800 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 800 | | | | 1330 | Qat. Méd. S. (S. N. S.) | 1330 | |
| 120 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 120 | | | | 1330 | Qat. Méd. T. (T. N. S.) | 1330 | |
| 840 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 840 | | | | 1330 | Qat. Méd. U. (U. N. S.) | 1330 | |
| 880 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 880 | | | | 1330 | Qat. Méd. V. (V. N. S.) | 1330 | |
| 400 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 400 | | | | 1330 | Qat. Méd. W. (W. N. S.) | 1330 | |
| 3710 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 3710 | | | | 1330 | Qat. Méd. X. (X. N. S.) | 1330 | |
| 140 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 140 | | | | 1330 | Qat. Méd. Y. (Y. N. S.) | 1330 | |
| 88 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 88 | | | | 1330 | Qat. Méd. Z. (Z. N. S.) | 1330 | |
| 1180 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 1180 | | | | 1330 | Qat. Méd. AA. (AA. N. S.) | 1330 | |
| 183 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 183 | | | | 1330 | Qat. Méd. AB. (AB. N. S.) | 1330 | |
| 74 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 74 | | | | 1330 | Qat. Méd. AC. (AC. N. S.) | 1330 | |
| 360 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 360 | | | | 1330 | Qat. Méd. AD. (AD. N. S.) | 1330 | |
| 315 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 315 | | | | 1330 | Qat. Méd. AE. (AE. N. S.) | 1330 | |
| 240 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 240 | | | | 1330 | Qat. Méd. AF. (AF. N. S.) | 1330 | |
| 465 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 465 | | | | 1330 | Qat. Méd. AG. (AG. N. S.) | 1330 | |
| 124 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 124 | | | | 1330 | Qat. Méd. AH. (AH. N. S.) | 1330 | |
| 640 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 640 | | | | 1330 | Qat. Méd. AI. (AI. N. S.) | 1330 | |
| 385 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 385 | | | | 1330 | Qat. Méd. AJ. (AJ. N. S.) | 1330 | |
| 350 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 350 | | | | 1330 | Qat. Méd. AK. (AK. N. S.) | 1330 | |
| 1050 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 1050 | | | | 1330 | Qat. Méd. AL. (AL. N. S.) | 1330 | |
| 500 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 500 | | | | 1330 | Qat. Méd. AM. (AM. N. S.) | 1330 | |
| 720 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 720 | | | | 1330 | Qat. Méd. AN. (AN. N. S.) | 1330 | |
| 535 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 535 | | | | 1330 | Qat. Méd. AO. (AO. N. S.) | 1330 | |
| 680 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 680 | | | | 1330 | Qat. Méd. AP. (AP. N. S.) | 1330 | |
| 132 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 132 | | | | 1330 | Qat. Méd. AQ. (AQ. N. S.) | 1330 | |
| 106 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 106 | | | | 1330 | Qat. Méd. AR. (AR. N. S.) | 1330 | |
| 570 | Ass. Europ. P. (P. N. S.) | 570 | | | | 1330 | Qat. Méd. AS. (AS. N. S.) | 1330 | |

COMPTANT (sélection)

| VALEURS | % du nom | % du coupon | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|--------------------|----------|-------------|-------------|-------------|---------------|--------------|-------------|---------------|
| Obligations | | | | | | | | |
| Emp. 10% 1997 | 8 41 | | CIM | 968 | | Magenta | 750 | |
| Emp. 10% 1998 | 8 02 | | CLT/AM (R) | 298 | | Mérid Delys | 564 | |
| Emp. 10% 1999 | 7 24 | | Cofin | 268 | | Navigant (R) | 214 | |
| Emp. 10% 2000 | 5 03 | | Comptel | 592 | | Opting | 308 | |
| Emp. 10% 2001 | 7 05 | | Co Indus | 4460 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2002 | 2 26 | | Co Lyonnais | 410 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2003 | 1 57 | | Co 12.26 94 | 880 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2004 | 9 46 | | Co 11.55 95 | 32 50 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2005 | 2 80 | | Co 12.26 94 | 344 | 330 20 | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2006 | 2 80 | | Co 11.55 95 | 715 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2007 | 4 50 | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2008 | 2 71 | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2009 | 1 48 | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2010 | 1 89 | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2011 | 9 53 | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2012 | 3 33 | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2013 | 9 58 | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2014 | 3 83 | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2015 | 0 88 | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2016 | 3 44 | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2017 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2018 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2019 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2020 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2021 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2022 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2023 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2024 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2025 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2026 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2027 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2028 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2029 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2030 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2031 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2032 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2033 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2034 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2035 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2036 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2037 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2038 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2039 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2040 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2041 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2042 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2043 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2044 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2045 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2046 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2047 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2048 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2049 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2050 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2051 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2052 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2053 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2054 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2055 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2056 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2057 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2058 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2059 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2060 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2061 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2062 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2063 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2064 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2065 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2066 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2067 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2068 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2069 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2070 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2071 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2072 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2073 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2074 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2075 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2076 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2077 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2078 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2079 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2080 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2081 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2082 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2083 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2084 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2085 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2086 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2087 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2088 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2089 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2090 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2091 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2092 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2093 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2094 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2095 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2096 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2097 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2098 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2099 | | | Co 12.26 94 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |
| Emp. 10% 2100 | | | Co 11.55 95 | 136 20 | | Orlé (R) | 287 | |

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|------------------|-------------|---------------|--------------------|-------------|---------------|
| Actions | | | | | |
| Agache (ex Ind.) | 1114 | | Grds Moutins Paris | 1250 | |
| Alcatel | 1445 | | Grds Moutins Paris | 1250 | |
| Alcatel | 610 | | Grds Moutins Paris | 1250 | |
| Alcatel | 1285 | | Grds Moutins Paris | 1250 | |
| Alcatel | 384 10 | | Grds Moutins Paris | 1250 | |
| Alcatel | 236 | | Grds Moutins Paris | 1250 | |
| Alcatel | 680 | | Grds Moutins Paris | 1250 | |
| Alcatel | 3750 | | Grds Moutins Paris | 1250 | |
| Alcatel | 10 000 | | Grds Moutins Paris | 1250 | |
| Alcatel | 3132 | | Grds Moutins Paris | 1250 | |
| Alcatel | 74 80 | | Grds Moutins Paris | 1250 | |
| Alcatel | 680 | | Grds Moutins Paris | 1250 | |
| Alcatel | 676 | | Grds Moutins Paris | 1250 | |
| Alcatel | 13 10 | | Grds Moutins Paris | 1250 | |
| Alcatel | 482 | | Grds Moutins Paris | 1250 | |
| Alcatel | 500 | | Grds Moutins Paris | 1250 | |
| Alcatel | 129 | | Grds Moutins Paris | 1250 | |
| Alcatel | 187 | | Grds Moutins Paris | 1250 | |

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|-------------------------|-------------|---------------|---------------------|-------------|---------------|
| Cote des Changes | | | | | |
| Marché Officiel | | | Monnaies et Devises | | |
| Europe (100 dm) | 338 50 | | Or fin (100 en bar) | 67 200 | |
| Europe (100 dm) | 15 466 | | Or fin (100 en bar) | 67 200 | |
| Europe (100 dm) | 300 500 | | Or fin (100 en bar) | 67 200 | |
| Europe (100 dm) | 4 672 | | Or fin (100 en bar) | 67 200 | |
| Europe (100 dm) | 86 550 | | Or fin (100 en bar) | 67 200 | |
| Europe (100 dm) | 10 000 | | Or fin (100 en bar) | 67 200 | |
| Europe (100 dm) | 3 118 | | Or fin (100 en bar) | 67 200 | |
| Europe (100 dm) | 400 780 | | Or fin (100 en bar) | 67 200 | |
| Europe (100 dm) | 54 850 | | Or fin (100 en bar) | 67 200 | |
| Europe (100 dm) | 86 580 | | Or fin (100 en bar) | 67 200 | |
| Europe (100 dm) | 48 034 | | Or fin (100 en bar) | 67 200 | |
| Europe (100 dm) | 5 478 | | Or fin (100 en bar) | 67 200 | |
| Europe (100 dm) | 10 000 | | Or fin (100 en bar) | 67 200 | |
| Europe (100 dm) | 5 108 | | Or fin (100 en bar) | 67 200 | |
| Europe (100 dm) | 4 258 | | Or fin (100 en bar) | 67 200 | |

Marché libre de l'or

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|-----------------------------|-------------|---------------|-----------------|-------------|---------------|
| Marché libre de l'or | | | | | |
| Europe (100 dm) | 338 50 | | Europe (100 dm) | 338 50 | |
| Europe (100 dm) | 15 466 | | Europe (100 dm) | 15 466 | |
| Europe (100 dm) | 300 500 | | Europe (100 dm) | 300 500 | |
| Europe (100 dm) | 4 672 | | Europe (100 dm) | 4 672 | |
| Europe (100 dm) | 86 550 | | Europe (100 dm) | 86 550 | |
| Europe (100 dm) | 10 000 | | Europe (100 dm) | 10 000 | |
| Europe (100 dm) | 3 118 | | Europe (100 dm) | 3 118 | |
| Europe (100 dm) | 400 780 | | Europe (100 dm) | 400 780 | |
| Europe (100 dm) | 54 850 | | Europe (100 dm) | 54 850 | |
| Europe (100 dm) | 86 580 | | Europe (100 dm) | 86 580 | |
| Europe (100 dm) | 48 034 | | Europe (100 dm) | 48 034 | |
| Europe (100 dm) | 5 478 | | Europe (100 dm) | 5 478 | |
| Europe (100 dm) | 10 000 | | Europe (100 dm) | 10 000 | |
| Europe (100 dm) | 5 108 | | Europe (100 dm) | 5 108 | |
| Europe (100 dm) | 4 258 | | Europe (100 dm) | 4 258 | |

SICAV (sélection)

| VALEURS | Emission | Préval. incl. | Préval. net | VALEURS | Emission | Préval. incl. | Préval. net |
|--------------|----------|---------------|-------------|----------|----------|---------------|-------------|
| SICAV | | | | | | | |
| A.A.A. | 1052 82 | 1029 95 | Fruct-Oct | 38 87 | 38 30 | Pénicilline | 127 31 |
| Adlon | 227 12 | 221 04 | Fruct-Oct | 12829 31 | 12829 31 | Pénicilline | 127 31 |
| Agropar | 767 89 | 763 96 | Fruct-Oct | 240 57 | 237 01 | | |

DÉFENSE

En instituant une direction centrale

Le mi

Suite. Qua univér (C. et dar Lens). En créati agités cieuse tre, o Les é laires. tague. Toulo fort, r tés, m tratio pas le pèles Bretat fort. échap décié univé désou. L'in démo aléat sagée versit ou B doute tale, que l et bu ment baiss M. Jc

La trage nière sion form en p: deux taires que faço antier tout, choi voit quan taire augr milli trouv lisati augr

CA

Le de p jour rava emp surv

Un cyeit d'év: subit park dont appa pertu plup sinis reste men pays plan toit ont rien conu coné. Le vent en i plui ces i dan: faci de v moi ont dou

M. Joxe veut donner au renseignement militaire le statut d'une arme

M. Pierre Joxe a annoncé, lundi 6 mai, sa volonté de faire du renseignement de défense une arme, dont ceux qui la serviront auront une carrière valorisée, et il propose que soit étudiée, dans cette perspective, la mise en place - au ministère de la défense - d'un organisme central qui devrait réunir les compétences militaires existantes en la matière.

Le ministre de la défense a fait part de son projet aux stagiaires, civils et militaires, de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN). Ce n'est pas la première fois que M. Joxe évoque l'éventualité d'une direction - à créer en France - du renseignement de défense, qui pourrait être confiée à un officier général d'active ou à un civil. Depuis deux mois, en effet, le ministre de la défense a entamé une réflexion à ce propos, sur la base d'un rapport ancien du général d'armée aérienne (cadre de réserve) François Mermier, ancien « patron » de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), et sur les conseils de M. Philippe Rondot, qui est un spécialiste du renseignement au Proche et Moyen-Orient, où il s'est occupé de libérer des otages français.

Mais c'est la première fois que M. Joxe parle d'abondance, devant un cercle averti, des raisons pour lesquelles il veut organiser en une arme le renseignement de défense, qui est, en France, réparti en plusieurs services.

Des carrières valorisées

Déplorant « l'extrême dépendance de notre information à l'égard des sources américaines » pendant la guerre contre l'Irak et la faiblesse de nos moyens propres du renseignement engagés dans le Golfe, au point que « sans les renseignements alliés, nous étions presque aveugles », le ministre de la défense estime : « Aujourd'hui, de façon paradoxale, nous sommes mieux renseignés pour conduire une bataille qu'une manœuvre de théâtre et mieux renseignés pour conduire une manœuvre qu'une politique. » C'est là indirectement une critique du rôle, jugé insuffisant ou inadéquat par ceux qui en ont eu à connaître, de coordination du renseignement politico-militaire que doit normalement jouer le Secrétariat général de la défense nationale (SGDN) sous l'autorité du premier ministre.

Après avoir identifié les organismes qui contribuent au renseignement de défense sous son autorité, comme le Centre d'exploitation du renseignement militaire (CERM), la DGSE, la Direction de la protection et de la sécurité de la défense (DPSD), qui est l'ancienne Sécurité militaire, la Délégation générale pour l'armement (DGA) et la Délégation aux études générales, proche de son cabinet ministériel, M. Joxe condamne « l'éclatement de la fonction du renseignement et l'absence de coordination et de cohé-

rence générale ». Il entend, dit-il, mettre un terme à ce « morcellement » de l'appareil d'Etat.

« Il faut, a expliqué le ministre de la défense, élever le renseignement au statut d'une arme (1), ce qui correspondra à des mesures de réorganisation et de gestion », qui, a-t-il précisé en réponse à une question d'un stagiaire de l'IHEDN, ne sont pas arrêtées, toutes les options restant ouvertes.

M. Joxe a énuméré les moyens techniques du renseignement de défense, comme les satellites d'observation (un domaine où la France est en avance et où elle est prête à partager son effort avec des Européens) ou comme l'information de commandement (ce que les Anglo-Saxons appellent le concept C3I, c'est-à-dire un outil de traitement informatique pour commander, communiquer, contrôler et renseigner afin d'aider à la prise de décisions en période de crise ou de guerre).

« La fascination technologique ne doit pas nous détourner, a ajouté le ministre de la défense, des ressources humaines, faute de quoi serait négligée la fondation même de l'arme nouvelle du renseignement (...). L'attention portée aux personnels passe par une valorisation des carrières pour ceux qui doivent y servir », notamment dans les postes de haut niveau chargés de l'analyse et de l'exploitation des informations. « Dans cette perspective, a encore indiqué M. Joxe, j'ai donné des directives au Comité du renseignement militaire, réactivé récemment, pour que soit étudiée, dans les meilleurs délais, la situation de la gestion des carrières ». « Nous nous posons notamment la question, a conclu le ministre de la défense, de la mise en place au ministère de la défense d'un organisme central rassemblant toutes les compétences existantes en matière de renseignement militaire. »

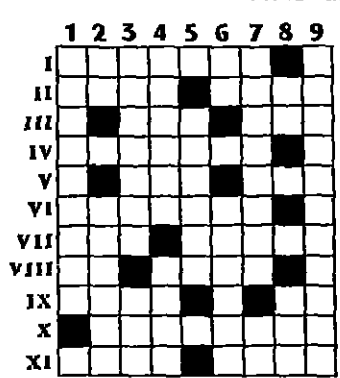
(1) Chacune des trois armées (comme la gendarmerie) comprend plusieurs armes. Pour prendre un exemple, l'armée de terre est composée de l'arme blindée et cavalerie, de l'arme d'artillerie, de l'arme de l'infanterie, de l'arme du génie, de l'arme du train, de l'arme du matériel, etc. (NDLR).

□ Un conseiller en matière de ventes d'armes au secrétariat d'Etat à la défense. - M. Marc Borel a été nommé conseiller technique au cabinet du secrétaire d'Etat à la défense, M. Gérard Renon, où il sera plus spécialement chargé de suivre les questions de contrôle des exportations d'armement.

(Né le 23 juillet 1962 à Paris, ancien élève de Polytechnique et de l'Ecole nationale des ponts-et-chaussées, M. Marc Borel a été nommé conseiller technique au cabinet du secrétaire d'Etat à la défense, M. Gérard Renon, où il sera plus spécialement chargé de suivre les questions de contrôle des exportations d'armement.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5514



HORIZONTALEMENT

I. N'aima pas les mauvais tours.
II. Ne se commande pas. Qualifie un certain art.
III. Centre d'élevage. Accueille des groupes.
IV. Vide régulièrement son sac.
V. Attire maints regards ou arrive à de nombreuses oreilles. Préfixe.
VI. Donne une bonne direction.
VII. Font rimer. Cède la place à Soares.
VIII. Note. Fut au cœur de multiples pensées.
IX. Eut l'esprit occupé. Dirige des mines.
X. Prendre l'air.
XI. Homme d'Eglise. Pas nébuleux.

VERTICALEMENT

1. Prend souvent de l'essence.
2. Les uns et les autres. Peut arriver à la place.
3. Vont parfois à la ligne. Se traîne dans la vie.
4. Quelque chose que l'on peut avoir à l'œil. Cité moldave.
5. Il faudra bien payer pour elles.
6. Participe. Donne du liquide.
7. Cherchions à faire bonne impression. Terre dans l'eau.
8. Désormais. Ça chauffe pour lui.
9. Vont souvent à la caisse.

Solution du problème n° 5513

Horizontalement

I. Patapouf. - II. Agalactie. - III. Sincères. - IV. Son. III. V. Ise. Fuchs. - VI. Visuel. - VII. Noire. - VIII. Si. Veto. - IX. Etale. Sep. - X. Ila. - XI. Suée. Tous.

Verticalement

1. Passionnés. - 2. Agios. - 3. Tannée. Isale. - 4. Als. Ville. - 5. Pacific. El. - 6. Oculus. Et. - 7. Utriculo. - 8. Fie. Hâ. Têtu. - 9. Es. Sloop.

GUY BROUHY

COMMUNICATION

La modernisation de la télévision dans les DOM-TOM

RFO va améliorer sa diffusion et ses productions locales

Les graves incidents de la Réunion semblent pousser le gouvernement à accélérer la modernisation de la télévision publique dans les départements et territoires d'outre-mer. Le 26 mars dernier, M. Michel Rocard prenait des mesures d'urgence pour permettre à RFO Réunion d'augmenter son temps de diffusion et ses efforts de production locale (le Monde du 28 mars). Mais les autres DOM-TOM ne seront pas laissés à l'écart. M^{me} Catherine Tasca et M. Jack Lang ont signé le 6 mai avec M. François Giquel, président de RFO, un contrat d'objectifs sur trois ans qui devrait permettre de réduire progressivement les disparités considérables entre les télévisions d'outre-mer et celles de métropole.

Le contrat d'objectif entérine l'ouverture de l'antenne à 12 h 30 au lieu de 13 h 30 avec une nouvelle tranche d'information et prévoit l'installation progressive d'une diffusion matinale. Il annonce aussi un « effort particulièrement important en faveur de la production régionale notamment dans des thèmes insuffisamment présents actuellement telles que la jeunesse, la santé, l'éducation et la formation ».

Reste à espérer que ces bonnes intentions seront accompagnées d'un véritable financement. L'an dernier, la direction de RFO avait réclamé 70 millions de francs supplémentaires pour augmenter la diffusion, doper la production régionale et s'occuper des jeunes. Elle n'avait obtenu que 37 mil-

lions, dont 10 millions pour la production : l'équivalent du prix d'un film pour neuf stations de télévision à part entière!

RFO a déjà obtenu une amélioration sensible des conditions de diffusion pour les émissions venues de métropole. Jusqu'à présent, seules l'information et quelques grandes retransmissions parvenaient directement par satellite dans les neuf stations. Tous les autres programmes étaient acheminés par cassettes vers la Guadeloupe, la Martinique, puis la Guyane et Saint-Pierre et Miquelon où elles parvenaient six à huit semaines plus tard. Le second circuit, depuis la Réunion jusqu'à Nouméa et Papeete, était encore plus long, si bien que les téléspectateurs calédonniens ou tahitiens s'entendaient parfois soubaiter un joyeux Noël à Pâques. Situation paradoxale à une époque où des chaînes américaines, comme CNN, font instantanément le tour du monde et peuvent être captées dans les DOM-TOM.

Désormais, un contrat renégocié avec France Télécom pour l'utilisation du satellite 24 heures sur 24 permet de diffuser dans l'Atlantique les émissions de métropole. Pour le Pacifique, l'utilisation d'un autre satellite (27 000 francs l'heure) n'est pas encore prévue, mais le circuit de cassettes est amélioré pour que les délais soit ramenés à une douzaine de jours.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Lancé en septembre prochain par Ringier et Edipresse

Le nouveau quotidien suisse pourrait recevoir le soutien de « Libération »

« Nouveau quotidien », nom de code désignant le nouveau journal qui doit paraître en Suisse en septembre, est en train de boucler son capital (le Monde du 19 octobre 1990). Les deux groupes de communication helvétiques à l'initiative du projet, Edipresse et Ringier, ont respectivement 70 % et 30 % des parts du futur quotidien. Des négociations avec le journal français Libération sont en cours. Les 10 % restant devraient lui revenir. Le lancement du « nouveau quotidien » nécessite un investissement de 30 millions de francs suisses (environ 120 millions de francs) en cinq ans.

Souhaitant rompre avec la régionalisation des quotidiens actuels les plus importants - La Suisse, la Tribune de Genève et le Journal de Genève pour Genève; le Matin et 24 Heures pour Lausanne - le futur titre, que la presse suisse a baptisé « quotidien romand de qualité », ambitionne d'être un véritable journal suisse de langue française. Pour l'actionnaire majoritaire du projet, Edipresse, le double accord avec Ringier, l'éditeur suisse de journaux, et Ringier, et avec Libération permettra un « nouveau quotidien » d'être à la fois présent en Suisse allemande et en France et de couvrir ainsi tous les centres d'intérêts des lecteurs romands. « Libération sera aussi pour nous un partenaire avec

lequel nous pourrions échanger des idées et collaborer sur le plan rédactionnel », précise M. Jacques Pilet, qui fut rédacteur en chef de l'hebdomadaire francophone l'Hebdo (groupe Ringier), auquel il a fait dépasser la barre des 50 000 exemplaires diffusés avant de prendre les rênes de ce projet.

Outre le désir de dépasser les frontières régionales, le « nouveau quotidien » souhaite aussi répondre aux changements sociologiques et politiques qui affectent la société helvétique dans le domaine des échanges économiques et culturels entre les différents cantons comme dans celui des débats touchant à la neutralité ou à une éventuelle adhésion à l'Europe communautaire. Il veut aussi en finir avec les liens qui existent entre certains titres et l'établissement politique et apparaît comme totalement indépendant.

Fabriqués au format berlinois - celui de la plupart des quotidiens suisses - le « nouveau quotidien », dont le siège sera à Lausanne, comportera une trentaine de pages, dont six de publicité. Son édition dominicale comportera six pages de plus. Ses rubriques seront animées par une rédaction, déjà constituée, de quarante journalistes. Le tirage de départ est fixé à 30 000 exemplaires.

YVES-MARIE LABÉ

Piratage sur écran

Pour satisfaire plus rapidement une clientèle avide de posséder en vidéocassette les derniers succès du Box Office, les pirates américains ne reculent devant rien. Ils utilisent depuis quelques mois des caméscopes pour filmer les grandes scènes du cinéma dès leur sortie en salles. C'est ainsi que Danse avec les loups de Kevin Costner ou New Jack City de Mario van Peebles, piratés directement sur écran, sont vendus dix ou quinze dollars sous le manteau dans les rues de New York ou Philadelphie.

Certes, l'image est souvent floue, les couleurs peu fidèles et la bande son entrecoupée par les réactions du public mais ces caméscopes pirates se vendent suffisamment pour inquiéter Hollywood. Les recettes de la vidéo représentent en effet une des sources de financement prioritaires du cinéma américain. Les associations professionnelles estiment que le piratage fait déjà perdre près de 150 millions de dollars à l'industrie américaine et représente un marché mondial d'un milliard de dollars. L'an dernier, la police américaine a saisi 180 000 cassettes pirates.

CARNET DU Monde

Décès

- Lauro et Miranda Bergamo, ses parents, Iolanda Berton, sa sœur, Sophie Houdard, sa compagne, ont l'immense douleur d'annoncer la mort de

Mino BERGAMO,

survenue dans sa trente-quatrième année, tandis qu'il faisait de la plongée sous-marine.

L'inhumation aura lieu à Venise, dans la plus stricte intimité.

Sophie Houdard, 71, rue Legendre, 75017 Paris. M. et M^{me} Bergamo, 3824 Campo-San-Angelo, Venezia (Italia).

- Marie-Louise Canard, son épouse, Cécile, Marine et David, ses enfants,

Hélène et Jean Pommerolle, Philippe et François Canard, Edith et Jean-Paul Garbit, ses frères et sœurs et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Daniel CANARD,

le 25 avril 1991, à l'âge de soixante-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à la Courde-sur-Mer.

Une messe sera célébrée le 30 mai, à 18 heures, en l'église Saint-François-de-Sales, 17, rue Ampère, Paris-17.

48, boulevard Pereire, 75017 Paris.

- Ses enfants, Sa famille, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Marie-Louise COTTON,

survenue le 27 avril 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à Sigmaringe-sur-Saône.

46, rue Boscarey, 13004 Marseille.

- Quimper, Paris, Agen, Montréal.

On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Lydia-Louis HÉMON,

filie de l'écrivain,

née à Londres, le 12 avril 1909, décédée à Quimper le 26 avril 1991.

- M^{me} Katia Kunstler, son épouse, Muriel, Emmanuel et Julien, ses enfants,

M. Emeric Kunstler, son père, La famille Atlas, M. et M^{me} Gérard Roussel, Ses neveux et nièces, Ses parents, Amis et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Etienne KUNSTLER,

survenue le 3 mai 1991, à l'âge de quarante-six ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 10 mai, à 9 heures.

On se réunira au cimetière du Montparnasse, entrée principale, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Dominique et Chantal Wallon, Marie-Noëlle et Daniel Guélin, Olivier et Marie-Ange Labey, Stéphanie Guimard, Antoine et Isabelle Labey, ses enfants et beaux-enfants, Frédéric, Mathieu, Vincent, Thomas, Florent, Pierre-Yves, Nicolas et Baptiste, ses petits-fils, Etienne et Nicole Leroy, son frère et sa belle-sœur, Les familles Labey, Leroy, Radius et Wallon, ont la douleur de faire part du décès de

Jeanine LABEY,

née Leroy, survenue le 5 mai 1991, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Les obsèques auront lieu le vendredi 10 mai, à 8 h 30, en l'église Sainte-Rosalie, 50, boulevard Auguste-Blanqui, Paris-13.

- Les personnels du laboratoire de recherches sur les macromolécules de l'université Paris-Nord veulent honorer la mémoire de leur collègue et ami

Maurice N'DOUME NZE,

docteur de 3^e cycle à l'université Paris-Nord, maître-assistant à l'université de Massakou, Franceville.

Sa mort est survenue brutalement à Libreville (Gabon), le vendredi 3 mai 1991.

- Le 25 avril 1991, dans sa quatre-vingt-dixième année,

M^{me} Pierre PEAUCELLIER,

née Eugénie Mathrat, s'est endormie dans la paix du Seigneur.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

De la part de ses enfants et petits-enfants.

15, avenue des Lilas, 44380 Pornichet, BP 417, Papeete, Tahiti.

- M. Maurice Poinso, M. et M^{me} Jean-Marie Poinso, Cécile, François-Xavier, Bérangère et Madeleine, M. et M^{me} Gaston Poinso, leurs enfants et petits-enfants, Les familles Robert et Roger Poinso, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Henri POINSO,

avocat honoraire.

Les obsèques ont eu lieu le 26 avril, 66, boulevard Notre-Dame, 13006 Marseille.

- Christian Sautter, Ariane et Hélène Sautter, M^{me} Lucien Jacquet, Claude et Viviane Jacquet et leurs enfants, M^{me} le docteur Maurice Etienne-Martin, Edouard et Christine Sautter et leurs enfants, Joëlle et Frans van Donselaar et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Gisèle SAUTTER,

maître de conférences à l'Institut national des langues orientales,

survenue le 4 mai 1991, à Paris.

Que son courage demeure.

L'incinération aura lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

138, rue de Grenelle, 75007 Paris.

- La direction, L'équipe pédagogique Et les élèves du CPEI, département de commerce international de l'Institut national des langues et civilisations orientales, ont le regret de faire part du décès de

M^{me} Gisèle SAUTTER,

directrice adjointe et maître de conférences au département Japon,

survenue le samedi 4 mai 1991.

- M^{me} Berthe Zerah, son épouse, Le docteur et M^{me} Pierre Zerah et leurs enfants, M^{me} Nicole Zerah, M^{me} Roland Zerah, ses enfants, Et les familles Zerah, Koskas, Brani, ont la douleur de faire part du décès de leur très cher et regretté

M^{me} Maurice ZERAH,

avocat honoraire à la Cour de cassation de Tunis.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

- Il y a deux ans, le 9 mai 1989, disparaissait le

docteur Charles BRISSET.

Sa famille, Ses amis rappellent au souvenir à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Communications diverses

- Centenaire de l'encyclopédie « Rerum novarum ». Le centenaire de l'encyclopédie Rerum novarum, de Léon XIII, sur la question sociale, sera célébré en la cathédrale Notre-Dame, le 12 mai, à partir de 17 heures, sous la présidence du cardinal Lustiger, archevêque de Paris, de Mgr Duval, président de la Conférence épiscopale française, de Mgr Marchand, président de la commission sociale de l'épiscopat et en présence de Mgr Antonetti, nonce apostolique. Une messe sera célébrée à 18 h 30.

Soutenances de thèses

- Université Paris-III (Sorbonne nouvelle), 17, rue de la Sorbonne, le lundi 13 mai, à 13 heures, salle Bourjain, M^{me} Françoise Delvoys : « Tansen et la tradition des chants dhruv en langue braj, du seizième siècle à nos jours ».

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-85-25-94
Tarif : la ligne H.T.
Toutes relèves 92 F
Abonnés et abonnés - 80 F
Communications diverses - 95 F
Thèses étudiants - 50 F

سكنا من الامل

